guenhaël jégouzo

avec la collaboration de bernard roze

INRA - RENNES
ÉCONOMIE RURALE
BIBLIOTHÈQUE

le destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole

enquêtes en bretagne

décembre 1972

INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Station d'Économie Rurale

65, rue de Saint-Brieuc 35042 RENNES CEDEX

SOMMAIRE

	Pages
Résumé.....	VII
Introduction.....	1
<i>Comment se déroulent l'histoire scolaire et professionnelle des jeunes nés en agriculture</i>	1
Les jeunes et l'agriculture : la répartition des enfants d'agriculteurs entre les secteurs économiques - Quels sont la nature et le niveau de l'éducation reçue par les jeunes d'origine agricole ?	
<i>Deux enquêtes faites auprès des familles agricoles bretonnes</i>	6
Comparabilité des résultats - Extrapolation des résultats à l'ensemble de la Bretagne	
Plan des résultats d'enquête.....	13
 PREMIERE PARTIE - EXCLUSION DE L'ECOLE ET RELEGATION SCOLAIRE	
Chapitre 1er - L'EXCLUSION DE L'ECOLE ; LES INEGALITES SELON LES FAMILLES	17
<i>Section 1 - Echec scolaire, élimination et relégation</i>	17
§ 1er - L'échec scolaire à l'école primaire.....	18
§ 2è - Elimination et relégation en cours d'études secondaires.....	19
Elimination rapide et élimination retardée selon les départements - Quelques facteurs de l'élimination retardée et de la relégation (cas du Finistère).	

§ 3è - Fréquence des formations basses et courtes lors de l'arrivée sur le marché du travail.....	34
Notion de catégorie de formation scolaire la plus élevée - Comme la grande majorité des jeunes d'Ille-et-Vilaine, la grande majorité des jeunes du Finistère ne possède qu'une formation basse ou courte.	
 <i>Section 2 - Les inégalités selon les familles.....</i>	 37
Les critères de différenciation des familles	
1 - 1re catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents.....	41
11 - cas de la réussite à l'école primaire.....	41
12 - cas de l'éducation la plus élevée...	41
2 - 2è catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille.....	42
21 - cas de la réussite à l'école primaire.....	43
22 - cas de l'élimination et de la relégation.....	43
3 - 3è catégorie d'inégalités : selon la taille de l'exploitation.....	44
31 - cas de la réussite à l'école primaire.....	44
32 - cas de l'élimination et de la relégation.....	45
33 - cas de l'éducation la plus élevée..	50
4 - 4è catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille et de l'exploitation..	53
41 - cas de la réussite à l'école primaire.....	53
42 - cas de l'élimination et de la relégation.....	54
5 - 5è catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents et la taille de l'exploitation familiale.....	56
51 - cas de la réussite à l'école primaire.....	56
52 - cas de l'éducation la plus élevée..	56
Conclusion du chapitre 1.....	58

DEUXIEME PARTIE - EXCLUSION DE L'AGRICULTURE ET RELEGATION SOCIALE

Chapitre 2 - L'EXCLUSION DE L'AGRICULTURE ; VARIATIONS SELON L'EDUCATION RECUE.....	67
Section 1 - Variations selon les départements dans les taux de non-entrée et de sortie	67
Entrée ou non-entrée dans l'agriculture lors du premier emploi exercé - Sorties hors de l'agriculture entre le début de la vie active et le moment de l'enquête - Trois modèles d'orientation d'emploi.	
Section 2 - Orientation d'emploi selon l'éducation reçue	72
§ 1er - Taux d'orientation d'emploi selon la nature et le niveau de la formation la plus élevée.....	72
Taux d'entrée et de non-entrée selon la catégorie d'éducation - Taux de maintien et de sortie selon la catégorie d'éducation - Bilan de l'orientation d'emploi selon la formation - Cheminement scolaire et professionnel d'un groupe donné de généra- tions.	
§ 2è - Influence conjointe de la formation et d'autres facteurs sur l'orientation d'emploi.....	80
L'influence de la formation sur l'orienta- tion d'emploi varie selon la dimension de l'exploitation des parents - Autres fac- teurs	
Conclusion du chapitre 2.....	85
Chapitre 3 - EXCLUSION RETARDEE OU MAINTIEN DEFINITIF DANS L'AGRICULTURE.....	89
Section 1 - L'exclusion retardée	90
Durée du retard - Signification de l'ex- clusion retardée.	
Section 2 - Le maintien définitif dans l'agriculture ; la condition paysanne comme source d'exclusion sociale et culturelle.....	94
Maintien définitif et exclusion du ma- riage - Maintien définitif et exclusion du savoir.	
Conclusion du chapitre 3.....	102

Chapitre 4 - LA RELEGATION SOCIALE HORS DE L'AGRICULTURE	105
<i>Section 1 - Mesure de l'ampleur de la relégation sociale.....</i>	106
Le savoir scolaire lors de l'arrivée sur le marché du travail - La contribution à la reproduction des classes populaires.	
<i>Section 2 - Une relégation sans transplantation</i>	115
Ni émigration ni exode rural ? - La transplantation est-elle seulement retardée ? - La population agricole bretonne n'est pas actuellement un réservoir de main-d'oeuvre pour la grande industrie nationale - La main-d'oeuvre ouvrière issue de l'agriculture est plus souvent employée dans les activités résidentielles locales que dans les industries.	
Conclusion du chapitre 4.....	127
Bilan de l'exclusion de l'agriculture et de la relégation sociale	
Conclusion générale.....	131
Annexes.....	137

AVANT - PROPOS

Cette étude s'insère dans une recherche générale dont le but est de décrire et d'expliquer l'éducation reçue et les emplois exercés par les jeunes nés en agriculture. Il s'agit d'une recherche pluridisciplinaire à laquelle collaborent au sein de l'I.N.R.A. des sociologues (équipe de C. GRIGNON de Paris) et des économistes (équipe de Rennes).

Ce document présente deux enquêtes faites en Bretagne, l'une en 1970 par P. DAUCE, G. JEGOUZO et Y. LAMBERT, l'autre en 1971 par G. JEGOUZO. On a estimé qu'il était utile de faire un compte rendu général des deux enquêtes pour que les personnes intéressées disposent d'une information plus regroupée (1).

Plusieurs organismes nous ont aidés dans la réalisation des travaux présentés ici :

- les échantillons ont été établis à partir de documents fournis par la Statistique Agricole ;
- le financement des interviews effectuées dans le Finistère a été assuré par le Service des Structures du Ministère de l'Agriculture ;
- le dépouillement mécanographique a été facilité par l'aide matérielle reçue de la Caisse Départementale de Réassurance Mutuelle Agricole d'Ille-et-Vilaine.

La frappe de ce document a été faite par Madame BOUREL et Madame CARDOU de l'I.N.R.A.

(1) La première enquête a déjà donné lieu à deux publications :

- *La formation des enfants d'agriculteurs et leur orientation hors de l'agriculture* (résultat d'une enquête exploratoire en Ille-et-Vilaine), I.N.R.A. (Station d'Economie Rurale de Rennes), janvier 1971, 94 p.
- *Education et mobilité professionnelle des enfants d'agriculteurs : premières analyses*, *Annales d'Economie et Sociologie Rurales*, n° 1 de 1972, pp. 31-46.

RESUME

Objet de l'étude

Historiquement, les enfants d'agriculteurs font partie, avec les enfants des autres classes populaires, des catégories de jeunes qui sont le moins longtemps et le moins bien scolarisés. Cette sous-scolarisation des jeunes d'origine agricole ne peut manquer d'être rapprochée de la sous-instruction non moins traditionnelle des travailleurs de la terre, sous-instruction qui est à l'origine d'une faible productivité et de bas revenus. Comme les nouveaux travailleurs recrutés par le secteur agricole sont issus le plus souvent de la population agricole, les deux situations précédentes risquent de se perpétuer. Quels sont les faits à cet égard ?

L'accès aux études longues reste-t-il toujours aussi interdit aux jeunes d'origine agricole ? N'y a-t-il pas en ce domaine des inégalités selon les familles ? Un enseignement agricole secondaire ayant été développé en France après 1960, quelle est la place prise par ce type d'enseignement dans la scolarité des enfants d'agriculteurs ?

Les études terminées, comment se fait la répartition des jeunes entre secteur agricole et secteurs non agricoles en fonction du savoir acquis à l'école ? Si le secteur des exploitations agricoles ne peut occuper que de moins en moins de travailleurs au cours du processus de croissance économique, en est-il réduit à recruter "ce qui reste", en nombre et en formation ?

Une réponse précise à ces questions n'étant pas fournie par les instituts de statistique, nous avons effectué deux enquêtes auprès des familles agricoles bretonnes, l'une en 1970 en Ille-et-Vilaine, l'autre en 1971 dans le Finistère.

RESUME

Champ et portée des observations

Les populations observées sont celles des enfants d'exploitants agricoles nés entre le 1.1.1945 et le 31.12.1955. On a reconstitué rétrospectivement la partie de leur histoire scolaire et professionnelle qui va de la sortie de l'école primaire à la date des interviews. En fonction de leur âge, ces jeunes se trouvent, au moment des enquêtes, à un stade plus ou moins avancé de leur vie scolaire et professionnelle.

Si l'échantillon est faible en Ille-et-Vilaine (785 jeunes), il l'est moins dans le Finistère (2 075 cas). La similitude dans les régularités observées les rend plus sûres. Quant à certaines différences constatées entre les deux départements, elles expriment une opposition plus générale entre Basse-Bretagne et Haute-Bretagne.

Résultats

L'HISTOIRE SCOLAIRE est celle de l'exclusion des études longues, exclusion qui prend en partie la forme d'une relégation vers le cycle court agricole ; mais l'exclusion se révèle très inégale selon les familles.

1 - La tendance majeure à l'élimination et à la relégation scolaire s'exprime au point de départ par la sortie tardive de l'école primaire, au point d'arrivée par la prédominance des formations basses et courtes chez ceux qui ont terminé leur scolarité lors des enquêtes, prédominance plus accentuée en Ille-et-Vilaine (95 % des cas) que dans le Finistère (80 %). Les performances scolaires du Finistère ne sont pas aussi brillantes qu'on le laisse penser parfois. Si ce département est réputé pour sa forte scolarisation, celle-ci consiste en milieu agricole dans un plus fort accès aux enseignements courts et en particulier à l'enseignement technique, après un passage en C.E.G. (chapitre 1, p. 30).

2 - L'enseignement agricole, qui s'est surtout développé en cycle court, a connu un succès variable (chapitre 1, p. 24). A 16 ans, âge auquel il est le plus élevé, le coefficient de scolarité agricole courte (ou % d'enfants fréquentant cet enseignement dans le total des jeunes scolarisés) est de 20 % chez les filles et 27 % chez les garçons du Finistère contre 33 % chez les garçons et 55 % chez les filles d'Ille-et-Vilaine

3 - Les inégalités selon les familles dans l'exclusion de l'école sont d'ordre démographique, économique et culturel (chapitre 1, p. 37). Elles se manifestent d'abord dans le niveau de réussite à l'école primaire. Elles sont ensuite d'autant plus grandes que l'on se situe à un stade plus avancé

RESUME

du cursus scolaire. Plus on différencie les familles en fonction des trois critères précédents, plus les inégalités s'accroissent. Les jeunes qui ont le plus de chances d'accéder aux études longues sont ceux des petites familles (1-2 enfants) établies sur les plus grandes exploitations (20 ha et plus en productions intensives) lorsque les parents ont reçu une formation secondaire.

Si le niveau moyen de scolarité est bas en milieu agricole c'est en relation avec la fréquence cumulée du bas niveau culturel, de la forte fécondité, des bas revenus par tête eux-mêmes liés à la faible taille de l'exploitation et la grande taille de la famille.

Quand la dimension de l'exploitation des parents augmente, le taux d'élimination scolaire à un âge donné et le taux de relégation diminuent, la formation agricole courte devient plus fréquente et la formation technique courte diminue ; enfin l'importance relative de l'apprentissage sur le tas, agricole ou non agricole, par rapport à la formation en école décline (chapitre 1, p. 54).

L'HISTOIRE PROFESSIONNELLE est celle de l'exclusion, plus ou moins rapide, hors de l'agriculture et de la relégation dans les classes sociales inférieures.

1 - Une grande majorité de jeunes se détourne de l'agriculture. Sur 100 jeunes qui exercent un emploi lors des enquêtes (soit entre environ 15 et 25 ans) ne sont employés dans l'agriculture que 18 % des filles du Finistère, 27 % des garçons du Finistère, 32 % des garçons et filles d'Ille-et-Vilaine.

2 - Les entrées dans l'agriculture lors du premier emploi exercé restent cependant relativement élevées, tout au moins en Ille-et-Vilaine. C'est le cas dans ce département d'environ 7 jeunes sur 10 contre 5 sur 10 dans le Finistère et même moins chez les filles. Mais les fortes entrées ont été suivies en Haute-Bretagne d'importantes sorties entre le début de la vie active et le moment de l'enquête.

On peut distinguer trois modèles d'orientation d'emploi au sein des populations étudiées :

- le modèle des garçons et filles d'Ille-et-Vilaine, qui se caractérise par de fortes entrées, de faibles non-entrées, de fortes sorties,
- le modèle des garçons du Finistère : les non-entrées sont aussi fréquentes que les entrées et les sorties aussi fréquentes que les maintiens,
- le modèle des filles du Finistère : les non-entrées sont supérieures aux entrées et les sorties aux maintiens.

RESUME

3 - Lors du premier emploi, le taux d'entrée dans l'agriculture varie beaucoup selon le type et le niveau de formation la plus élevée :

- la plupart des enfants de formation primaire et de formation agricole courte (c'est-à-dire essentiellement du niveau Brevet d'Apprentissage Agricole - B.A.A.) entrent dans l'agriculture. Dans ces formations, les taux d'entrée sont les plus élevés dans les exploitations les plus grandes et les familles les plus petites.
- la plupart des enfants ayant une autre formation (technique, générale secondaire et supérieure) se détournent de l'agriculture, quels que soient la taille de l'exploitation des parents et le nombre d'enfants dans la famille.

Notons que la formation agricole longue n'est pratiquement pas représentée dans les enquêtes.

Si les taux globaux d'entrée sont très élevés en Ille-et-Vilaine (cf. point 2), c'est en grande partie parce que la plupart des enfants observés avaient seulement une formation primaire ou agricole courte lors de leur premier emploi.

4 - La plupart des enfants entrés dans l'agriculture ont une formation primaire ou agricole courte ; les taux de sortie varient-ils selon ces deux catégories d'éducation ? Assez peu. Pour chacune de ces formations et pour un âge donné, les taux de sortie augmentent quand la dimension de l'exploitation diminue ou que la taille de la famille augmente.

5 - Finalement, l'exclusion de l'agriculture bretonne, c'est-à-dire d'une agriculture qui a rarement des exploitations de plus de 50 ha, est totale ou presque en formation supérieure, en formation secondaire longue, et enseignement technique. Le maintien à la terre est le fait de 10 à 20 % des jeunes dans la formation secondaire de 1er cycle, d'1/3 en formation primaire, de la 1/2 (un peu moins chez les filles) en formation agricole courte.

6 - Si la probabilité générale d'accès durable à l'agriculture est faible, elle augmente lorsque la taille de l'exploitation des parents est élevée, que le nombre d'enfants dans la famille est faible, que la réussite à l'école primaire est médiocre, et qu'il y a fréquentation du cycle court agricole. Ce faible savoir scolaire des futurs paysans de l'an 2000 ne laisse pas d'être inquiétant. Si l'exclusion des savoirs scolaires élevés définit la condition paysanne, celle-ci implique aussi pour les garçons un risque élevé de célibat prolongé ou définitif, les filles se détournant plus que les garçons du secteur agricole, surtout en Basse-Bretagne (chapitre 3, p. 95).

RESUME

7 - Ceux qui sont à la fois exclus du savoir scolaire et de l'agriculture sont, quant à eux, voués aux emplois inférieurs des secteurs non agricoles, au moins en début de carrière. Quand elle existe, la formation post-scolaire ou formation de la seconde chance, reste du plus bas niveau (niveau V : ouvrier ou employé qualifié). Même dans le Finistère, la population agricole contribue essentiellement à reproduire les classes populaires non agricoles (chapitre 4, p. 109). Ceci est une illustration du mécanisme général de notre système social selon lequel la reproduction de l'ordre culturel, qui exclut de l'école les classes paysannes, favorise la reproduction de l'ordre social existant, que le secteur agricole puisse ou non employer les jeunes nés en agriculture.

Contrairement à une opinion fréquemment répandue, le transfert hors de l'agriculture se fait sans transplantation (environ 80 à 90 % des jeunes résident lors des enquêtes dans leur département d'origine). C'est donc une certaine classe populaire qui est reproduite à partir de la main-d'œuvre issue de l'agriculture bretonne. Il s'agit de la classe populaire rurale de Bretagne, plus précisément, de la population ouvrière du bâtiment et des services plus souvent (Finistère), ou aussi souvent (Ille-et-Vilaine), que celle des industries, de celle des petites usines plutôt que celle des grandes usines.

Le destin social, comme le destin scolaire, est inégal chez les jeunes d'origine agricole en fonction du niveau économique et culturel de leur famille et du degré de réussite à l'école primaire. On ne peut pas le montrer dans les enquêtes car les générations étudiées ne sont pas rendues à un stade suffisamment avancé de leur existence. Mais les déterminismes dont les enquêtes mettent en lumière l'action continuent tout au long du cursus scolaire et professionnel sont tels qu'ils ne laissent pas de doute à cet égard.

Ce qui est observé en Bretagne, dans un état donné des structures des exploitations agricoles, n'est pas nécessairement transposable aux autres régions de France. La double exclusion de l'école et de l'agriculture, bien qu'à l'oeuvre partout, peut revêtir une ampleur et des modalités différentes selon les régions. Mais il y a de sérieuses raisons de penser qu'un grand nombre de nos observations relatives au destin scolaire et social des jeunes nés en agriculture ne sont pas propres aux familles agricoles bretonnes dès lors que ce destin est caractérisé partout par la fréquence de l'échec scolaire précoce.

INTRODUCTION

Trop nombreuse et mal formée telles sont les caractéristiques fondamentales de la population agricole dans de nombreuses régions françaises. La conjonction de cet excès et de cette insuffisance contribue à expliquer en grande partie la fréquence des bas revenus agricoles (1).

Cette situation est-elle en voie de résorption ? Depuis une quinzaine d'années, la population employée en agriculture est entrée dans une phase de déclin rapide. Mieux connaître l'évolution en cours implique de préciser combien de jeunes de chaque génération entrent et s'installent actuellement dans l'agriculture et de déterminer quelle est leur formation. Pour répondre correctement à ces questions il faut faire l'histoire de l'éducation et de l'orientation d'emploi des enfants d'agriculteurs. Dans ce but l'I.N.R.A. a réalisé deux enquêtes en Bretagne.

I. COMMENT SE DEROULENT L'HISTOIRE SCOLAIRE ET L'HISTOIRE PROFESSIONNELLE DES ENFANTS D'AGRICULTEURS

Les jeunes et l'agriculture : la répartition des enfants nés en agriculture entre les divers secteurs économiques

Les nouveaux travailleurs recrutés par le secteur agricole sont issus le plus souvent de la population agricole. Les variations dans le nombre et la formation des travailleurs de la terre sont donc en relation avec l'évolution de la fécondité des familles agricoles, de l'éducation reçue par les enfants d'agriculteurs, enfin, de leur orientation d'emploi selon l'éducation reçue.

(1) Pour la démonstration de cette proposition, voir un prochain document préparé avec J. L. BRANGEON sur la pauvreté en agriculture.

Si on fait l'histoire de générations données, les traits majeurs de l'orientation d'emploi peuvent être analysés comme suit :

- après l'école, donc tout à fait en début de vie active, il y a entrée soit dans le secteur agricole soit dans l'un des secteurs non agricoles. Le choix d'un métier non agricole peut être étudié comme une non-entrée dans l'agriculture ;
- en cours de vie active, les jeunes entrés dans l'agriculture ou bien s'y maintiennent en devenant après quelques années chefs d'exploitation (ce sont les successeurs), ou bien sortent de l'agriculture, après un temps plus ou moins long d'exercice du métier agricole (1), pour s'orienter vers les emplois non agricoles (ce sont les "mutants" agricoles).

L'intérêt de la distinction entre non-entrée et sortie a été souligné dans une note précédente (2) :

Il semble préférable, à plusieurs égards, qu'un volume donné de transferts hors de l'agriculture se réalise plutôt par non-entrée que par sortie. D'une part, la diminution d'une population agricole abondante se trouve accélérée. L'accélération est plus ou moins grande selon la durée de présence, dans l'agriculture, des enfants qui entrent et sortent. En outre, la non-entrée ne constitue pas, comme la sortie, un changement d'emploi proprement dit ; ... elle sera donc moins susceptible d'engendrer des coûts humains. Mais cette proposition devrait être beaucoup nuancée en fonction de l'âge de sortie.

A d'autres égards, une mobilité par sorties échelonnées plutôt que par non-entrées massives peut paraître plus souhaitable, puisqu'elle permet d'assurer plus sûrement la transmission des valeurs du monde rural, et d'étaler dans le temps les transferts hors de l'agriculture en fonction des besoins de main-d'oeuvre ... dans ou hors de l'agriculture. Un tel échelonnement n'aurait-il pas aussi pour avantage de dissimuler la rigueur des mécanismes qui contraignent les enfants de paysans à quitter

(1) Ce qui conduit à distinguer plusieurs types de sorties hors de l'agriculture. cf. *L'exode agricole (étude socio-économique)* Notes et Etudes Documentaires, n° 3928, La Documentation Française, Paris, 1972.

(2) article cité en avant-propos, p. 35.

la terre, et de transformer un destin collectif en aventures individuelles ?

Aux Pays-Eas, les pouvoirs publics poursuivent explicitement une politique de non-entrée. En France, l'action publique conduite en matière de transferts hors de l'agriculture est une action de "mutation professionnelle", et porte sur ceux qui sont préalablement entrés dans l'agriculture.

Retenir les distinctions proposées conduit à étudier l'histoire professionnelle des jeunes issus de l'agriculture en distinguant trois grands types de cursus : la non-entrée dans l'agriculture, l'entrée suivie de sortie, l'entrée suivie de maintien. Y correspondent trois flux de main-d'oeuvre, le dernier assurant le recrutement définitif du secteur agricole.

Quantifier ces flux, mais aussi les caractériser du point de vue de la formation, permettrait d'esquisser le visage futur de la population paysanne. Jusqu'à présent on s'est surtout attaché à suivre l'évolution quantitative des travailleurs agricoles. L'évolution sous l'angle du savoir nous paraît aussi fondamentale.

Les flux de répartition des jeunes nés en milieu agricole, entre secteur agricole et secteurs non agricoles

Le savoir est l'un des critères de répartition de la main-d'oeuvre entre les divers secteurs de l'activité économique. Le secteur des exploitations agricoles est-il réduit à recruter "ce qui reste", en nombre et en formation ? A cet égard, il faut déterminer quels sont pour les jeunes du milieu agricole, les taux différentiels d'entrée et de non-entrée dans l'agriculture, de sortie et de maintien, selon l'éducation reçue. L'étude de ces questions conduit à éclairer non seulement le recrutement, en quantité et en qualité, de main-d'oeuvre par l'agriculture, mais aussi le volume et les catégories de transferts de main-d'oeuvre hors de l'agriculture.

Quelles hypothèses faire quant aux liaisons entre le savoir et l'orientation vers le métier agricole ? Les deux suivantes ont été retenues pour vérification (1) :

- alors que la formation primaire et la formation agricole orientent vers l'agriculture, la formation technique et les enseignements généraux secondaires et supérieurs en détournent ;
- pour une nature donnée de formation, plus le niveau des études et des diplômes est élevé, plus il est probable qu'il y aura orientation hors de l'agriculture.

Aller au-delà des idées reçues en ces matières implique de mesurer le rôle de l'école et d'établir les relations que les mécanismes scolaires entretiennent avec les autres déterminismes qui pèsent sur l'orientation professionnelle des enfants d'agriculteurs.

Quels sont la nature et le niveau de l'éducation reçue par les diverses générations d'enfants d'agriculteurs ?

Historiquement, les enfants d'agriculteurs font partie, avec les enfants des autres classes populaires, des catégories de jeunes qui sont le moins longtemps et le moins bien scolarisées. Cette "sous-scolarisation" des jeunes d'origine agricole ne peut manquer d'être rapprochée de la sous-instruction non moins traditionnelle des travailleurs de la terre, et ce rapprochement suggère une interrelation entre les deux phénomènes (2).

(1) La justification de ces hypothèses, l'explication de l'influence que la nature et le niveau du savoir peuvent exercer sur le choix entre métier agricole et non agricole, ont été fournies dans les publications citées en avant-propos.

(2) Il s'agit de deux phénomènes mondiaux.

Les enfants nés en agriculture continuent-ils à être exclus des études longues ? Quelles sont, au sein des familles agricoles, la nature et l'intensité des inégalités face à l'école ? Quelle est, de façon très précise, la nature et le niveau du savoir que les jeunes possèdent au moment où ils s'engagent dans la vie professionnelle ?

Il n'y a actuellement aucune réponse complète à ces trois questions, ni pour la France entière ni pour un département quelconque. On ignore aussi quelle est la place prise par l'enseignement agricole secondaire dans la formation des enfants d'agriculteurs d'une part, dans la fourniture de main-d'oeuvre au secteur agricole d'autre part. Ce type d'enseignement était très peu développé en France jusqu'en 1960. Depuis lors sa croissance a été rapide ; le nombre d'élèves est actuellement d'environ 130 000 garçons et filles. L'enseignement agricole secondaire a pour mission essentielle de préparer à exercer les métiers du secteur agricole et ceux des secteurs para-agricoles, c'est-à-dire des secteurs, privés ou publics, dont l'activité principale consiste à vendre ou à acheter, ou à fournir à titre gratuit, des biens et services aux exploitations agricoles. Si cette filière scolaire est ouverte aux enfants de toutes les catégories sociales, elle a un recrutement privilégié au sein de la population agricole.

Source des données

L'enquête faite en 1970 par l'I.N.S.E.E. sur la formation et la qualification des Français permet de reconstituer, du moins partiellement, le passé scolaire et le cheminement professionnel des personnes nées après 1918 dans la population agricole nationale. Mais il n'est pas possible d'analyser séparément les comportements des diverses générations, ce qui limite considérablement la portée des résultats dans l'optique qui est ici adoptée et qui vise à traiter du problème des jeunes.

Les recensements de population et les enquêtes de la Statistique Agricole ne fournissent que quelques informations sur cette question (cf. infra). De toute façon comme il s'agit seulement de descriptions à un moment donné, il n'est pas possible de suivre à la fois l'histoire scolaire et l'histoire professionnelle des jeunes en précisant leur origine sociale (1).

(1) On peut espérer que cette situation se modifiera à l'avenir puisque la Commission de l'Emploi du 6e Plan recommande de faire en priorité des études et enquêtes sur les liens entre formation et emploi.

Aussi avons-nous été conduits à effectuer des enquêtes spécifiques par interviews. Elles ont été réalisées dans une région donnée : la Bretagne, pour un groupe donné de générations : celles nées de 1945 à 1955. Quelle est la portée des résultats de ces enquêtes ?

II. DEUX ENQUETES FAITES AUPRES DES FAMILLES AGRICOLES BRETONNES

Une première enquête consistant à interroger les parents sur la formation reçue et les emplois exercés par leurs enfants a été fait en Ile-et-Vilaine au printemps 1970. La qualité de l'information recueillie ayant été jugée satisfaisante, une enquête identique a eu lieu dans le Finistère, à l'automne 1971. La poursuite de l'étude était nécessaire car les résultats observés en Ile-et-Vilaine ne pouvaient être extrapolés à l'ensemble de la Bretagne. Ce département a en effet des caractéristiques particulières par rapport aux autres départements bretons, qu'il s'agisse de l'éducation ou du marché du travail, comme on le montre ultérieurement. Faute de pouvoir financer une étude de l'ensemble de la Bretagne, on a retenu de faire une seconde enquête dans un seul autre département en choisissant celui qui avait des caractéristiques de scolarité et d'emploi exactement opposées à celles de l'Ile-et-Vilaine. On voulait ainsi se donner le moyen de comparer deux situations extrêmes et de dégager de cette comparaison une vue générale pour la Bretagne.

Ceci pose le problème de la comparabilité des résultats des deux enquêtes et celui de leur extrapolation à l'ensemble de la région.

Comparabilité des résultats des deux enquêtes

Le rapprochement des observations faites en Ile-et-Vilaine et dans le Finistère est possible pour trois raisons :

- la procédure d'enquête est identique. Le détail de cette procédure est présenté en annexe. L'approche consiste à remplir pour les garçons et les filles nés entre le 1.1.1945 et le 31.12.1945, des fiches individuelles qui retracent, en les datant, les événements scolaires et professionnels survenus entre le moment de la sortie de l'école primaire et le moment des interviews. Des biographies partielles sont ainsi établies à l'aide d'informations fournies rétrospectivement sur l'individu. De plus on caractérise la situation socio-économique des familles à la date des enquêtes ;

- à l'intérieur des générations 1945-1955, la répartition est à peu près semblable dans les deux départements. Si les filles du Finistère sont moins souvent nées entre 1949 et 1952 que celles d'Ille-et-Vilaine (-9 %), elles appartiennent un peu plus souvent aussi bien aux générations plus anciennes de 1945-1948 (+4 %) qu'aux plus récentes de 1953-1955 (+5 %). L'âge moyen est donc peu différent ;
 - le décalage dans les dates de réalisation des interviews (printemps 1960, automne 1971) n'est pas un réel obstacle aux comparaisons entre départements. Sans doute l'histoire reconstituée pour les générations 1945-1955 intègre les résultats de deux années scolaires de plus dans le Finistère. Mais la proportion de jeunes qui, au moment des interviews, ont commencé à travailler à temps complet est peu différente aux dates des deux enquêtes : 64 % des garçons et 74 % des filles en Ille-et-Vilaine contre 68 % et 70 % dans le Finistère. Par ailleurs, cette fraction est suffisamment élevée dans chaque cas pour que l'on puisse appréhender les principaux comportements non seulement de scolarité mais d'orientation d'emploi.

Mais les résultats sont plus détaillés et plus sûrs dans le Finistère car l'échantillon y est plus important : environ un millier de familles (1 006) contre moins de 400 en Ille-et-Vilaine (383). La représentativité est meilleure pour le Finistère où le nombre de fiches individuelles exploitables est à peu près trois fois plus élevé (2 075 contre 785). Aussi les analyses les plus détaillées ne seront-elles faites que pour le Finistère et les comparaisons entre départements ne seront recevables que pour les tendances principales.

Extrapolation des résultats à l'ensemble de la Bretagne

Pour savoir si les résultats globaux des deux enquêtes peuvent être extrapolés à l'ensemble de la Bretagne il faut examiner en quoi la situation générale de scolarité et d'emploi est identique ou différente dans les départements étudiés par rapport aux deux autres départements bretons. Effectuer cette vérification implique que les statistiques habituelles fournissent quelques informations de base sur l'éducation des enfants d'agriculteurs et sur l'emploi des jeunes en agriculture. L'examen de ces informations permettra aussi de faire apparaître ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas, grâce aux statistiques habituelles, sur les thèmes étudiés, et de mettre en lumière le supplément de connaissances qu'apportent nos enquêtes en ces matières.

. Ce que l'on sait de la scolarité des enfants d'agriculteurs à partir des recensements de population.

Le dernier recensement de population indique seulement quel est, selon la catégorie sociale des ménages, le nombre d'enfants scolarisés à temps complet à un âge donné. Si cet effectif d'élèves et étudiants peut être rapporté au nombre d'enfants de cet âge qui vivent dans chaque catégorie sociale, le taux de scolarisation ainsi calculé n'est qu'un taux apparent :

- au numérateur ne figurent ni les élèves scolarisés dans le régime alternant de l'enseignement agricole, ni pour la population agricole, la plupart des étudiants de l'enseignement supérieur, ces derniers ayant un domicile distinct de celui de leurs parents
- le dénominateur ne porte pas sur la totalité des enfants scolarisables nés dans une catégorie sociale donnée mais sur la fraction de ces enfants qui vit dans cette catégorie sociale au moment du recensement, fraction de moins en moins grande quand l'âge s'élève.

Par ailleurs, si l'on a un taux apparent de fréquentation de l'école, on ignore la nature et le niveau de l'enseignement suivi (1) ce qui constitue une lacune fondamentale.

Malgré leurs limites, les données du recensement de population contribuent à mettre en lumière les disparités géographiques de scolarisation en milieu agricole. Quand on examine quels sont en Bretagne les taux de scolarisation à 17-18-19 ans des générations 1949-1950-1951, il apparaît que le Finistère est le département le mieux scolarisé et l'Ille-et-Vilaine celui qui a la plus faible scolarisation. Les écarts sont presque du simple au double. Si les deux départements étudiés occupent les situations extrêmes, les deux autres se trouvent dans des situations intermédiaires, les taux des Côtes-du-Nord étant proches de ceux du Finistère, ceux du Morbihan se rapprochant de ceux d'Ille-et-Vilaine (2). La moyenne des taux des départements

(1) Des informations existaient sur ce point au recensement de population de 1962 et figurent dans le recensement général de l'agriculture de 1970-1971. Mais les résultats du R.G.A. ne sont pas actuellement connus et les catégories prévues manquent de précision ("enseignement général secondaire"...)

(2) Dans chaque département, donc même dans le Finistère, la scolarisation est moins intense aux âges élevés dans la population agricole que dans l'ensemble de la population. Il est difficile de préciser l'ampleur des écarts car les taux apparents sont source de biais.

étudiés correspond à peu près à la moyenne de l'ensemble de la Bretagne ce qui autorise l'extrapolation à la région des tendances moyennes observées dans les enquêtes.

Tableau 1 - Enfants appartenant aux ménages d'exploitants agricoles : taux de scolarisation à 17-18-19 ans des générations 1949-1950-1951

	garçons	filles
1. Finistère.....	48	62
2. Côtes-du-Nord.....	37	52
Ensemble de la Bretagne.....	34	46
3. Morbihan.....	26	40
4. Ille-et-Vilaine.....	25	31

Source : Recensement de Population de 1968, sondage au 1/4.

A l'intérieur de chaque département, il existe d'importantes différences géographiques dans la fréquentation de l'école post-obligatoire. Ceci est mis en lumière par la carte qui donne pour les garçons des communes rurales (1), les taux cantonaux de fréquentation de l'école en 1962, à 15-16 ans, dans les générations 1946-1947. S'il y a une grande dispersion des taux cantonaux dans chaque département, il existe surtout une opposition d'ensemble entre la Basse-Bretagne mieux scolarisée (à l'ouest d'une ligne joignant St-Brieuc - Pontivy - Vannes) et la Haute-Bretagne où la sous-scolarisation est la plus répandue. Les trois meilleurs cantons d'Ille-et-Vilaine rejoignent seulement la situation des cantons du Finistère où la scolarité est la plus faible. Retenons pour la suite de l'analyse qu'en matière d'éducation, le Finistère représente (en un peu mieux) la situation moyenne de la Basse-Bretagne et l'Ille-et-Vilaine (en un peu moins bien) la situation moyenne de la Haute-Bretagne.

. Ce que l'on sait de l'emploi des jeunes dans l'agriculture et de la formation des nouveaux actifs agricoles.

On sait combien de jeunes des générations 1944-1948 et 1949-1953 sont employés dans les exploitations agricoles en 1968, à l'âge de 20-24 ans et 15-19 ans. Ces jeunes sont entrés dans l'agriculture et s'y trouvent encore lors du recensement. Mais on ignore non seulement leur origine sociale, mais ce qu'ils représentent par rapport aux jeunes des générations concernées qui ne sont pas entrées dans l'agriculture bien qu'ils y soient nés, ou aux jeunes qui sont entrés puis sortis.

(1) Le renseignement n'est pas connu pour les seuls enfants des ménages agricoles.

Figure n° 1 - Taux de scolarisation secondaire par canton à 15-16 ans en 1962. Enfants des ménages des communes rurales (sexe masculin), Région-programme Bretagne.

On ignore aussi quelle est la formation scolaire des jeunes qui sont actifs agricoles lors du recensement. Celui-ci fournit les diplômes d'enseignement général et professionnel possédés par les membres des ménages agricoles âgés de 15 à 24 ans. Mais à cet âge, les membres des ménages agricoles sont presque aussi souvent des actifs non agricoles que des actifs agricoles (cf. chapitre 4). Quant aux enquêtes de la statistique agricole, elles ne saisissent que la formation des chefs d'exploitation.

Ceci étant, on peut seulement se faire une opinion approchée des variations, selon les départements, dans la désaffection des jeunes à l'égard du métier agricole. L'indice comparatif retenu est le rapport en 1968 du nombre des actifs agricoles de 15 à 24 ans au nombre des enfants des ménages agricoles âgés de 0 à 14 ans. Qu'il s'agisse des garçons ou des filles, l'indice est le plus élevé en Ille-et-Vilaine (32 et 27) et le plus faible dans le Finistère (29 et 15). La situation moyenne des deux départements étudiés correspond à la situation moyenne de la Bretagne, ce qui est un argument en faveur de l'extrapolation des observations faites dans nos enquêtes quant à l'orientation d'emploi des jeunes d'origine agricole.

Tableau 2 - Indices comparatifs selon les départements du choix du métier agricole par les enfants d'agriculteurs

	garçons	filles
1. Ille-et-Vilaine.....	32	27
2. Côtes-du-Nord.....	27	20
Ensemble de la Bretagne.....	26	21
3. Morbihan.....	23	20
4. Finistère.....	19	15

Source des données : Recensement de 1968.

Les écarts selon les départements dans les "taux d'emploi agricole" sont beaucoup plus faibles que les écarts dans les taux de scolarisation. C'est que l'orientation d'emploi est en relation non seulement avec le niveau des diplômes mais avec l'offre d'emplois agricoles et non agricoles. Quelle est cette offre, localement ?

Dans tous les départements bretons la population agricole est nombreuse comme l'indiquent

la proportion élevée d'actifs agricoles dans la population active totale et la fréquence des exploitations de petite surface (1).

Les perspectives des gains dans l'agriculture sont donc souvent médiocres, de même que les perspectives d'emploi. Les petites unités de production tendent à disparaître au profit des exploitations de 20 ha et plus ; il n'y a donc plus de place dans l'agriculture pour les jeunes issus des petites exploitations. Nos enquêtes vont permettre de quantifier le phénomène.

Le déclin de l'offre d'emplois agricoles est-il compensé par une création d'emplois non agricoles dans le cadre régional ? Entre 1962 et 1968 il y a eu augmentation nette des emplois non agricoles dans les quatre départements. L'accroissement a été le plus important en Ile-et-Vilaine, le mouvement récent de décentralisation industrielle ayant surtout bénéficié à ce département. La moitié des emplois créés dans les établissements industriels et commerciaux, qui se sont implantés en Bretagne entre 1954 et 1968, l'ont été en Ile-et-Vilaine contre 20 % dans le Morbihan, 16 % dans le Finistère et 14 % dans les Côtes-du-Nord (2). Entre 1962 et 1968, le solde migratoire de la population totale est resté négatif dans les Côtes-du-Nord, le Finistère et le Morbihan alors qu'il est devenu positif en Ile-et-Vilaine ; il n'était plus positif dans ce département depuis au moins 1866.

(1)

	% d'actifs agricoles masculins dans la population active masculine totale	% des exploitations . de moins . de moins de 10 ha de 20 ha surface utilisée	
Côtes-du-Nord....	38	46	78
Finistère.....	26	48	80
Ile-et-Vilaine..	28	44	76
Morbihan.....	30	46	79
Bretagne.....	30	45	78
France.....	15	45	69
	source : RGP de 1968	source : RGA de 1970-1971	

(2) Echelon Régional de l'Emploi de Rennes, *Bilan des créations et fermetures d'établissements occupant plus de 10 salariés dans la région de Bretagne*, oct. 1969, p. 17.

En résumé, le contexte général d'éducation et d'emploi est le suivant en Bretagne. Il y a une opposition générale entre l'ouest et l'est, entre la Basse-Bretagne et la Haute-Bretagne. A l'est les taux de scolarisation prolongée sont les plus bas et les taux d'orientation vers l'agriculture sont les plus élevés malgré la récente création locale d'industries. Dans ce contexte général, comment s'est déroulée l'histoire des générations nées de 1945 à 1955 ?

Plan des résultats

L'histoire scolaire puis l'histoire professionnelle des générations étudiées seront présentées successivement. L'une et l'autre sont dominées par des phénomènes d'exclusion : exclusion souvent rapide de l'école, puis élimination plus ou moins rapide de l'agriculture, élimination accompagnée de relégation sociale ce qui est le prolongement inévitable de la relégation scolaire. On s'attachera à montrer dans quelle mesure les modèles de comportement observés dans le Finistère et l'Ille-et-Vilaine diffèrent ou se ressemblent, et quel est dans chaque cas le sens de l'évolution dans le temps.

L'histoire des générations étudiées est à restituer dans l'histoire de l'agriculture et des populations agricoles bretonnes. De ce point de vue, si la moyenne des situations analysées dans les deux enquêtes représente à un moment donné la situation moyenne de l'ensemble de la Bretagne, le Finistère paraît en avance sur l'Ille-et-Vilaine, qu'il s'agisse de l'accès aux formations secondaires courtes ou de l'accès aux emplois non agricoles.

PREMIERE PARTIE

EXCLUSION DE L'ECOLE
ET
RELEGATION SCOLAIRE

CHAPITRE 1

L'exclusion de l'école; les inégalités selon les familles

Le schéma général d'exclusion de l'école qui a été observé dans la France entière pour les jeunes d'origine agricole (1), s'applique-t-il en Bretagne aux générations 1945-1955 ? Les enquêtes le confirment et font apparaître que la sous-scolarisation est seulement moins accentuée dans le Finistère qu'en Ille-et-Vilaine. Mais il y a des inégalités selon les familles.

Comme d'importants travaux ont été consacrés en France à l'analyse des inégalités sociales d'accès à l'école, il convient maintenant de mettre l'accent sur les inégalités qui existent au sein d'un milieu social donné. Les recensements de population révèlent que les taux de scolarisation post-obligatoire sont différents selon les régions, les départements et même les cantons. Les disparités géographiques, utiles à déceler, masquent d'autres inégalités entre familles d'une même zone.

SECTION I - ECHEC SCOLAIRE, ELIMINATION ET RELEGATION

Echec scolaire dès l'école primaire, élimination totale dès la fin de la scolarité obligatoire ou relégation vers les enseignements professionnels courts, agricole et technique, rareté de l'accès aux études secondaires longues, poursuite exceptionnelle des études supérieures : tels sont les traits généraux de l'histoire scolaire des jeunes nés en agriculture. Notre objectif est de mesurer ces phénomènes en Bretagne, de préciser l'en-

(1) C. GRIGNON, Les jeunes ruraux et l'école, *Economie Rurale*, avril-juin 1968, pp. 81-90.

chaînement des processus, de montrer comment le résultat final s'inscrit dans la nature et le niveau de l'instruction possédée au moment de l'arrivée sur le marché du travail.

Pour bien mettre en évidence la spécificité du cursus scolaire des jeunes nés en agriculture, il aurait fallu disposer de données comparatives sur d'autres groupes sociaux de mêmes générations. Ces données n'existent pas.

On a fourni en annexe un schéma de l'organisation de l'enseignement agricole dans le but de faciliter éventuellement la lecture de ce qui suit.

§ 1er - L'ECHEC SCOLAIRE A L'ECOLE PRIMAIRE

Il est saisi dans les enquêtes par l'âge élevé de sortie de l'école primaire. En fait c'est l'âge au CM 2 et non pas l'âge de fin d'études primaires qui est le meilleur critère du degré de réussite dans l'enseignement du 1er degré. Rappelons à ce sujet qu'à réussite scolaire égale en CM 2, les enfants de paysans restaient proportionnellement plus souvent à l'école primaire, avant que l'entrée en 6è ne soit devenue obligatoire. Mais se maintenir tardivement à l'école primaire c'est comme s'il y avait eu échec. En outre, le critère retenu a une signification pour les générations étudiées car la plupart de celles-ci ont relevé du régime de scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans ; quant aux jeunes nés de 1953 à 1955, ils ont souvent fréquenté les classes de fin d'études primaires.

L'échec scolaire à l'école primaire est surtout accentué en Ille-et-Vilaine. La majorité des Finistériens quittent l'école primaire avant 13 ans (60 % des garçons et 63 % des filles). La situation est inverse en Ille-et-Vilaine où l'âge le plus fréquent de sortie est 14 ans et plus (59 % des garçons et 62 % des filles). Dans chaque cas, les différences entre garçons et filles sont faibles.

A l'intérieur du Finistère les résultats varient significativement (1) selon les "grandes régions agricoles". La réussite scolaire est la plus

(1) Le test de χ^2 utilisé est celui de la méthode dite de la table de contingence. L'hypothèse d'indépendance est rejetée quand la probabilité de dépasser la valeur du χ^2 est inférieure à 2 p. 100. Le test ne fournit pas de conclusion formelle quand cette probabilité est supérieure à 2 p. 100 mais reste faible.

fréquente dans l'Armor-Sud (73 % avant 13 ans) et la moins courante dans le Bassin de Chateaulin (44 % à 13 ans et plus). Mais ces constatations n'ont qu'une portée limitée car le découpage géographique que permet l'enquête conduit sans doute à constituer des zones peu homogènes au regard de la scolarité comme le laissent supposer les données cantonales de scolarisation précédemment fournies.

Tableau 3 - Age de sortie de l'école primaire

	moins de 11 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans et plus	total
Ille-et-Vilaine							
garçons.....	2	8	16	2	59	13	100 (n=392)
filles.....	6	8	17	6	62	7	100 (n=391)
Finistère							
garçons.....	6	28	26	11	20	9	100 (n=1062)
filles.....	6	29	28	11	23	3	100 (n=1013)
Armor-Nord.....	2	33	26	10	22	7	100 (n=381)
Arcoat-Nord.....	6	26	26	11	25	6	100 (n=781)
Centre.....	5	23	28	12	23	9	100 (n=451)
Armor-Sud.....	9	34	29	12	12	4	100 (n=462)

§ 2 - ELIMINATION ET RELEGATION EN COURS D'ETUDES SECONDAIRES

1 - *Elimination rapide et élimination retardée, selon les départements*

La rapidité de l'exclusion de l'école, après l'âge de scolarité obligatoire, varie selon les départements. Les taux apparents de scolarisation fournis par le recensement démographique le montraient déjà. Les taux réels des enquêtes permettent de préciser la signification de ces différences.

11 - La fin des études primaires a été pour les générations étudiées la première étape essentielle de l'élimination totale de l'école ou du rejet vers les enseignements professionnels courts (1). L'exclusion joue avec une particulière ampleur en Ille-et-Vilaine où moins du 1/4 des garçons et filles nés de 1945 à 1952 entrent dans le premier cycle d'enseignement général. Par contre, les 2/3 environ des jeunes finistériens de ces générations ont accès

(1) Dans le tableau 4, on n'a pas pu distinguer entre l'arrêt total des études et l'orientation vers les enseignements professionnels parce que les jeunes qui se sont dirigés après l'école primaire vers l'enseignement agricole à temps partiel ont été classés dans la catégorie "arrêt des études" en Ille-et-Vilaine et en "en enseignement agricole" dans le Finistère.

à l'enseignement secondaire général après le primaire. L'accès aux études secondaires est très loin d'être généralisé, surtout en Ille-et-Vilaine, dans les générations 1953-1955 bien qu'elles soient soumises à la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans.

Le modèle scolaire du Finistère se caractérisant par une fréquentation relativement importante du 1er cycle secondaire, *l'enquête de ce département présente l'intérêt particulier de nous fournir des enseignements sur ce qui se passe en milieu agricole lorsque l'entrée en 6è se généralise comme c'est le cas actuellement.*

Tableau 4 - Le non-accès au 1er cycle d'enseignement général secondaire, après l'école primaire (effectifs en %)

	générations 1945-1952		générations 1953-1955	
	garçons	filles	garçons	filles
Finistère.....	34	36	30	28
Ille-et-Vilaine.....	78	76	48	34

12 - Quand on examine les taux de poursuite des études post-obligatoires, on a l'impression qu'il convient de ne parler d'exclusion de l'école qu'à propos de l'Ille-et-Vilaine. Par exemple, à la fin de la 16è année (1), les garçons du Finistère sont deux fois plus souvent en cours d'études que ceux d'Ille-et-Vilaine ; l'écart est de 63 % pour les filles. A cet âge, et bien que l'on prenne en compte l'enseignement agricole à temps partiel, il n'y a plus à l'école que 34 % des garçons et 49 % des filles en Ille-et-Vilaine contre 66 % et 80 % dans le Finistère.

Tableau 5 - Jeunes nés de 1945 à 1952 : taux de scolarisation à la fin de la 14è année et de la 16è année

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
à 14 ans.....	88	96	56	70
à 16 ans.....	66	80	34	49
y compris l'enseignement agricole à temps partiel, non compris l'apprentissage avec ou sans contrat.				

(1) Situation scolaire "à un âge donné" signifie dans nos enquêtes "à la fin de l'année au cours de laquelle l'enfant a atteint cet âge révolu".

Mais quand on examine dans quelles filières scolaires les Finistériens poursuivent ainsi leurs études, il apparaît que *la plus forte scolarisation du Finistère consiste surtout dans un plus fort accès aux enseignements courts*, et en particulier aux enseignements professionnels.

En *Ille-et-Vilaine*, non seulement les taux globaux de scolarisation sont bas mais les filières scolaires suivies sont surtout les filières de relégation. L'enseignement général secondaire est rare. Chez les garçons qui préparent une formation technique non agricole, l'apprentissage sur le tas est plus fréquent que l'apprentissage en école. Enfin, si très peu d'enfants se trouvent dans l'enseignement agricole à temps plein, nombreux sont ceux qui suivent un enseignement agricole par alternance (surtout parmi les filles) sinon seulement des cours post-scolaires agricoles (surtout parmi les garçons).

Dans le *Finistère* aussi, les garçons sont plus souvent, ou aussi souvent, apprentis sur le tas que scolarisés quand ils suivent une formation technique. En outre, quand prolongation des études il y a, elle se réalise dans une proportion beaucoup plus élevée dans les filières courtes (agricole court, technique court, premier cycle du général) (1) que dans les filières longues (agricole long, technique long, 2^e cycle du général, études supérieures). Si on considère non plus le taux global de scolarisation à 16 ans et au-delà mais les taux partiels de scolarité courte et de scolarité longue, les premiers sont nettement supérieurs à 16 ans et sont encore à peu près aussi élevés à 18 ans :

	taux de scolarisation courte	taux de scolarisation longue
à 16 ans		
garçons.....	43	24
filles.....	58	24
à 17 ans		
garçons.....	26	26
filles.....	33	26
à 18 ans		
garçons.....	9	13
filles.....	13	16

(1) Le 1^{er} cycle d'enseignement général secondaire n'est pas en principe une filière courte. Si nous l'avons considéré comme tel quand les élèves ont 16 ans, c'est parce qu'à partir de cet âge la probabilité d'accéder aux filières longues après le B.E.P.C. est presque nulle.

Tableau 7 - Table de scolarité des enfants d'agriculteurs d'Ille-et-Vilaine

		non scolarisés	école primaire	apprentis agricoles (a)	apprentis non agri- coles	enseig. agricole		enseig. technique		enseig. général de 1er cycle	enseig. général de 2è cycle	études supé- rieures	total
						cycle I (b)	cycles II et III	court	long				
à 14 ans	{ garçons	7	14	23	7	15	2	6	6	26	-	-	100 (n=394)
	{ filles	10	7	15	-	33	1	6	-	28	-	-	100 (n=391)
à 15 ans	{ garçons	12	1	30	12	16	2	8	2	15	2	-	100 (n=358)
	{ filles	17	6	19	6	32	1	7	-	21	2	-	100 (n=367)
à 16 ans	{ garçons	22	-	29	14	11	3	7	3	4	7	-	100 (n=318)
	{ filles	30	-	18	1	28	2	8	6	7	6	-	100 (n=342)
à 17 ans	{ garçons	54	-	15	7	6	4	3	4	1	6	-	100 (n=287)
	{ filles	61	-	10	1	14	1	6	1	1	5	-	100 (n=306)
à 18 ans	{ garçons	84	-	2	1	6	3	1	3	-	5	1	100 (n=254)
	{ filles	90	-	-	1	1	1	1	1	-	4	1	100 (n=263)

(a) apprentis qui prennent des cours post-scolaires agricoles.
(b) enseignement à temps complet ou à temps partiel.

Chez les garçons, à 16-17 et 18 ans, les écarts entre départements sont aussi accentués en formation agricole courte qu'en formation générale de 2^e cycle et sont beaucoup plus importants en formation technique courte. On peut encore relever que chez les filles du Finistère, l'enseignement technique court est la filière scolaire la plus fréquentée à 16 ans, 17 ans et même 18 ans.

13 - Compte tenu des fonctions accordées à l'enseignement agricole et tout en relevant la place que tient le cycle agricole court comme mode de relégation scolaire, précisons quel est le *taux de scolarisation agricole des enfants d'agriculteurs* (1).

- Taux pour l'ensemble des générations 1945-1955

Les cycles moyen et long ont été peu fréquentés (au plus quelques pourcent de jeunes), surtout chez les filles. Le taux est seulement un peu moins faible dans le Finistère, pour les garçons (7 % à 17 ans).

Ce sont les filles d'Ille-et-Vilaine qui fréquentent le plus l'enseignement agricole court (1 sur 3 à 14 et 15 ans). Le taux est au plus de 15 à 20 % chez les autres jeunes. La place prise en Ille-et-Vilaine par l'enseignement agricole féminin de cycle court est encore plus soulignée quand on examine le coefficient de scolarité agricole courte (ou % d'enfants fréquentant cet enseignement dans le total des jeunes scolarisés) :

	à 14 ans	à 15 ans	à 16 ans	à 17 ans
filles d'Ille-et-Vilaine.....	44	51	55	49
garçons d'Ille-et-Vilaine.....	24	35	33	25
garçons du Finistère.....	12	22	27	23
filles du Finistère.....	15	19	20	14

Les filles du Finistère s'orientent proportionnellement beaucoup plus vers l'enseignement technique court. Mais c'est assez souvent pour acquérir une formation ménagère qui est peu différente de celle fournie par les centres ménagers agricoles.

(1) Il ne faudrait en principe fournir ce taux qu'en distinguant entre générations. Survenu après 1960, le développement de l'appareil scolaire agricole a concerné l'ensemble des générations étudiées. Mais après 1960 l'offre de scolarité agricole a varié dans le temps, ce qui a pu influencer le taux de fréquentation des diverses générations nées entre 1945 et 1955. En fait, on ne peut opérer toutes les distinctions nécessaires que pour le Finistère.

- Taux par génération

Dans le Finistère, la fréquentation des cycles moyen et long augmente dans le temps alors que celle du cycle court diminue, surtout chez les garçons. Cette évolution est importante à souligner compte tenu du rôle du cycle agricole court dans la fourniture de main-d'oeuvre au secteur agricole (cf. chapitres 2 et 3).

Actuellement, la situation de cet enseignement apparaît très différente dans nos deux départements, aussi bien pour les garçons que pour les filles. Dans les générations 1953-1955, les taux de scolarisation agricole à 14 ans sont de 7 % et 12 % pour les garçons et filles de la Basse-Bretagne contre 23 % et 29 % en Haute-Bretagne. Si la plupart des élèves de l'enseignement agricole secondaire sont des enfants d'agriculteurs, la plupart des enfants d'agriculteurs ne fréquentent pas cet enseignement, même en Ille-et-Vilaine.

Les différences entre départements dans l'importance relative de la scolarisation agricole sont en relation avec *l'inégale répartition géographique des établissements d'enseignement agricole*. La carte ci-jointe qui donne la localisation de ces établissements en 1971-1972, montre que l'offre d'enseignement agricole est plus importante, et plus disséminée, en Haute-Bretagne qu'en Basse-Bretagne. Dans le Finistère, l'enseignement agricole est surtout développé dans la partie nord.

En Ille-et-Vilaine, la densité d'implantation de l'enseignement agricole contraste avec celle de l'enseignement technique. Seulement 10 communes possèdent un C.E.T. et/ou un lycée technique. La ville de Rennes scolarise à elle seule plus de 50 % des élèves du technique court. Seulement deux villes du département ont des C.E.T. privés pouvant accueillir des garçons (1).

L'importance atteinte en Ille-et-Vilaine par l'enseignement agricole court apparaît bien à l'examen à la fois du nombre de centres et de l'effectif des élèves (tableau 9 relatif aux Collèges Diocésains et aux Maisons Familiales d'Education et d'Orientation). Fin 1970, il y avait en Ille-et-Vilaine à peu près 3 fois plus de garçons et 2 fois plus de filles - d'origine agricole ou non - que dans le Finistère, en cycle court agricole privé,

(1) P. DAUCE, L'offre d'enseignement secondaire général et technique en Ille-et-Vilaine, I.N.R.A., note dactylographiée, 1970, p. 11.

Figure n° 2 - Localisation cantonale des établissements d'enseignement agricole de Bretagne (1971-1972)

Source des données : Chambre Régionale d'Agriculture de Bretagne.

étant entendu que l'essentiel du cycle court agricole relève dans chaque département du secteur privé. Il faut ajouter que l'enseignement agricole féminin du Finistère bien que recevant assez souvent des élèves d'origine ouvrière, décline rapidement, la baisse du recrutement entraînant la fermeture des centres ; le déclin existe aussi en Ille-et-Vilaine mais y est plus lent.

Tableau 8 - Taux de scolarisation agricole

taux de scolarisation agricole dans les deux départements (générations 1945-1955)

		à 14 ans	à 15 ans	à 16 ans	à 17 ans	à 18 ans
cycle court						
garçons	Finistère.....	11	18	18	12	3
	Ille-et-Vilaine....	15	16	12	6	6
filles	Finistère.....	15	18	17	8	2
	Ille-et-Vilaine....	33	32	28	14	1
cycles moyen et long						
garçons	Finistère.....	1	3	5	7	5
	Ille-et-Vilaine....	2	2	3	4	3
filles	Finistère.....	1	1	3	3	3
	Ille-et-Vilaine....	1	1	2	2	1

taux de scolarisation agricole, dans le Finistère, selon les générations

garçons						
cycle I	1945-1948.....	15	22	21	13	4
	1949-1952.....	11	15	16	10	2
	1953-1955.....	6	14	-	-	-
cycles II et III						
	1945-1948.....	e	1	3	4	3
	1949-1952.....	2	4	7	9	7
	1953-1955.....	e	4	-	-	-
filles						
cycle I	1945-1948.....	16	17	16	8	2
	1949-1952.....	16	20	17	8	2
	1953-1955.....	11	14	-	-	-
cycles II et III						
	1945-1948.....	-	e	1	2	2
	1949-1952.....	1	1	4	5	4
	1953-1955.....	1	2	-	-	-

Tableau 9 - Enseignement agricole court en Bretagne : nombre de centres et effectifs des élèves de l'Enseignement Diocésain et des Maisons Familiales (fin 1970)

	garçons			filles		
	nombre de centres	nombre d'élèves		nombre de centres	nombre d'élèves	
		effectif	indice base 100 Ille-et-Vilaine		effectif	indice base 100 Ille-et-Vilaine
Côtes-du-Nord.....	8	682	40	16	1 073	51
Finistère.....	10	632	37	23	1 067	51
Ille-et-Vilaine.....	17	1 714	100	25	2 099	100
Morbihan.....	13	770	45	21	1 053	88

Quand on étudie le processus général d'élimination retardée, précédemment souligné pour le Finistère, on comprend comment se fait le recrutement de l'enseignement agricole et pourquoi cet enseignement s'est le plus développé là où le niveau moyen d'éducation est le plus bas.

2 - Quelques facteurs de l'élimination retardée et de la relégation : cas du Finistère

Cette analyse prendra en compte la liaison avec l'échec à l'école primaire, le rôle des C.E.G. ruraux, l'inégalité selon les sexes.

21 - Les diverses formes d'exclusion des études longues astreignent le plus ceux qui ont mal réussi à l'école primaire (tableau 10).

A 18 ans, le taux global de scolarisation n'est que 7 et 9 % pour les garçons et filles qui ont quitté l'école primaire à 14 ans et plus, alors qu'il atteint 58 % pour ceux et celles qui ont accédé à l'enseignement secondaire à 11 ans et avant. L'accès, à 16 et 18 ans, aux études longues, et surtout aux études supérieures, suppose dans presque tous les cas que la sortie de l'école primaire ait eu lieu à 12 ans au plus tard.

La situation à 18 ans révèle bien la sur-sélection qui atteint les jeunes du milieu agricole. Au plus la moitié des jeunes sortis de l'école primaire à l'âge normal ou en avance suivent à cet âge des études longues. La proportion tombe à 28 % et 20 % pour les garçons et filles qui ont quitté l'école primaire à 12 ans.

L'orientation par l'échec ne fait pas de doute. La fréquentation des enseignements professionnels courts, agricole et non agricole, est d'autant plus forte que la fin des études primaires est plus tardive. Si on classe les divers types d'enseignement suivis à 16 ans en fonction de l'âge de sortie de l'école primaire (tableau 11), on obtient la hiérarchie suivante selon l'importance décroissante des sorties avant 13 ans - les différences sont significatives pour chaque sexe - :

- 1 - enseignement du 2^e cycle (100 % dont 80 % à 11 ans et moins),
- 2 - enseignement agricole de cycles long et moyen (100 % dont 60 % à 11 ans et moins),
- 3 - enseignement technique long (98 % chez les garçons et 100 % chez les filles),
- 4 - enseignement général de 1^{er} cycle (69 % chez les garçons et 74 % chez les filles),
- 5 - enseignement technique court (63 % et 66 %),
- 6 - enseignement agricole court (45 % et 34 %).

L'enseignement agricole court est la seule filière fréquentée dans plus de la moitié des cas par des enfants sortis du primaire à 13 ans et plus.

Tableau 10 - FINISTERE - Taux de scolarisation par type d'enseignement : variations selon l'âge de sortie de l'école primaire

	âge de sortie de l'école primaire	non scolarisés	école primaire	apprentissage		enseig. agricole		enseig. technique		enseig. général de 1er cycle	enseig. général de 2è cycle	études supérieures	total
				agricole	non agricole	cycle I	cycles II et III	court	long				
garçons à 16 ans	11 ans et moins	5	-	3	6	11	9	13	13	8	32	-	100 (n=331)
	12 ans	7	-	4	9	18	8	17	5	21	11	-	100 (n=244)
	13 ans	12	-	9	21	23	-	13	1	21	-	-	100 (n=110)
	14 ans et plus	18	1	13	28	24	-	12	-	4	-	-	100 (n=300)
garçons à 18 ans	11 ans et moins	39	-	6	3	2	7	7	12	-	18	12	100 (n=251)
	12 ans	53	-	3	4	5	11	7	6	-	11	6	100 (n=197)
	13 ans	64	-	4	10	5	2	8	2	-	4	1	100 (n=87)
	14 ans et plus	84	-	2	7	2	6	4	6	6	1	-	100 (n=258)
filles à 16 ans	11 ans et moins	4	-	1	6	7	4	24	6	10	44	-	100 (n=310)
	12 ans	11	-	1	1	12	5	29	4	25	12	6	100 (n=255)
	13 ans	16	-	8	-	27	-	23	-	25	-	1	100 (n=104)
	14 ans et plus	29	1	6	2	29	-	30	-	3	-	-	100 (n=258)
filles à 18 ans	11 ans et moins	41	-	-	-	1	5	8	7	-	21	17	100 (n=233)
	12 ans	59	-	1	-	2	4	17	4	1	8	4	100 (n=201)
	13 ans	69	-	2	-	2	1	15	2	2	1	4	100 (n=85)
	14 ans et plus	87	-	1	3	3	6	6	-	6	-	-	100 (n=230)

On ne saurait trop souligner l'influence fondamentale de l'échec scolaire précoce sur le destin scolaire et le destin social des jeunes d'origine agricole. Mais la réussite scolaire précoce ne garantit pas l'accès aux études longues. Il faut franchir les obstacles rencontrés dans le 1er cycle d'enseignement général. La sélection paraît très sévère pour ceux qui fréquentent les C.E.G.

Tableau 11 - FINISTERE - Type de scolarité à 16 ans en fonction de l'âge de sortie de l'école primaire

	âge de sortie de l'école primaire	enseig. agricole		enseig. technique		enseig. général de 1er cycle	enseig. général de 2è cycle	total
		cycle I	cycles II et III	court	long			
garçons	11 ans et moins	20	60	33	76	23	80	43
	12 ans	25	40	30	22	46	20	29
	13 ans	14		11	2	21		10
	14 ans et plus	41		26		10		18
	total	100 (n=178)	100 (n=50)	100 (n=137)	100 (n=55)	100 (n=110)	100 (n=133)	100 (n=663)
filles	11 ans et moins	14		34		25	82	41
	12 ans	20		31		49	18	30
	13 ans	18		9		20		10
	14 ans et plus	48		26		6		19
	total	100 (n=156)	(n=24)	100 (n=218)	(n=28)	100 (n=129)	100 (n=168)	100 (n=723)

22 - Le rôle des C.E.G. ruraux dans l'élimination et la relégation

Dans la majorité des cas les jeunes d'origine agricole entrent en C.E.G., et non en lycée ou C.E.S., lorsqu'ils accèdent à l'enseignement général secondaire (70 % des garçons et 65 % des filles des générations 1945-1952). C'est là une caractéristique importante de la scolarisation secondaire des enfants d'agriculteurs (1). La fréquentation des C.E.G. est toujours beaucoup plus élevée en milieu agricole que dans l'ensemble de la population. C'est tout au moins ce qu'établit une statistique de l'Education Nationale pour l'enseignement public (tableau 12) ; le phénomène est surtout accentué en Ile-et-Vilaine et dans le Morbihan.

(1) Il aurait fallu étudier non seulement le type d'établissement mais le type de section fréquentée dans l'enseignement secondaire. Mais un certain nombre de parents interrogés n'ont pas pu fournir d'indications précises sur ce point.

Tableau 12 - Taux de fréquentation des C.E.G. en classe de 4^e (année scolaire 1967-1968, enseignement public)

	Côtes-du-Nord	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan
élèves d'origine agricole.....	67	55	63	72
ensemble des élèves.....	43	37	28	32

Or, les résultats de l'enquête du Finistère prouvent que les C.E.G. conduisent plus souvent et plus vite que les lycées et les C.E.S. à l'élimination et à la relégation.

Ceci se manifeste déjà en cours de 1^{er} cycle. L'exclusion ou le rejet vers les filières basses est d'autant plus forte après chaque classe de C.E.G. que l'âge atteint est plus élevé. Après une 5^e de C.E.G. c'est non seulement la fréquence de la relégation mais sa sévérité, marquée par le rejet vers l'apprentissage, qui augmentent avec l'âge. Or, et quelle que soit la classe, les élèves des C.E.G. sont plus vieux que ceux des lycées et les écarts initiaux s'accroissent avec les redoublements.

Mais au cours du 1^{er} cycle d'enseignement secondaire la tendance majeure est celle du maintien dans la filière, quel que soit le type d'établissement fréquenté. On se maintient, même en C.E.G., souvent en redoublant ; les cas de redoublements sont plus nombreux ou aussi nombreux que les cas d'élimination ou de relégation.

Tableau 13 - FINISTÈRE - Exclusion au cours du 1^{er} cycle d'enseignement général secondaire : différences entre C.E.G. et lycées

* garçons et filles nés de 1945 à 1952 : ce qui se passe après 12 ans ou 13 ans ou 14 ans ou 15 ans

	total des élèves	relégation dans l'enseignement technique ou agricole (court ou long)	relégation dans l'apprentissage agricole ou non agricole	élimination totale
après une 6 ^e				
de lycée	180	4 %	-	-
de C.E.G.	487	5 %	1 %	-
après une 5 ^e				
de lycée	336	8 %	1 %	1 %
de C.E.G.	651	13 %	4 %	1 %
après une 4 ^e				
de lycée	314	6 %	1 %	1 %
de C.E.G.	574	9 %	3 %	1 %

* garçons nés de 1945 à 1952 : ce qui se passe après une 5^e de C.E.G., selon l'âge en 5^e

après 12 ans	103	2 %	-	-
après 13 ans	170	14 %	2 %	1 %
après 14 ans	78	18 %	10 %	1 %
après 15 ans	28	18 %	50 %	4 %

C'est après la 3^è d'enseignement général que se situe la deuxième étape essentielle d'exclusion de l'école. Le tiers seulement des garçons et 37 % des filles accèdent au second cycle général. Les proportions s'abaissent à 18 % et 23 % pour les élèves des C.E.G. ; les écarts sont significatifs. Alors qu'après le lycée, la majorité accède à une 2^è d'enseignement général, après le C.E.G. la majorité s'oriente vers les formations professionnelles. On a vérifié que les différences selon les établissements se manifestent à chaque âge et s'accroissent avec l'âge. On se détourne des filières les plus longues parce qu'il faut redoubler, parce qu'on est âgé, parce qu'on a échoué au B.E.P.C. Pour les élèves des C.E.G., la classe de 3^è ordinaire est parfois suivie d'une 3^è spéciale qui prépare à des emplois administratifs.

Pour exprimer toutes les différences qui existent entre la filière lycée et la filière C.E.G., relevons :

- que les C.E.G. conduisent plus souvent vers les cycles courts professionnels que vers les cycles longs, alors que les lycées orientent les garçons aussi souvent, ou plus souvent, vers les cycles longs,
- que les élèves de 3^è de C.E.G. deviennent plus souvent apprentis, entrent plus souvent dans la vie active.

Tableau 14 - FINISTERE - Exclusion à la fin du 1^{er} cycle d'enseignement général ; différence entre C.E.G. et lycées - garçons et filles nés de 1945 à 1952 : ce qui se passe après 13 ans, ou 14 ans, ou 15 ans ou 16 ans.

	accès à une classe de 2 ^è d'enseignement général	redoublement en 3 ^è	accès à l'enseignement technique		accès à l'enseignement agricole		apprentissage agricole ou non agricole	élimination totale	total
			court	long	court	long			
garçons									
3 ^è de lycée	58	8	10	10	2	6	3	3	100 (n=142)
3 ^è de C.E.G.	18	14	15	11	14	10	8	10	100 (n=240)
ensemble	33	12	13	10	10	8	7	7	100 (n=382)
filles									
3 ^è de lycée	61	7	22	2	3	3	1	1	100 (n=145)
3 ^è de C.E.G.	23	19	31	9	6	3	2	7	100 (n=257)
ensemble	37	14	28	7	5	3	1	5	100 (n=402)

Le processus d'exclusion de l'école se poursuit ultérieurement mais ne concerne plus que la minorité de ceux qui ont échappé aux précédentes sélections. Bien que peu de jeunes suivent une classe de terminale d'enseignement général, moins de la moitié d'entre eux accèdent ensuite aux facultés

et grandes écoles : 48 % des garçons et 41 % des filles qui ont été en classe de terminale entre 16 et 19 ans (générations 1945-1952). On atteint ici *les stades ultimes de l'élimination et de la relégation*. L'échantillon n'est pas assez important pour révéler le détail de ces phénomènes au niveau de l'enseignement supérieur.

Par contre, on peut examiner s'il est vérifié que la scolarisation secondaire est plus forte pour les filles que pour les garçons, conformément à une idée généralement admise pour le milieu agricole comme pour les milieux populaires non agricoles.

23 - L'exclusion de l'école est-elle plus rapide pour les garçons que pour les filles ?

Il semble que oui quand on examine le taux global de scolarisation. Ce taux est supérieur chez les filles, surtout jusqu'à 17 ans ; à 18 ans les écarts ne sont pas significatifs.

Mais quand on considère les taux partiels de scolarisation, il apparaît que la différence selon les sexes concerne surtout les taux d'enseignement technique court et qu'elle résulte du fait que l'apprentissage non agricole est une possibilité moins souvent offerte aux filles. En effet, quand on additionne apprentissage non agricole et enseignement technique court, la fréquence de la formation professionnelle non agricole est à peu près la même chez les garçons et les filles (effectifs en %) :

	à 16 ans		à 17 ans		à 18 ans	
	garçons	filles	garçons	filles	garçons	filles
enseignement technique court.....	14	27	12	22	6	11
apprentissage non agricole.....	15	1	12	1	5	1
total.....	29	28	24	23	11	12

Les écarts entre sexes dans les taux globaux de scolarisation sont supprimés, sinon modifiés au profit des garçons, quand, à la formation en école on ajoute l'apprentissage sur le tas. Cette appréciation se trouve confirmée par l'examen du résultat final de la formation.

§ 3 - LA FREQUENCE DES FORMATIONS BASSES ET COURTES LORS DE L'ARRIVEE SUR LE MARCHE DU TRAVAIL

Notion de catégorie de formation scolaire la plus élevée

Cette notion semble mieux résumer que celle de diplôme la nature et le niveau de la scolarité suivie. Mais on ne peut échapper à un certain arbitraire dans la constitution des catégories lorsqu'un enfant a suivi plusieurs types de scolarité. Pour l'Ille-et-Vilaine, on a admis qu'un niveau B.E.P.C. était supérieur à un niveau C.A.P. et qu'un niveau C.A.P. venait avant un niveau B.A.A. Dans le Finistère, on a considéré que l'enseignement suivi en dernier était le plus élevé.

Les catégories de formation scolaire retenues dans les deux enquêtes sont les suivantes :

- enseignement général secondaire
 - 11 études interrompues en 3è,
 - 12 études interrompues en 2è ou 1re,
 - 13 études interrompues en terminale.
- enseignement technique non agricole
 - 21 études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage,
 - 22 études interrompues au niveau du brevet de technicien long avant le brevet de technicien ou le baccalauréat technique,
 - 23 études interrompues au niveau du brevet de technicien ou du baccalauréat technique,
 - 24 études de brevet de technicien supérieur.
- enseignement agricole secondaire
 - 31 études jusqu'à la présentation du B.A.A. ou B.P.A. ; ce niveau est acquis par un enseignement à temps complet ou par alternance ; ceux qui ont passé l'examen de fin de cours post-scolaires ont été classés aussi à ce niveau,
 - 32 études de cycle II ou études interrompues avant le brevet de technicien,
 - 33 études interrompues au niveau du brevet de technicien,
 - 34 études de brevet de technicien supérieur.
- enseignement supérieur, dont
 - 41 études para-médicales
 - 42 formation pédagogique des instituteurs.
- néant :
 - 01. La catégorie 01 regroupe tous ceux qui n'ont pas atteint les autres niveaux. Il s'agit de ceux qui ont interrompu toute formation après l'école primaire, de ceux qui ont été inscrits à des cours post-scolaires agricoles mais n'ont pas passé l'examen de fin de cours, de ceux qui ont seulement ébauché une formation secondaire.

Comme la grande majorité des jeunes d'Ille-et-Vilaine, la grande majorité des jeunes du Finistère ne possède qu'une formation basse ou courte.

En Ille-et-Vilaine, la formation primaire et la formation agricole de cycle court représentent le type d'éducation la plus élevée pour environ 1's 3/4 des garçons (43 et 30 %) et des filles (44 et 35 %). Par comparaison, l'enseignement général secondaire et supérieur apparaît presque exceptionnel (9 % des garçons et 14 % des filles) ; encore ne s'agit-il généralement que de formation secondaire de 1er cycle. Enfin, très peu de filles ont une formation technique, même courte.

La situation est meilleure dans le Finistère (1). Beaucoup moins de jeunes sont de niveau primaire. Mais les performances scolaires du Finistère ne sont pas aussi brillantes qu'on le pense souvent. La moindre fréquence des formations basses (01) a pour contrepartie une supériorité non pas tellement des formations longues mais surtout des formations courtes.

Quand on totalise les formations basses ou courtes (01 + 11 + 21 + 31), il apparaît qu'elles sont le fait d'environ 4 jeunes sur 5 (78 % des garçons et 80 % des filles), donc de la très grande majorité d'entre eux, filles aussi bien que garçons. Parmi les jeunes qui ont terminé leur scolarité - nous savons qu'ils sont les 3/4 - très peu ont accédé à l'enseignement supérieur. Finalement, la sous-scolarisation est seulement moins étendue qu'en Ille-et-Vilaine où les formations basses et courtes sont le fait de 95 % des garçons et des filles.

Il y a presque autant une différence de nature qu'une différence de niveau dans les formations acquises dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine. La scolarité suivie en Basse-Bretagne est davantage orientée vers les métiers non agricoles. L'importance relative des enseignements professionnels agricoles et non agricoles montre en tout cas que dans cette zone on se prépare plus souvent à exercer des métiers non agricoles que des métiers agricoles ou para-agricoles.

(1) Un certain biais se trouve introduit au profit du Finistère dans la comparaison du fait du décalage de date dans la réalisation des interviews.

Tableau 15 - Catégorie d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, au moment des enquêtes, ont terminé leur scolarité

	Finistère : situation fin août 1971 (a)		Ille-et-Vilaine : situa- tion début mai 1970	
	garçons	filles	garçons	filles
néant (01).....	16	22	43	44
apprentissage agricole et enseigne- ment agricole				
31.....	22	18	30	35
32.....	4	2	E	E
33.....	3	2	-	-
34.....	E	-	-	-
total.....	29	22	30	35
apprentissage non agricole et enseignement technique				
21.....	32	32	18	6
22.....	E	E	-	-
23.....	3	2	E	-
24.....	2	1	E	1
total.....	37	35	18	7
enseignement général secondaire				
11.....	9	9	5	10
12.....	2	2	2	2
13.....	3	4	1	1
total.....	14	15	8	13
enseignement supérieur	4	6	1	1
dont 41.....	E	2		
42.....	E	1		
ensemble	100 (n=781)	100 (n=750)	100 (n=251)	100 (n=289)
% de ceux qui ont terminé leur scolarité.....	74	74	64	74
(a) y compris les jeunes qui n'ont pas encore commencé à travailler mais qui ont terminé leurs études.				

Comme tous les membres des générations étudiées n'ont pas terminé leur scolarité, les données présentées exagèrent la sous-instruction des jeunes d'origine agricole. Si, pour le Finistère, on tient compte du niveau atteint en 1970-1971 par ceux qui continuent leur scolarité à temps complet et partiel, on voit que ceux qui ont accédé à des études supérieures autres que les études para-médicales ou la formation pédagogique des instituteurs restent une faible minorité ; 9 % des garçons et 8 % des filles. Pour avoir un élément d'appréciation de cette situation, on peut rappeler quelles étaient dans la France entière, en 1965-1966, les probabilités d'accès aux seules facultés, selon les divers milieux sociaux (1) :

	salariés agricoles	agri- culteurs	ouvriers	emplo- yés	patrons de l'industrie et du commerce	dont indus- triels	cadres moyens	professions libérales et cadres supérieurs
garçons	3,0	8,5	3,9	17,9	25,0	74,0	38,2	61,0
filles	2,3	6,7	2,9	14,3	21,2	68,6	31,4	51,2

(1) P. BOURDIEU et J. C. PASSERON, *La reproduction*, Paris, Ed. de Minuit, 1970, pp. 115 et 260. Les probabilités sont calculées pour la classe d'âge comprise entre 18 et 20 ans.

La quasi-totalité (98 %) des jeunes finis-tériens nés de 1945 à 1948 ayant achevé leurs études lors de l'enquête, c'est pour ces générations que l'on connaît le plus sûrement le capital scolaire acquis. Le 1/4 des garçons et le 1/5^e des filles ont suivi des études longues. 8 % des garçons et filles ont acquis une formation supérieure (formations para-médicales et pédagogiques incluses).

Pour nuancer les descriptions faites jusqu'à présent, il faut tenir compte de ce que l'exclusion de l'école n'atteint pas toutes les familles avec la même ampleur ou la même brutalité.

Tableau 16 - FINISTERE - Catégories d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont terminé leur scolarité : générations 1945-1948.

	garçons	filles
formation primaire.....	19	26
formation générale de 1 ^{er} cycle...	9	8
formation générale de 2 ^e cycle....	6	7
formation technique courte.....	22	50
formation technique longue.....	6	2
formation agricole de cycle I....	25	16
autre formation agricole.....	5	3
études supérieures.....	8	8
total.....	100 (n=366)	100 (n=339)

SECTION II - LES INEGALITES SELON LES FAMILLES

Les disparités, selon l'origine sociale des enfants, dans la réussite scolaire et dans la prolongation des études sont expliquées par l'inégale répartition entre les classes sociales du capital culturel et économique. Au sein d'un groupe social donné comme la population agricole bretonne, l'exclusion de l'école s'avère-t-elle inégale selon le niveau culturel et la situation économique des familles ?

Fortes dès le stade de l'école primaire les disparités entre familles le sont plus encore lors des résultats finaux de la scolarité. Leur analyse sera faite essentiellement pour le Finistère. On présentera successivement les critères de différenciation des familles et l'ampleur selon ces critères des inégalités scolaires.

Les critères de différenciation des familles

Il n'est pas facile de saisir la discontinuité sociale du milieu agricole. Les enseignements de la sociologie et de l'économie de l'éducation nous ont conduits à classer les familles selon trois critères : le niveau culturel des parents, le nombre d'enfants par famille, la dimension de l'exploitation familiale.

Le niveau culturel des parents a été caractérisé par deux indices : la formation scolaire et l'exercice ou non de responsabilités (d'ordre familial, politique ou professionnel). La formation scolaire exprime très mal à elle seule le niveau culturel et cela sans doute plus en agriculture que dans les autres milieux sociaux du fait de la tradition de moindre prolongation des études en milieu agricole, à réussite scolaire égale. Sans doute, quand la formation scolaire s'élève, la prise de responsabilité est plus fréquente (1 cas sur 5 quand le niveau est celui de l'école primaire contre plus d'un cas sur 2 quand il y a 3 ans et plus d'études après l'école primaire). Mais il n'y a pas de liaison totale entre les deux variables. La prise en compte des responsabilités a en particulier pour intérêt de différencier le groupe massif des parents qui n'ont pas suivi d'études après l'école primaire. Cet essai de différenciation reste en fait limité car dans deux cas sur trois les enfants appartiennent à des familles où le père a seulement fréquenté l'école primaire et où aucun des parents n'exerce, ou n'a exercé, de responsabilité.

La taille de la famille et la dimension de l'exploitation familiale sont deux autres critères de classification. Dans une précédente étude (1) nous avons essayé de montrer pourquoi, en milieu agricole, la réussite à l'école et le temps de scolarité ne sont pas indépendants du niveau de revenu familial ni des conditions matérielles d'existence. Or, toutes choses égales par ailleurs, plus la taille de la famille est grande et la dimension de l'exploitation petite, moins il y a de revenu et de temps à consacrer aux enfants. Les "petites" exploitations sont souvent celles où le travail est le plus long et le plus pénible, spécialement pour les femmes. En fait, l'intensification de la production, source d'accroissement de la taille, est souvent acquise par une augmentation de la durée du travail, spécialement du travail des mères de fa-

(1) J. L. BRANGEON et G. JEGOUZO, *Les conditions économiques pour les familles agricoles de l'accès à l'éducation*, I.N.R.A., mai 1972, ronéo.

mille. Ainsi la grande dimension de l'exploitation des parents est tantôt un facteur favorable tantôt un facteur défavorable à la réussite scolaire et à la prolongation des études.

Si la taille de la famille est facile à connaître, son influence sur la scolarité est délicate à mettre en évidence. Elle se combine avec celle du rang dans la famille et avec celle de la répartition des enfants par âge et par sexe. Par exemple, une grande soeur peut remplacer la mère auprès des derniers nés. Pour prendre en compte intégralement la structure familiale il faudrait un échantillon de plusieurs dizaines de milliers d'enfants.

L'analyse du rôle de la dimension économique de l'exploitation familiale se heurte, elle, à l'absence de données sur le chiffre d'affaires ou le revenu agricole. Les indicateurs retenus dans l'enquête du Finistère sont la surface utile et des éléments d'intensité de la production : la présence ou non de productions légumières (au moins 1 ha d'artichauts ou de choux-fleurs) et pour les exploitations non légumières, la présence ou non de productions végétales ou animales spécialisées (1). En Ille-et-Vilaine on n'a distingué que selon la surface. Si nos indicateurs sont imparfaits, on a vérifié qu'ils ne sont pas dénués de signification. Le niveau de vie augmente, le confort de l'habitat est plus élevé, lorsque la surface de l'exploitation s'accroît, que l'on distingue ou non selon le système de production et que l'on tienne compte ou non du statut d'occupation du logement.

Tableau 17 - Confort de l'habitat selon la dimension des exploitations

. Ille-et-Vilaine

	statut d'occupation	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
% de familles n'ayant pas l'eau courante	propriété.....	46	28	8
	location.....	54	44	20
% de familles n'ayant ni baignoire ni douche	propriété.....	96	82	43
	location.....	100	90	71

. Finistère : % de familles ayant un plancher ou un ciment dans la salle commune, l'eau froide et l'eau chaude, une baignoire ou une douche, le chauffage central, deux ou trois équipements ménagers (machine à laver, réfrigérateur, télévision)

exploitations légumières		exploitations non légumières				
		. non spécialisées			. spécialisées (a)	
< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
6	16	4	6	8	20	27
(a) La catégorie des exploitations spécialisées de moins de 10 ha n'a pas été retenue en raison du trop petit nombre de cas.						

- (1) - Productions végétales autres qu'artichauts et choux-fleurs,
 - Productions animales : à l'année au moins 100 porcs ou 7 truies, ou 50 veaux ou 2 000 poules ou 4 000 poulets.

Les combinaisons possibles entre les trois critères de différenciation des familles sont multiples. Relevons au moins que le niveau culturel des parents s'élève avec la taille des exploitations. Par exemple, dans le Finistère :

- la proportion des pères qui n'ont fréquenté que l'école primaire diminue quand la taille augmente ; elle n'est plus que de 57 % dans les exploitations spécialisées de 20 ha et plus,
- la proportion de ceux qui ont des responsabilités, parmi les pères qui sont restés à l'école au plus une ou deux années après le primaire, s'accroît avec la dimension des exploitations.

Les exploitations légumières font partie des exploitations où le niveau culturel est le plus bas au regard des indicateurs choisis.

Tableau 18 - FINISTERE - Le niveau culturel des parents selon la taille des exploitations

	exploitations légumières		exploitations non légumières					
			, non spécialisées			, spécialisées		
	<10 ha	10 ha et plus	<10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	<10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
% de pères n'ayant fréquenté que l'école primaire	95	83	93	86	78	86	82	57
% de pères ayant des responsabilités parmi ceux qui ont suivi au plus 1 ou 2 années d'études après le primaire	12	24	8	16	26	19	25	50

L'influence sur la scolarité des enfants attribuée à la taille de l'exploitation familiale est ainsi à la fois d'ordre culturel et économique. Cette interprétation ne fait pas de doute quand on considère l'âge des parents et des enfants dans les familles établies sur les plus grandes exploitations. Ces âges sont plus faibles ce qui implique, toutes choses égales par ailleurs, une attitude plus favorable à l'égard de l'école, en relation avec l'accroissement historique de la demande d'éducation.

Les inégalités d'éducation selon les familles agricoles n'ayant jamais été étudiées, nous allons en donner une présentation aussi détaillée que possible, selon le plan suivant :

- 1re catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents,
- 2e catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille,
- 3e catégorie d'inégalités : selon la dimension des exploitations des parents,

- 4^è catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille et de l'exploitation,
- 5^è catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents et la taille des exploitations.

Première catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents

11. Bien que les variables analysées ne soient saisies qu'imparfaitement, il apparaît que la proportion d'enfants qui ont quitté l'école primaire pour entrer dans l'enseignement secondaire à l'âge normal ou en avance (11 ans et moins) augmente de façon significative quand le niveau culturel des parents s'élève (1). Elle varie à peu près du simple au double entre le niveau le plus bas et le plus élevé.

Tableau 19 - FINISTERE - Age de sortie de l'école primaire en fonction du niveau culturel du père

niveau culturel du père	11 ans et moins	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans et plus	total
école primaire et sans responsabilité	29	26	12	25	8	100 n=1301
école primaire et exercice de responsabilité	42	29	9	16	4	100 n=330
études suivies durant 1 ou 2 années après l'école primaire et sans responsabilité	50	24	11	13	2	100 n=94
études suivies durant 1 ou 2 années après l'école primaire et exercice de responsabilité	44	37	13	4	2	100 n=67
études suivies 3 ou 4 années après l'école primaire, avec ou sans responsabilité	54	33	5	7	1	100 n=119
niveau de seconde et au-delà, formation agricole ou technique, avec ou sans responsabilité	55	37	2	6	-	100 n=49
total	34	28	11	21	6	100 n=1960

12. Des inégalités significatives selon le niveau culturel des parents se retrouvent dans les niveaux d'éducation la plus élevée. La sous-instruction des enfants est bien la plus accentuée lorsque l'indice culturel des parents est le plus faible.

(1) Dans le tableau 19, on prend en compte au titre de la formation scolaire des parents, celle du père. Quand un tableau identique est établi en considérant la formation scolaire de la mère, les tendances observées sont les mêmes en raison de la forte corrélation qui existe entre la formation scolaire du père et celle de la mère.

La seule formation primaire devient inexistante quand le père a reçu un enseignement secondaire pendant au moins 3 ou 4 ans, et dans ce cas les formations basses et courtes ne sont plus que faiblement majoritaires.

Tableau 20 - FINISTERE - Catégories d'éducation scolaire la plus élevée, reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont terminé leur scolarité : variations selon le niveau culturel du père

formation des enfants niveau culturel du père	formation primaire	formation générale de 1er cycle	formation générale de 2e cycle et études supér.	formation technique courte	formation technique longue	formation agric. de cycle court	autre formation agricole	total
école primaire et sans responsabilité	23	9	8	32	3	20	5	100 n=1018
école primaire et exercice de responsabilité	10	7	15	31	6	26	5	100 n=223
études suivies durant 1 ou 2 années après l'école primaire et sans responsab.	9	9	12	28	12	19	11	100 n=57
études suivies durant 1 ou 2 années après l'école primaire et exercice de responsabilité	5	10	21	26	5	15	18	100 n=39
études suivies durant 3 ou 4 années après l'école primaire avec ou sans responsabilité	4	13	24	28	8	10	13	100 n=71
niveau de seconde et au-delà, formation agricole ou technique, avec ou sans responsabilité	-	15	12	27	11	8	27	100 n=26

Deuxième catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille

Une enquête nationale faite par l'I.N.E.D. en 1962 sur l'entrée en 6^e (1) montre que c'est surtout en milieu agricole que la probabilité d'accéder aux études secondaires diminue quand la taille de la famille augmente. "Il y a une inégalité démographique qui vient s'ajouter à l'inégalité sociale". L'enquête du Finistère confirme l'inégalité démographique quant à l'âge de sortie de l'école primaire, et quant au taux d'élimination et de relégation.

(1) A. GIRARD et H. BASTIDE, La stratification sociale et la démocratisation de l'enseignement, *Population*, n° 3 de 1963, pp. 435-472, p. 455.

Traditionnellement les familles agricoles bretonnes se caractérisent par leur forte fécondité. Celle-ci apparaît bien dans les échantillons étudiés qui ne comportent que des familles ayant des enfants. Dans le Finistère, le nombre moyen d'enfants par famille est de 3,5 ; 26 % des familles ont 6 enfants et plus.

21. Les sorties précoces de l'école primaire diminuent et les sorties tardives augmentent de façon à peu près continue quand le nombre d'enfants s'élève. Mais les écarts, qui sont significatifs, restent faibles entre les petites familles d'1-2 enfants, les moyennes de 3-4 enfants et les grandes de 5-6 enfants. L'opposition est la plus marquée entre les petites et les très grandes de 7 enfants et plus. Les sorties à 11 ans et moins sont à peu près deux fois moins nombreuses dans les très grandes familles que dans les petites.

Les différences de réussite scolaire selon la taille des familles restent significatives quand on fait varier le nombre d'enfants d'une seule unité.

Tableau 21 - FINISTERE - Age de sortie de l'école primaire selon la taille de la famille

familles de :	10 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans et plus	total
1-2 enfants	5	35	27	9	24	100 (n=501)
3-4	8	29	28	9	26	100 (n=826)
5-6	6	27	27	13	27	100 (n=483)
7 et plus	3	18	24	17	38	100 (n=265)

22. les taux d'élimination et de relégation, en cours d'études post-obligatoires, augmentent significativement aussi avec le nombre d'enfants par famille. Pour la relégation, la liaison est vérifiée que ce soit à 16 ans ou à 18 ans. Dans chaque cas le taux de scolarisation longue est inférieur d'un 1/3 dans les grandes familles et d'un 1/2 dans les très grandes par rapport aux petites familles.

L'augmentation de l'élimination scolaire avec la taille de la famille est significative à 18 ans. La proportion d'enfants non scolarisés à cet âge passe d'environ 60 % pour les petites familles, à près de 70 % pour les grandes et près de 80 % pour les très grandes.

Tableau 22 - FINISTERE - Situation scolaire à 16 et 18 ans selon la taille de la famille

	non scolarisation (et apprentissage)	scolarisation courte	scolarisation longue	total
à 16 ans				
familles de :				100
1-2 enfants	23	47	30	(n=463)
3-4	23	52	25	100 (n=756)
5-6	25	54	21	100 (n=446)
7 et plus	39	46	15	100 (n=243)
à 18 ans				
1-2 enfants	59	29	12	100 (n=394)
3-4	65	25	10	100 (n=596)
5-6	69	18	13	100 (n=349)
7 et plus	77	14	9	100 (n=203)

Troisième catégorie d'inégalités : selon la dimension de l'exploitation des parents

31. Il y a des variations du simple au double dans la fréquence d'accès à 11 ans et moins à l'enseignement secondaire, selon que les parents sont établis sur une exploitation non spécialisée de moins de 10 ha ou sur une exploitation spécialisée de 20 ha et plus. Les différences entre catégories intermédiaires sont plus marquées que pour la taille de la famille. De façon générale, à l'exception des plus grandes exploitations légumières, la réussite scolaire précoce augmente significativement avec la dimension économique de l'exploitation des parents.

Tableau 23 - FINISTERE - Age de sortie de l'école primaire en fonction de la taille de l'exploitation des parents

		moins de 11 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans et plus	total
exploitations légumières	< 10 ha	2	37	24	4	23	10	100 (n=186)
	10 ha et plus	3	24	30	11	28	4	100 (n=240)
exploitations non légumières	spécialisées	< 10 ha	4	19	24	14	29	100 (n=351)
		10-20 ha	7	27	26	14	20	100 (n=549)
		20 ha et plus	8	29	28	12	17	100 (n=267)
	non spécialisées	< 10 ha	5	30	27	7	23	100 (n=77)
		10-20 ha	4	36	30	10	16	100 (n=181)
		20 ha et plus	14	35	29	7	12	100 (n=224)

32. Après l'école primaire, la rapidité de l'élimination et la fréquence de la relégation augmentent quand la taille de l'exploitation des parents diminue ; cette taille influence aussi le type de formation courte.

321. Le lien statistique entre la rapidité de l'élimination des enfants et la dimension de l'exploitation de leurs parents se vérifie dans chaque département étudié. En *Ille-et-Vilaine*, lorsque la surface augmente :

- le taux à 14 ans de scolarisation à temps plein (en dehors du primaire) s'accroît pour les garçons et les filles ; mais la croissance n'est significative que pour les garçons à un niveau de probabilité de moins de 5 %. Si pour chaque classe de surface, le taux est plus élevé pour les filles que pour les garçons, ceci est en partie lié à ce que l'enseignement agricole permanent est plus développé que l'alternant pour les filles.
- le taux de scolarisation à temps plein à 16 ans s'élève de façon significative pour les garçons ; mais pour les filles il n'est que légèrement supérieur au-delà de 20 ha.
- le taux de scolarisation à temps plein à 18 ans est le plus élevé sur les plus grandes surfaces ; mais les différences selon les classes de superficie ne sont pas significatives.

Tableau 24 - ILLE-ET-VILAINE - Taux de scolarisation à temps complet selon la superficie de l'exploitation des parents

	moins de 10 ha	10 à 20 ha	20 ha et plus
<i>garçons</i>			
taux de scolarisation à temps plein en dehors du primaire à 14 ans.....	19	23	36
taux de scolarisation à temps plein à 16 ans.....	14	20	35
taux de scolarisation à temps plein à 18 ans.....	11	10	18
<i>filles</i>			
taux de scolarisation à temps plein en dehors du primaire à 14 ans.....	33	42	47
taux de scolarisation à temps plein à 16 ans.....	26	26	29
taux de scolarisation à temps plein à 18 ans.....	8	8	9
• taux à 14 et 16 ans pour les générations 1945-1952 • taux à 18 ans pour les générations 1945-1951			

Dans le *Finistère*, l'élimination différentielle selon la taille des exploitations se manifeste dès la sortie de l'école primaire, sauf si celle-ci se produit avant 13 ans. Dans ce cas en effet, il y a entrée dans l'enseignement secondaire général dans la totalité, ou la quasi-totalité, des cas. Mais les différences réapparaissent pour ceux qui finissent plus tardivement leurs études primaires.

Tableau 26 - FINISTERE - Le non-accès à l'enseignement général de 1er cycle chez les jeunes sortis de l'école primaire à 13 ans et plus (en %)

exploitations légumières		exploitations non légumières				
		. non spécialisées			. spécialisées	
< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
30	16	37	28	16	8	12

A 16 et 18 ans, le taux de scolarisation (à temps complet ou partiel) est le plus bas (59 % et 24 %) dans les plus petites exploitations non spécialisées et le plus élevé (90 % et 50 %) dans les plus grandes exploitations spécialisées. La variation est du simple au double à 18 ans. Les écarts observés sont significatifs (tableau 25).

Même à réussite scolaire égale à l'école primaire, le taux d'élimination à 18 ans est plus fort lorsque la taille de l'exploitation est plus petite. On l'a vérifié pour les enfants sortis de l'école primaire avant 13 ans. Par contre, si la sortie a lieu à 14 ans ou plus, l'élimination est générale.

322. Comme le taux d'exclusion totale de l'école, le taux de relégation diminue quand la dimension de l'exploitation des parents s'élève. Ceci apparaît peu en Ille-et-Vilaine où le rejet vers les filières courtes est très général. La proposition se vérifie davantage dans le Finistère où le taux de scolarisation longue augmente significativement avec la taille des exploitations. Les inégalités entre les petites exploitations non spécialisées et les grandes exploitations spécialisées sont de 1 à 3 à 16 ans, et de presque d'autant à 18 ans. Les enfants de petits paysans sont plus souvent rejetés vers les filières courtes, même à réussite scolaire égale dans le primaire.

Tableau 27 - FINISTERE - Taux de scolarisation longue à 16 et 18 ans, selon la taille de l'exploitation des parents (en %)

	exploitations légumières		exploitations non légumières					
			. non spécialisées			. spécialisées		
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
à 16 ans	22	19	14	22	25	26	34	43
à 18 ans	16	23	15	22	24	23	32	40

323. Enfin, il y a un lien entre la taille des exploitations et le type de formation courte : dans les deux départements, quand la taille de l'exploitation des parents s'accroît, la formation agricole courte devient plus fréquente et la formation non agricole courte diminue.

On observe en *Ille-et-Vilaine* pour les enfants qui ne sont plus scolarisés à temps complet à 16 ans, qu'à l'accroissement de surface correspond une augmentation de l'enseignement agricole à temps partiel et de l'apprentissage agricole. Si, chez les garçons, l'importance relative du total des apprentis et élèves du temps partiel du cycle court agricole varie peu selon la superficie, l'apprentissage non agricole décroît. Ce dernier est à peu près inexistant chez les filles quelle que soit la taille des exploitations ; mais cette fois encore, quand la superficie s'élève, cours post-scolaires agricoles et cycle agricole à temps partiel sont plus fréquents.

Tableau 28 - ILLE-ET-VILAINE - Type de formation courte, à 16 ans, selon la surface de l'exploitation des parents (générations 1945-1952)

	scolarisés à temps complet	apprentis non agricoles	apprentis agrico- les et élèves à temps partiel du cycle agricole court	ni scolari- sés, ni apprentis	total
<i>garçons</i>					
moins de 10 ha....	14	22	29	35	100 (n=78)
10-20 ha.....	20	16	41	23	100 (n=116)
20 ha et plus....	35	1	55	9	100 (n=91)
<i>filles</i>					
moins de 10 ha....	26	1	23	49	100 (n=73)
10-20 ha.....	27	-	42	31	100 (n=151)
20 ha et plus....	29	-	53	16	100 (n=85)

Pour le *Finistère*, on peut préciser que c'est quand les enfants ont mal réussi à l'école primaire, que plus l'exploitation est grande et plus ils sont orientés vers la formation agricole courte. Ceci se produit dès la fin des études primaires. Pour ceux et celles qui les terminent à 13 ans et plus, l'orientation vers le cycle court agricole croît fortement, et de façon significative, avec la dimension des exploitations. La tendance est inverse, mais moins ample, pour l'orientation vers l'enseignement technique

Tableau 29 - FINISTERE - Type de formation courte suivie par les jeunes qui ont quitté l'école primaire à 13 ans et plus, selon la taille de l'exploitation des parents (en %)

	exploitations légumières		exploitations non légumières				
			. non spécialisées			. spécialisées	
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
enseignement agricole	35	48	14	22	30	42	56
enseignement technique	26	18	24	16	17	26	8

Quand les générations atteignent 16 ans, on retrouve la tendance à l'augmentation de la scolarisation agricole courte avec la taille des exploitations, surtout lorsque la réussite n'a pas été bonne à l'école primaire. Les taux de fréquentation des formations agricoles et techniques chez les garçons et filles sortis de l'école primaire à 13 ans et plus sont significativement différents selon la dimension des exploitations dont ils sont issus. Le maximum de formation agricole et le minimum de formation non agricole se rencontrent dans les grandes exploitations spécialisées, la situation étant inverse dans les petites exploitations non spécialisées.

Tableau 30 - FINISTERE - Formation agricole et formation technique à 16 ans, selon la taille de l'exploitation des parents (en %)

	exploitations légumières			exploitations non légumières					
				. non spécialisées			. spécialisées		
	<10 ha	10 ha et plus		<10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	<10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
enseignement agricole court et apprentissage agricole.....	36	57		18	33	39	32	39	68
enseignement technique court et apprentissage non agricole.....	37	21		43	36	28	50	39	16

Ainsi, le projet professionnel après avoir été formé en fonction du niveau de réussite à l'école primaire et de l'avenir de l'exploitation des parents, détermine ensuite l'orientation de la scolarité secondaire. Le recrutement du cycle agricole court s'accroît quand la réussite scolaire précoce diminue et que la taille de l'exploitation des parents s'élève.

Compte tenu des variations selon la dimension des exploitations dans la réussite scolaire précoce d'une part, dans le type de relégation d'autre part, l'enseignement modal à 16 ans est :

- l'enseignement agricole court dans les exploitations légumières,
- l'enseignement technique court dans les exploitations non spécialisées et les exploitations spécialisées de moins de 10 ha,
- l'enseignement général dans les exploitations spécialisées de 10 ha et plus.

324. Quand il y a "formation agricole", selon quel mode est-elle assurée dans les différentes catégories d'exploitations ? On pourrait penser que lorsque les exploitations sont plus grandes, la formation agricole prend moins souvent la forme de l'apprentissage et plus souvent celle de la scolarité, qu'il s'agit plus souvent d'une formation longue que d'une formation courte, que l'enseignement agricole court est plus souvent suivi à temps complet qu'à temps partiel.

Les résultats du Finistère confirment de façon significative que l'apprentissage agricole diminue et que les cycles agricoles moyen et long augmentent quand les exploitations sont plus importantes. Mais en enseignement agricole court on ne remarque pas que les jeunes issus des plus grandes exploitations sont proportionnellement plus scolarisés à temps complet. Pour vérifier davantage s'il y a une différence selon les exploitations dans le choix entre scolarité à temps complet et scolarité à temps partiel, il faudrait raisonner à distance égale entre les exploitations et les établissements à temps complet ou partiel. Relevons que pour 100 garçons et filles fréquentant l'enseignement agricole court à 16 ans (générations 1945-1952), 71 sont en établissement à temps partiel.

Tableau 31 - FINISTERE - Apprentissage et scolarisation agricoles à 16 ans, selon la taille de l'exploitation des parents

		apprentissage agricole	enseig. agricole court à temps partiel	enseig. agricole court à temps plein	cycle II et enseignement long	total
exploitations légumières	< 10 ha	21	55	14	10	100 (n=42)
	10 ha et plus	18	63	11	8	100 (n=74)
exploitations non légumières	< 10 ha	42	30	20	8	100 (n=40)
	10-20 ha	26	39	26	9	100 (n=99)
	20 ha et plus	23	39	18	20	100 (n=56)
	10-20 ha	5	69	5	21	100 (n=39)
	20 ha et plus	16	36	24	24	100 (n=55)

En formation technique courte, le mode de formation des garçons est nettement lié à la dimension des exploitations. L'apprentissage sur le tas prédomine dans les plus petites exploitations, et la formation en école dans les plus grandes.

Tableau 32 - FINISTERE - Pour 100 garçons scolarisés ou apprentis à 16 ans (générations 1945-1952) combien sont apprentis non agricoles (1) et combien sont scolarisés dans l'enseignement technique court (2) ?

	exploitations légumières		exploitations non légumières				
			non spécialisées			spécialisées	
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
(1)....	16	4	37	24	8	8	4
(2)....	11	12	16	14	15	20	11

33. Les observations précédentes laissent supposer que la taille de l'exploitation des parents influence le destin scolaire des enfants à ses divers stades. Aussi le *résultat final de la scolarité*

n'est-il pas indépendant de la dimension des exploitations. Ceci est observé dans les deux départements étudiés. Mais en *Ille-et-Vilaine*, la liaison concerne moins le niveau de la formation reçue que la nature de la formation.

Quand la surface augmente en *Ille-et-Vilaine* (tableau 33), la formation primaire et la formation technique deviennent moins fréquentes alors que la formation générale secondaire et surtout la formation agricole sont plus répandues. Les tendances sont du même ordre pour les garçons et pour les filles et dans chaque cas elles sont significatives. Comme la formation générale des enfants reste relativement rare même sur les grandes exploitations, la moindre fréquence des enseignements primaire et technique, et la pratique plus courante de la formation agricole apparaissent comme les faits complémentaires essentiels des différences d'éducation selon les surfaces lorsque celles-ci s'élèvent.

Tableau 33 - ILLE-ET-VILAINE - Catégories d'éducation la plus élevée : variations selon la surface de l'exploitation des parents

	formation primaire	formation générale	formation technique	formation agricole	total
<i>garçons</i>					
moins de 10 ha.....	58	7	23	12	100 (n=73)
10 à 20 ha.....	40	8	18	34	100 (n=104)
20 ha et plus.....	34	11	12	43	100 (n=74)
total.....	43	9	18	30	100 (n=251)
<i>filles</i>					
moins de 10 ha.....	63	6	14	17	100 (n=71)
10 à 20 ha.....	39	18	4	39	100 (n=142)
20 ha et plus.....	37	13	5	45	100 (n=76)
total.....	44	14	7	35	100 (n=289)

Dans le *Finistère* aussi, lorsque la dimension des exploitations augmente, il y a un accroissement significatif des formations agricoles courtes et diminution significative des formations techniques courtes. La tendance existe pour les garçons et pour les filles mais elle est moins affirmée chez les filles. Quant aux formations longues (agricole, technique, générale, secondaire et supérieure), elles sont très inégales selon la taille des exploitations (tableau 34).

Ces inégalités sont significatives et se manifestent alors même que le pourcentage de jeunes ayant terminé leur scolarité est plus faible sur les plus grandes exploitations.

Tableau 34 - FINISTERE - Catégories d'éducation scolaire la plus élevée, reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont terminé leur scolarité : variations selon la taille de l'exploitation des parents

	formation primaire	formations courtes				formations longues				total général	% de jeunes ayant terminé leur scolarité
		formation générale de 1er cycle	formation technique courte	formation agricole de cycle court	total des formations courtes	formation agricole de cycles II et III	formation technique longue	formation générale de 2è cycle et études supérieures	total des forma- tions longues		
<i>garçons</i>											
exploitations < 10 ha.....	17	11	49	8	68	2	3	10	15	100 (n=145)	85
non 10-20 ha.....	18	10	36	18	64	4	4	10	18	100 (n=214)	73
spécialisées 20 ha et plus.	22	9	26	25	60	12	2	6	20	100 (n=85)	70
exploitations 10-20 ha.....	11	5	30	26	61	14	6	8	28	100 (n=64)	72
spécialisées 20 ha et plus.	13	4	14	35	53	14	8	12	34	100 (n=84)	66
exploitations < 10 ha.....	20	12	29	15	56	11	5	8	24	100 (n=74)	73
légumières 10 ha et plus.	8	4	19	41	64	10	9	9	28	100 (n=92)	73
<i>filles</i>											
exploitations < 10 ha.....	36	12	25	11	48	2	2	12	16	100 (n=153)	85
non 10-20 ha.....	20	11	30	21	62	2	4	12	18	100 (n=199)	78
spécialisées 20 ha et plus.	16	10	37	16	63	6	4	11	21	100 (n=104)	72
exploitations 10-20 ha.....	18	2	43	15	60	7	-	15	22	100 (n=60)	65
spécialisées 20 ha et plus.	2	9	26	17	52	9	12	25	46	100 (n=53)	55
exploitations < 10 ha.....	27	3	36	15	54	5	-	14	19	100 (n=66)	78
légumières 10 ha et plus.	23	9	24	30	63	3	1	10	14	100 (n=79)	70

Les liens entre catégorie d'éducation la plus haute et dimension de l'exploitation des parents sont tels dans les deux départements que *la formation modale* est :

- la formation *primaire* dans les exploitations de moins de 20 ha en Ile-et-Vilaine (garçons ou filles) et dans les petites exploitations non spécialisées du Finistère (filles seulement),
- la formation *agricole courte* dans les exploitations de 20 ha et plus d'Ile-et-Vilaine, dans toutes les exploitations légumières et les exploitations spécialisées de 20 ha et plus du Finistère,
- la formation *technique courte* dans les exploitations non légumières de moins de 20 ha du Finistère (exception faite des petites exploitations non spécialisées pour les filles).

Quatrième catégorie d'inégalités : selon la taille de la famille et de l'exploitation

Plus on peut différencier les familles en fonction de leur situation économique, comme dans l'enquête du Finistère, plus les inégalités sont mises en lumière.

41. Pour *l'âge de fin d'études primaires*, la différence extrême s'établit entre les familles nombreuses installées sur de petites exploitations (18 % de sorties de l'école primaire avant 11 ans et 43 % à 14 ans et plus) et les petites familles installées sur de grandes exploitations (54 et 18 %).

La situation pourrait être la suivante : il y a moindre réussite scolaire sur les petites exploitations même si la taille de la famille est faible et, inversement, meilleure réussite scolaire dans les grandes exploitations même si la taille de la famille est élevée (1). La réalité se rapproche de l'hypothèse, sauf dans le cas des plus petites familles établies sur les plus petites exploitations. Les différences selon la taille de l'exploitation sont en effet significatives pour les familles de 3-4 enfants et 5 enfants et plus, mais ne le sont pas pour les familles de 1-2 enfants. Même pour les premières, les variations ne sont pas régulières et toutes les conditions d'utilisation du test de signification ne sont pas réunies.

(1) Dans l'enquête précitée par l'I.N.E.D., les chances d'entrer en 6^e ne diminuaient pas avec la taille de la famille chez les enfants de cadres supérieurs et de professions libérales.

Si les familles des exploitations légumières obtiennent moins souvent de bons résultats scolaires comme on l'a vu précédemment, c'est sans doute parce qu'elles ont souvent plus d'enfants. Mais même à égalité du nombre d'enfants, un écart subsiste avec les autres familles.

Tableau 35 - FINISTERE - Age de sortie de l'école primaire selon la taille de la famille et selon la dimension de l'exploitation des parents

		nombre d'enfants	11 ans et moins	12 ans	13 ans	14 ans et plus	total
exploitations non spécialisées	< 10 ha	1-2	40	26	11	23	100 (n=87)
		3-4	17	23	14	46	100 (n=133)
		5 et plus	18	23	16	43	100 (n=131)
	10-20 ha	1-2	34	28	15	23	100 (n=158)
		3-4	38	27	10	25	100 (n=205)
		5 et plus	28	24	18	30	100 (n=186)
	20 ha et plus	1-2	42	34	2	22	100 (n=64)
		3-4	46	29	10	15	100 (n=115)
		5 et plus	23	22	22	34	100 (n=88)
exploitations spécialisées	10-20 ha	1-2	55	28	4	13	100 (n=47)
		3-4	40	26	13	21	100 (n=57)
		5 et plus	31	35	11	23	100 (n=77)
	20 ha et plus	1-2	54	23	5	18	100 (n=56)
		3-4	51	33	6	10	100 (n=103)
		5 et plus	42	29	9	20	100 (n=65)
exploitations légumières	< 10 ha	3-4	39	26	5	30	100 (n=93)
		5 et plus	49	22	5	24	100 (n=59)
	10 ha et plus	3-4	28	33	7	32	100 (n=95)
		5 et plus	24	30	12	34	100 (n=108)

42. Quant aux différences dans les taux d'élimination et de relégation, si elles sont déjà importantes selon la taille de la famille ou la taille de l'exploitation familiale, elles le sont encore plus selon à la fois la taille de la famille et de l'exploitation. L'opposition extrême entre les grandes familles établies sur de petites exploitations et les petites familles installées sur de grandes exploitations est plus accentuée; plus généralement pour chaque taille de famille :

- les taux à 16 ans d'exclusion de l'école et de rejet vers les filières courtes varient significativement selon la taille des exploitations ; mais les variations ne sont pas très régulières,
- les taux à 18 ans sont encore décroissants avec la dimension des exploitations ; mais les conditions d'emploi du test de signification ne sont pas réunies.

L'effet taille de l'exploitation semble l'emporter sur l'effet taille de la famille. L'élimination et la relégation sont moindres pour les grandes familles des grandes exploitations que pour les petites familles des petites exploitations.

Tableau 36 - FINISTERE - Situation scolaire à 16 et 18 ans selon la taille de la famille et selon la dimension de l'exploitation des parents

			nombre d'enfants par famille	à 16 ans			total	à 18 ans			total
				non scolarisation et apprentissage	scolarisation			non scolarisation et apprentissage	scolarisation		
					courte	longue			courte	longue	
exploitations non spécialisées	< 10 ha	1-2	33	43	24	100 (n=84)	67	10	23	100 (n=73)	
		3-4	41	50	9	100 (n=127)	79	13	8	100 (n=103)	
		5 et plus	48	39	13	100 (n=126)	82	6	12	100 (n=106)	
	10-20 ha	1-2	20	55	25	100 (n=148)	60	15	25	100 (n=128)	
		3-4	30	47	23	100 (n=189)	69	9	22	100 (n=156)	
		5 et plus	35	48	17	100 (n=171)	72	10	18	100 (n=133)	
	20 ha et plus	1-2	19	45	36	100 (n=58)	52	17	31	100 (n=42)	
		3-4	15	53	31	100 (n=105)	56	13	31	100 (n=82)	
		5 et plus	32	57	11	100 (n=79)	68	20	12	100 (n=66)	
	exploitations spécialisées	10-20 ha	1-2	11	34	55	100 (n=44)	36	11	53	100 (n=36)
3-4			8	57	35	100 (n=51)	46	18	36	100 (n=39)	
5 et plus			20	61	19	100 (n=72)	67	16	17	100 (n=58)	
20 ha et plus		1-2	16	46	38	100 (n=50)	50	9	41	100 (n=44)	
		3-4	4	48	48	100 (n=88)	45	9	46	100 (n=57)	
		5 et plus	14	47	39	100 (n=59)	58	11	31	100 (n=45)	
exploitations légumières	< 10 ha	3-4	22	52	26	100 (n=86)	68	8	24	100 (n=66)	
		5 et plus	23	56	21	100 (n=52)	66	19	15	100 (n=41)	
	10 ha et plus	3-4	17	64	19	100 (n=87)	67	8	25	100 (n=73)	
		5 et plus	17	63	20	100 (n=99)	74	8	18	100 (n=77)	

Cinquième catégorie d'inégalités : selon le niveau culturel des parents et la taille de l'exploitation familiale

51. Comment varie *l'âge de sortie de l'école primaire* selon la situation culturelle et économique des familles ?

- pour une taille donnée de l'exploitation, la réussite à l'école primaire augmente-t-elle quand la formation du père s'élève ? Ceci ne peut être vérifié que pour les exploitations spécialisées de 20 ha et plus, catégorie où le niveau culturel est le plus différencié. La réussite s'avère plus fréquente quand le père a une formation scolaire plus élevée. Mais les écarts restent faibles et ne sont significatifs qu'à un niveau de probabilité proche de 3 %,

- les différences sont plus importantes quand on fait varier la réussite des enfants selon la taille de l'exploitation, pour un niveau donné de formation des parents. Les résultats sont fournis pour les enfants dont le père n'a fréquenté que l'école primaire, en distinguant selon qu'il y a ou non exercice de responsabilité. Les écarts ne sont accentués et significatifs que lorsqu'il n'y a pas responsabilité. Ceci souligne l'importance de la situation économique lorsque le niveau culturel est le plus faible. Mais il y a encore l'exception des plus grandes exploitations légumières du Nord-Finistère.

52. On ne retrouve pas de variations aussi nettes pour le *résultat final de la formation*. La proportion de jeunes ayant terminé leurs études est trop variable selon les groupes et sous-groupes à constituer, pour avoir sur ce point des résultats sûrs.

Si le père est de niveau primaire et n'exerce pas de responsabilité, l'importance relative chez les enfants des formations primaires, celle à l'opposé, des formations longues varient sans régularité selon la taille des exploitations. Si le père exerce des responsabilités, les formations basses sont moins fréquentes et les formations hautes plus répandues et ce d'autant plus que la dimension des exploitations est plus grande ; mais les effectifs concernés sont trop faibles pour rendre les différences significatives.

Tableau 37 - FINISTERE - Inégalités de réussite scolaire et de formation selon le niveau culturel des parents et selon la taille des exploitations

. Age de sortie de l'école primaire selon la formation du père (en %) : cas des exploitations spécialisées de 20 ha et plus							
	moins de 11 ans	11 ans	12 ans	13 ans	14 ans	15 ans et plus	total
école primaire.....	11	35	26	9	15	4	100 (n=125)
études suivies durant 1 ou 2 années après l'école primaire.....	11	35	35	6	8	5	100 (n=37)
autres études.....	23	35	33	4	5	-	100 (n=60)

. Réussite précoce et formation la plus élevée selon la taille des exploitations, pour un niveau culturel donné								
	exploitations légumières		exploitations non légumières					
	<10 ha	10 ha et plus	. non spécialisées			. spécialisées		
			< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
% de jeunes sortis de l'école primaire à 11 ans et moins								
père { école primaire et sans responsabilité ..	35	22	21	29	31	26	35	43
	-	37	-	38	46	-	33	49
% de jeunes ayant le niveau primaire comme formation la plus élevée								
père { école primaire et sans responsabilité..	26	17	27	20	26	18	21	19
	-	12	-	16	6	-	8	5
% de jeunes ayant une formation longue comme niveau la plus élevé								
père { école primaire et sans responsabilité..	21	20	16	15	12	20	15	19
	-	12	-	28	29	-	28	37

Conclusion du premier chapitre

1 - Nos enquêtes sont incapables de rendre compte entièrement du déroulement de la scolarité des jeunes nés en agriculture. On n'a pas reconstitué le contexte socio-économique qui a existé lors de chaque événement scolaire de chaque enfant dans chaque famille. Les multiples facteurs qui ont pu influencer la scolarité, sa nature et son niveau, ne sont donc pas saisis. Par exemple, on n'a pas pris en compte la distance entre les familles agricoles et les établissements scolaires des divers types d'enseignement, alors qu'elle peut être déterminante dans certains choix quand les familles sont obligées de minimiser le coût de la prolongation des études. D'autre part, les parents n'ont pas été interrogés sur leurs comportements, passés ou actuels, face à l'école. Enfin, si les caractéristiques majeures de la scolarité des enfants des diverses familles sont mises en liaison avec quelques variables qui s'efforcent de traduire le niveau culturel et économique du milieu familial, cette démarche est critiquable dans la mesure où la situation culturelle et économique qui est saisie est souvent postérieure aux événements scolaires pris en compte.

Si on retrace l'histoire des enfants, on ignore quelle a été l'histoire des familles et des exploitations. En fait, les caractéristiques du milieu familial sont d'ordre structurel et ont une certaine stabilité dans le temps. D'autre part, par leur logique et leur régularité les liaisons statistiques analysées laissent bien supposer *à quels déterminismes majeurs sont soumises les carrières scolaires des jeunes d'origine agricole*, sans que l'on précise par quelles voies ces déterminismes ont exercé leur influence (1).

Ces liaisons mettent en lumière les faits suivants :

- l'exclusion de l'école, qui atteint plus ou moins rapidement les jeunes d'origine agricole, est très inégale selon les familles. Les inégalités sont d'ordre démographique, économique, culturel.

Plus on peut différencier les familles, plus les disparités scolaires sont grandes car les inégalités sont cumulatives. Les enfants qui ont le plus de chances d'accéder aux études longues sont ceux des familles d'1 ou 2 enfants établies sur des exploitations spécialisées de 20 ha et plus, lorsque

(1) D'autres études sont en cours sur ce point.

les parents ont reçu une formation secondaire. Plus on se situe à un stade avancé du cursus scolaire, plus les inégalités sont grandes.

- si dans les études générales consacrées aux inégalités sociales face à l'école, l'influence reconnue du milieu familial et social sur la réussite scolaire est principalement, sinon exclusivement, culturelle, les résultats du Finistère mettent, eux, l'accent sur l'importance que prend aussi en agriculture le contexte économique familial,

- si le niveau moyen de scolarité est bas en milieu agricole, c'est en relation avec la fréquence à la fois du bas niveau culturel, de la forte fécondité et des bas revenus par tête ceux-ci étant liés à la faible taille des exploitations et à la grande taille de la famille. De ce point de vue, un grand nombre de familles du Finistère ressemblent à un grand nombre de familles d'Ille-et-Vilaine.

Reste la question de savoir pourquoi l'élimination de l'école est plus souvent retardée dans le Finistère, pourquoi l'accès aux études longues est moins rare en Basse-Bretagne. Aucune donnée ne permet de déterminer si les revenus agricoles sont plus élevés dans le Finistère.

Le niveau culturel du milieu agricole est-il moins bas à l'ouest qu'à l'est ? Ici encore les mesures précises font défaut. La proportion des chefs d'exploitation sans formation générale autre que primaire et sans formation agricole scolaire est presque aussi importante dans le Finistère qu'en Ille-et-Vilaine : 92,3 % contre 94,9 % (1). Mais le "niveau intellectuel" des recrues du contingent est meilleur chez les jeunes agriculteurs du Finistère. C'est tout au moins ce que nous apprend la statistique publiée pour les générations 1936-1938 : alors que le niveau moyen des jeunes paysans était de 7,7 points dans l'ensemble de la France, il était de 6,7 en Ille-et-Vilaine et de 9,10 dans le Finistère (2).

C'est pour l'ensemble des catégories sociales que les taux de scolarisation prolongée sont plus élevés dans le Finistère qu'en Ille-et-Vilaine (3).

(1) Statistique Agricole, supplément "série Etudes", n° 85, octobre 1971, p. 90. Les pourcentages produits concernent les exploitants sans activité extérieure à leur exploitation.

(2) M. de MONTMOLLIN, Le niveau intellectuel des recrues du contingent, répartition géographique pour certaines professions, *Population*, n° 2 de 1959, pp. 233-252, p. 241.

(3) Cette différence est sans doute apparue au début du 20^e siècle.

Or, selon P. BOURDIEU et J. C. PASSERON, "si le taux de scolarisation des classes populaires varie, selon les régions, comme le taux de scolarisation des autres classes... c'est que l'espérance subjective de ces classes n'est jamais indépendante de la probabilité objective caractéristique du groupe d'interconnaissance" (1). Ceci renvoie à la question de savoir pourquoi l'éducation est plus diffusée à l'ouest qu'à l'est dans l'ensemble de la population.

La prolongation des études peut être un moyen d'éviter le chômage, ou de préparer l'émigration. Or au moins jusqu'à 1960, les jeunes, d'origine agricole ou non, du Finistère et d'Ille-et-Vilaine se sont trouvés confrontés à une situation identique à cet égard. Mais par ailleurs l'émigration vers Paris est plus ancienne en Basse-Bretagne. On peut en déduire que sous l'influence des émigrés, de nouveaux comportements, et singulièrement les modèles de comportements scolaires de la Région Parisienne, se sont plus rapidement diffusés chez les bas bretons restés au pays.

Il faut relever aussi que la scolarisation est plus élevée dans la partie bretonnante de la Bretagne. Mais où est la cause et où est l'effet du bilinguisme à cet égard ? On sait seulement que les enfants qui ne parlaient que le breton en arrivant à l'école ont mis parfois plus d'ardeur à réussir leurs études pour ne pas être en situation d'infériorité.

Un autre facteur encore a pu jouer. Sous la III^e République, les partis de gauche ont connu plus de succès dans quelques zones de Basse-Bretagne et ont souvent pris l'initiative de développer l'enseignement secondaire public, ce qui a avivé la concurrence entre école publique et école privée. Ceci expliquerait que l'offre d'éducation se soit plus rapidement développée à l'ouest et qu'elle y ait atteint une densité plus forte en relation avec un réseau urbain plus développé. Le fait qu'on commence à fermer des C.E.G. ruraux dans le Finistère au moment où ceux d'Ille-et-Vilaine atteignent leur plein recrutement, montre bien qu'au regard aussi de l'évolution de l'offre d'éducation les deux départements sont à deux étapes différentes de l'histoire scolaire.

2 - *Si l'exclusion de l'école est inégale selon les familles et selon les zones, elle l'est aussi dans le temps.* Dans le Finistère, les taux globaux de scolarisation prolongée sont, à chaque âge, significativement plus élevés

(1) op. cit. p. 191.

pour les générations 1949-1953 que pour les générations 1945-1948. Surtout, cette progression correspond davantage à un plus large accès aux scolarités longues qu'à une fréquentation accrue des enseignements courts. Nous avons déjà signalé précédemment le recul dans le Finistère du taux de scolarisation agricole courte. Si l'élévation dans le temps du taux de scolarisation ne se réduit pas à une élimination retardée, pour apprécier la signification réelle des progrès constatés il faudrait savoir quelle a été, dans le même temps, l'évolution dans les autres catégories sociales et qu'elle a été la variation de la valeur d'un diplôme donné sur le marché du travail.

Figure 3 - FINISTERE - Taux de scolarisation des générations 1945-1948 et 1949-1953

	à 16 ans		à 18 ans	
	taux de scolarisation courte	taux de scolarisation longue	taux de scolarisation courte	taux de scolarisation longue
garçons				
1945-1948...	41	19	8	21
1949-1953...	44	26	10	26
filles				
1945-1948...	58	18	11	16
1949-1953...	56	26	15	27

L'éducation secondaire tend à se diffuser maintenant - c'est-à-dire avec du retard - en *Ille-et-Vilaine*. Une statistique de la Mutualité Sociale Agricole (tableau 38) permet de connaître quelle est en 1971-1972 la situation scolaire des "enfants d'exploitants agricoles" (selon la définition des prestations familiales agricoles) dans les générations 1953-1955 et dans les générations postérieures (1956-1958). *L'accès au 1er cycle d'enseignement secondaire se généralise*. A 13 ans (génération 1958), 84 % des garçons et 88 % des filles ont quitté l'école primaire pour entrer en C.E.G. ou C.E.S. Les données laissent supposer que l'accès à l'école secondaire est souvent suivi de relégation vers le cycle court agricole dès la fin du cycle d'orientation. La relégation est patente à 16 ans (génération 1955) et 17 ans (génération 1954). A ces âges les apprentis et élèves des enseignements professionnels courts représentent 50 % (filles) et 60 % (garçons) des enfants relevant des prestations familiales agricoles. Chez les garçons, les apprentis non agricoles sont plus nombreux à ces âges que les élèves des collèges techniques. Chez les filles, les apprenties agricoles sont à 17 ans presque aussi nombreuses que les élèves des collèges agricoles courts. On retrouve dans toute son ampleur, mais avec des modalités un peu différentes, le processus d'élimination retardée observé dans le Finistère pour des générations antérieures.

Pour souligner la faible diffusion de l'enseignement technique en *Ille-et-Vilaine*, on peut noter qu'entre 14 et 18 ans, pour 100 garçons et 100 filles scolarisés dans le technique court il y a 236 garçons et 181 filles dans l'agricole court.

Tableau 38 - ILLE-ET-VILAINE - Situation scolaire des enfants d'exploitants agricoles en 1971-1972 (en %)

		élèves et étudiants							apprentis			total général	
		enseig. primaire	enseig. général secondaire	enseig. général supérieur	enseig.	technique	enseig.	agricole long et supérieur	total	agricoles	non agricoles		total
					court		long						
1953	garçons.....	-	25	12	11	19	6	15	88	6	6	12	100 (n=296)
	filles.....	-	41	11	14	15	6	9	96	3	1	4	100 (n=308)
1954	garçons.....	-	16	1	10	10	20	13	70	16	14	30	100 (n=909)
	filles.....	-	30	1	18	9	16	8	82	15	3	18	100 (n=725)
1955	garçons.....	1	20	-	13	9	24	9	76	10	14	24	100 (n=1200)
	filles.....	ε	34	-	15	9	23	6	87	10	3	13	100 (n=1127)
1956	garçons.....	1	38	-	12	6	32	7	96	1	3	4	100 (n=1417)
	filles.....	1	55	-	9	4	26	4	99	1	ε	1	100 (n=1269)
1957	garçons.....	4	61	-	6	2	23	3	99	ε	1	1	100 (n=1357)
	filles.....	3	72	-	4	2	17	2	100	-	-	-	100 (n=1368)
1958	garçons.....	12	84	-	ε	ε	3	1	100	-	-	-	100 (n=1277)
	filles.....	9	88	-	1	ε	1	1	100	-	-	-	100 (n=1385)

source : Mutualité Sociale Agricole d'Ille-et-Vilaine, dépouillement exhaustif

DEUXIEME PARTIE

EXCLUSION DE L'AGRICULTURE ET RELEGATION SOCIALE

Dans l'agriculture traditionnelle "on a toujours assez d'instruction pour être agriculteur" et les jeunes nés en agriculture qui sont exclus de l'école sont destinés à être des paysans. Dans la nouvelle agriculture, qui est à faible coefficient de main-d'oeuvre, les nouveaux paysans continuent à être exclus de l'école, mais le secteur recrute si peu que la majorité des exclus de l'école sont aussi des exclus de l'agriculture.

CHAPITRE 2

Exclusion de l'agriculture selon l'éducation reçue

Si la répartition des jeunes entre secteur agricole et secteurs non agricoles est différente dans le Finistère et en Ille-et-Vilaine, dans chaque cas elle se réalise en fonction du savoir.

SECTION I - VARIATIONS SELON LES DEPARTEMENTS DANS LES TAUX DE NON-ENTREE ET DE SORTIE

L'exclusion de l'agriculture se fait soit lors de l'entrée en activité soit en cours de vie active. Quelle est l'importance relative dans chaque département de la non-entrée dans l'agriculture lors du premier emploi et de la sortie ultérieure de l'agriculture ?

Entrée ou non-entrée dans l'agriculture lors du premier emploi exercé

. Notions et conventions

Pour déterminer si, lors du premier emploi, il y a eu entrée ou non-entrée dans l'agriculture, les définitions et conventions suivantes ont été adoptées :

- l'agriculture est constituée des établissements de "forêts", "culture" et "production animale" (code I.N.S.E.E. des catégories d'activité économique),
- il n'y a pas d'entrée dans l'agriculture lors du premier emploi exercé :

- . soit lorsque la première activité est non agricole et dure au moins trois mois,

- . soit lorsque la première activité est agricole mais ne dure que moins de 3 mois (cas de l'Ille-et-Vilaine) ou moins de 6 mois (cas du Finistère). Il a fallu introduire cette différence entre départements pour tenir compte d'une situation propre au Finistère

celle des jeunes qui ayant reçu une formation technique non agricole ont des difficultés à se placer rapidement et travaillent chez leurs parents pendant le temps de recherche d'un emploi.

- le premier emploi est celui qui est exercé après la scolarité à temps complet. Si après la scolarité à temps complet, il y a apprentissage accompagné de cours, nous considérons qu'il y a non-entrée dans l'agriculture si l'apprentissage se déroule dans une entreprise industrielle ou commerciale et entrée dans l'agriculture si l'apprentissage a lieu dans une exploitation agricole ou s'il y a fréquentation de l'enseignement agricole à temps partiel. Or, il peut y avoir sortie hors de l'agriculture dès que se termine cet apprentissage ou cet enseignement agricole. Dès lors, la convention retenue n'a-t-elle pas pour effet de surévaluer les entrées et les sorties par rapport aux non-entrées ? La mise en apprentissage dans une exploitation agricole équivaut à une entrée puisque l'élève des cours post-scolaires ou de l'enseignement agricole par alternance (1 semaine sur 2 ou 1 semaine sur 3) a bien une activité professionnelle agricole à temps partiel, de la même façon que l'apprenti non agricole exerce bien à temps partiel un emploi non agricole. Pour l'apprenti agricole, le chef d'exploitation est plus un employeur qu'un maître de stage. Quand il fallait avoir travaillé dans l'agriculture pendant trois ans pour bénéficier de l'aide du F.A.S.A.S.A. aux "mutations professionnelles" (1), les années au cours desquelles un enseignement agricole par alternance avait été suivi étaient comptées comme années d'activité agricole. Enfin, si le travail agricole des élèves des écoles ménagères par alternance est le plus souvent réduit, il n'est jamais nul.

Quand on considère un groupe donné de générations, le nombre total de non-entrées ne peut être évalué que lorsque tous les enfants appartenant à ces générations ont commencé à exercer un emploi. Si, au moment de l'évaluation, certains enfants n'ont pas terminé leur scolarité à temps plein, on ne peut obtenir qu'une *estimation partielle du taux de non-entrée* pour les générations étudiées. Il s'agit d'un taux à une date donnée. Un tel taux

(1) On sait que des aides financières spécifiques sont attribuées en France, depuis 1964, au titre du Fonds d'Action Sociale pour l'Aménagement des Structures Agricoles, aux travailleurs de l'agriculture qui apprennent un nouveau métier. Depuis 1969, il suffit d'avoir travaillé dans l'agriculture pendant un an pour avoir droit à ces aides.

traduira d'autant mieux l'ampleur totale de la non-entrée que la proportion des enfants ayant commencé à travailler sera plus forte à la date considérée. Rappelons que cette proportion est la suivante lors de nos enquêtes : 64 % des garçons et 74 % des filles en Ille-et-Vilaine, 68 % et 70 % dans le Finistère (1).

Comme il y a quelques différences par département et par sexe, un biais se trouve introduit dans les comparaisons de taux d'orientation d'emploi faites selon les départements et les sexes. Mais les écarts entre les taux sont suffisamment marqués pour qu'on puisse conclure à des différences essentielles de comportements.

. Taux d'entrée et de non-entrée

En Haute-Bretagne, les fils et filles d'exploitants agricoles entrent encore massivement dans l'agriculture. La situation est toute différente en Basse-Bretagne. Jusqu'à présent, seulement la moitié des garçons qui ont commencé à travailler à temps complet sont entrés dans l'agriculture. Chez les filles, les entrées sont même moins fréquentes que les non-entrées et, fait très important, les comportements des filles sont significativement différents de ceux des garçons selon le test du χ^2 .

Ainsi, le Finistère connaît-il un autre modèle d'orientation d'emploi lors de l'entrée dans la vie active. Il y a, dès le stade du premier emploi, un fort transfert hors de l'agriculture. Ceci implique une chute plus rapide des effectifs de jeunes travailleurs agricoles et aussi un recul de l'importance relative des transferts hors agriculture par voie de sortie. On va vers une situation dans laquelle il y a de moins en moins d'exode agricole parce que peu entrent dans l'agriculture. Dans l'histoire des types de flux de main-d'oeuvre hors de l'agriculture, le Finistère précède très nettement l'Ille-et-Vilaine et bien d'autres départements français.

Tableau 39 - Taux d'entrée et de non-entrée, à la date des enquêtes

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
% de jeunes entrés.....	51	45	71	68
% de jeunes non-entrés...	49	56	29	32
total des jeunes qui ont commencé à travailler....	100	100	100	100
	(n=726)	(n=708)	(n=251)	(n=289)

(1) Pour une interprétation correcte de ces chiffres précisons que les garçons en cours de service militaire lors des interviews ont été classés comme actifs, contrairement aux conventions habituelles des statisticiens.

Ceux qui sont entrés dans l'agriculture lors de leur premier emploi, y sont-ils restés jusqu'à présent ?

En Ille-et-Vilaine, les fortes entrées dans l'agriculture sont suivies de fortes sorties. A la date de l'enquête (1), le flux de sortie représente, en effectifs, 136 % du flux de non-entrée pour les garçons et 113 % pour les filles. Le modèle n'est pas le même dans le Finistère et dans ce département, il diffère selon les sexes.

Les garçons finistériens entrés dans l'agriculture y sont aussi souvent restés qu'ils ne sont sortis. Jusqu'à présent, le flux de sortie ne représente que 56 % du flux de non-entrée.

Chez les filles, qui sont moins souvent entrées dans l'agriculture que les garçons, le taux de sortie est cependant significativement plus élevé. Ceci accentue l'ampleur de l'orientation des filles hors de l'agriculture. Pour elles, les sorties atteignent 48 % de non-entrées.

Tableau 40 - Taux de maintien et de sortie, à la date des enquêtes

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
% de jeunes restés dans l'agriculture.....	51	38	45	46
% de jeunes sortis de l'agriculture.....	49	62	55	54
total des jeunes entrés dans l'agriculture.....	100 (n=371)	100 (n=308)	100 (n=179)	100 (n=196)

Finalement, nous sommes en présence non pas de deux mais de trois modèles d'orientation d'emploi (figure 4) :

- 1 - *Le modèle des garçons et filles d'Ille-et-Vilaine*, qui se caractérise par de fortes entrées, de faibles non-entrées, de fortes sorties,
- 2 - *Le modèle des garçons du Finistère* : les non-entrées sont aussi fréquentes que les entrées, et les sorties aussi fréquentes que les maintiens. La proportion d'actifs agricoles en août 1971 est plus faible que celle observée en Ille-et-Vilaine en mai 1970.
- 3 - *Le modèle des filles du Finistère* : les non-entrées sont supérieures aux entrées et les sorties aux maintiens. Le pourcentage d'actives agricoles à l'enquête est très bas.

Les modèles finistériens impliquent un célibat agricole masculin plus accentué qu'en Ille-et-Vilaine (cf. chapitre 3).

(1) D'autres sorties surviendront plus tard. Les taux présentés sont donc provisoires, même pour les jeunes qui ont commencé leur vie active.

Figure 4 - Non-entrée, entrée et sortie, entrée et maintien (effectifs en %).

% des jeunes nés entre 1945 et 1955 qui ont commencé à travailler à temps complet aux dates des enquêtes :

<i>Finistère</i>		<i>Ille-et-Vilaine</i>	
garçons	filles	garçons	filles
68 %	70 %	64 %	74 %

SECTION II - ORIENTATION D'EMPLOI SELON L'EDUCATION RECUE

Les taux d'emploi agricole et non agricole varient de façon importante en fonction de l'éducation reçue mais ne varient pas seulement selon ce facteur.

§ 1er - TAUX D'ORIENTATION D'EMPLOI SELON LA NATURE ET LE NIVEAU DE LA FORMATION LA PLUS ELEVEE

Les liaisons formation-emploi sont généralement identiques en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère, ce qui donne force de régularités aux résultats observés. Mais si la forme des liaisons étudiées est semblable d'un département à l'autre, leur ampleur souvent diffère ; il paraît difficile de s'arrêter sur tous les écarts observés, compte tenu des différences dans le degré de représentativité des deux échantillons.

Taux d'entrée et de non-entrée selon la catégorie d'éducation

La formation ici considérée est celle acquise au moment du premier emploi. Si ce premier emploi est un emploi d'apprenti, la formation retenue correspond à celle reçue avant l'apprentissage.

En Ille-et-Vilaine, on n'a distingué que quatre catégories d'éducation : formation primaire, formation agricole (courte dans la quasi-totalité des cas), formation technique (courte également dans presque tous les cas), formation générale secondaire et supérieure. Se trouvent ainsi pris en compte la nature de la formation et, en partie, le niveau. Mais l'opposition entre formation agricole courte et formation agricole longue n'a pu être faite, les cas de formation longue étant trop rares. Un plus grand nombre de taux différentiels peut être fourni pour le Finistère.

Les résultats appellent quatre observa-

tions :

a - les taux sont très différents selon l'éducation reçue. Tantôt presque tous les jeunes entrent dans l'agriculture (cas de l'enseignement agricole), tantôt personne, ou presque personne, n'y entre (cas des études supérieures ou de l'enseignement technique long).

Tableau 41 - Taux d'entrée dans l'agriculture selon la catégorie d'éducation la plus élevée (classement par ordre décroissant)

Ille-et-Vilaine			
garçons		filles	
1 - formation agricole.....	90	1 - formation primaire.....	83
2 - formation primaire.....	80	2 - formation agricole.....	58
3 - formation générale secondaire et supérieure.....	29	3 - formation générale secondaire et supérieure.....	22
4 - formation technique.....	7	4 - formation technique.....	6
Finistère			
1 - formation agricole courte.....	89	1 - formation primaire.....	74
2 - formation agricole de cycles II et III.....	83	2 - formation agricole courte....	63
3 - formation primaire.....	66	3 - formation générale de 1er cycle.....	46
4 - formation générale de 1er cycle..	60	4 - formation technique courte... 24	
5 - formation générale de 2è cycle...	20	5 - formation agricole de cycles II et III.....	24
6 - formation technique courte.....	11	6 - formation générale de 2è cycle 18	
7 - formation technique longue.....	7	7 - formation technique longue... 0	
8 - études supérieures.....	4	8 - études supérieures.....	0

b - les *hypothèses* relatives à l'intensité de l'orientation vers l'agriculture selon la nature et le niveau de la formation reçue, se trouvent presque entièrement confirmées, tout au moins chez les garçons. Chez ceux-ci, l'entrée est bien majoritaire en formations basses et courtes, sauf en technique, et minoritaire en formation longue, sauf en agricole. Chez les filles, l'entrée n'est majoritaire qu'en formation primaire et agricole courte ; elle reste minoritaire même en enseignement agricole moyen ou long (1).

c - en Ille-et-Vilaine, les différences entre garçons et filles, dans chaque catégorie d'éducation, ou bien ne sont pas significatives (cas de la formation primaire) ou bien ne peuvent être retenues en raison de la faiblesse des effectifs qu'elles concernent.

Dans le Finistère, l'entrée semble toujours moins fréquente chez les filles, sauf en technique court. Les différences garçons-filles ont été testées pour quatre catégories d'éducation. Elles ne sont pas significatives pour les niveaux C.E.P. et B.E.P.C.

(1) Qu'il s'agisse des filles ou des garçons, il faudrait examiner à part les titulaires du B.T.A. Des monographies d'établissements faites en Ille-et-Vilaine en 1970 et 1971 montrent que même chez les garçons le B.T.A. détourne de l'agriculture. P. DAUCE, G. JEGOUZO et Y. LAMBERT, *La formation des enfants d'agriculteurs et leur orientation d'emploi : étude complémentaire à une enquête statistique en Ille-et-Vilaine*, I.N.R.A. Rennes, mai 1971, p. 36 sq. Ceci est confirmé par une enquête sur les anciens élèves du cycle long agricole (en collaboration avec C. GRIGNON, résultats à paraître).

En enseignement agricole court, la probabilité que la différence garçons-filles soit due au hasard n'est que d'environ 2 %. Ainsi l'enseignement agricole orienterait moins les filles que les garçons vers l'agriculture et contribuerait, lui aussi, à créer un déséquilibre des sexes en milieu agricole. Par contre, la formation technique courte fait plus souvent entrer les filles que les garçons dans l'agriculture ; on a déjà précisé qu'il s'agit souvent pour les filles d'une formation ménagère.

Les taux d'entrée observés chez les filles ne sont pas significativement différents en formation primaire, générale de 1er cycle et agricole courte. Le cycle court agricole n'oriente pas plus les filles vers l'agriculture que d'autres formations basses ou courtes.

d - si la *formation primaire* oriente moins, garçons ou filles, vers l'agriculture dans le Finistère qu'en Ile-et-Vilaine, c'est en partie parce que l'apprentissage non agricole y est plus développé et l'apprentissage agricole moins répandu.

Taux de maintien et de sortie selon la catégorie d'éducation

Dans à peu près toutes les catégories d'éducation, il y a au moins quelques jeunes qui entrent dans l'agriculture. Mais comme les formations secondaires longues et supérieures sont assez faiblement représentées dans le total des jeunes qui sont entrés en activité et comme les taux de non-entrée sont élevés dans ces formations, la quasi-totalité des jeunes entrés dans l'agriculture se répartit entre formations primaires (65 % des garçons et 55 % des filles dans le Finistère, 80 et 71 % en Ile-et-Vilaine) et secondaires courtes.

Parmi les enfants de niveau primaire qui entrent dans l'agriculture, un certain nombre acquièrent une formation agricole en suivant soit des "cours post-scolaires agricoles", soit des "cours professionnels polyvalents ruraux", soit un enseignement agricole par alternance. Les diplômes agricoles retiennent-ils davantage les jeunes à l'agriculture que le seul niveau C.E.P. ou le technique court ou le premier cycle du secondaire ? Pour le savoir, on a comparé, à la date de l'enquête, taux de maintien et taux de sortie par "catégorie d'éducation scolaire la plus haute atteinte lors de l'enquête", les formations non scolaires étant exclues.

Il faut immédiatement préciser que pour une formation donnée, le taux de sortie augmente avec l'âge (1). Par exemple, pour les garçons du Finistère, le taux n'est que de 15 % quand l'ancienneté d'emploi est inférieure à 2 ans ; il est deux fois plus élevé à 4-5 ans (42 %) et près de quatre fois plus à 6 ans et au-delà (57 %). La comparaison des taux de sortie, à la date des enquêtes, selon les catégories de formation n'a donc de signification que si les structures par âge dans chacune de ces catégories sont semblables.

Tableau 42 - Taux de maintien dans l'agriculture selon la catégorie d'éducation la plus élevée (classement par ordre décroissant)

titulaire		garçons		filles	
		1 - formation agricole.....	53	1 - formation agricole.....	51
		2 - formation primaire.....	37	2 - formation primaire.....	49
Étudiant					
		1 - formation agricole de cycles II et III.....	78	1 - formation agricole courte.....	44
		2 - formation agricole courte.....	58	2 - formation secondaire générale.	40
		3 - formation primaire.....	44	3 - formation technique courte....	33
		4 - formation technique.....	30	4 - formation primaire.....	32
		5 - formation secondaire générale.	18		

Les hypothèses d'étude sont-elles vérifiées ? Des deux formations les plus courantes chez les jeunes actifs agricoles, laquelle retient le plus à la terre ? Les tendances ne sont pas toujours les mêmes pour les garçons et les filles :

- Chez les garçons, les taux différentiels de maintien sont les plus faibles pour les formations générale secondaire et technique. Les maintiens semblent plus fréquents chez les titulaires du niveau B.A.A. que chez ceux de niveau C.E.P., étant majoritaires pour les premiers et minoritaires pour les seconds. Mais la probabilité pour que la différence soit due au hasard est comprise entre 5 et 10 % dans les deux départements.

Dans l'échantillon du Finistère, les cycles agricoles moyen et long retiennent significativement plus que le cycle agricole court. Mais on a déjà dit qu'il faudrait examiner à part le comportement des titulaires du B.T.A.

(1) Il faudrait ajouter "à génération égale" car l'effet d'âge peut être atténué par un effet de génération.

- Chez les *filles* du Finistère, le maintien est minoritaire dans toutes les catégories de formation et les taux sont moins dispersés. Ce sont celles qui ont une formation agricole courte qui restent le plus à la terre, comme en Ille-et-Vilaine. Mais dans aucun département, les différences avec les autres formations ne sont significatives.

- A éducation identique, les taux de maintien paraissent tantôt plus faibles chez les filles que chez les garçons (formations primaire et agricole courte dans le Finistère, formation agricole en Ille-et-Vilaine), tantôt équivalents (formation technique) et tantôt supérieurs (formation secondaire générale dans le Finistère, formation primaire en Ille-et-Vilaine). La différence en cycle agricole court est significative à un niveau de probabilité de 2 %. En niveau primaire, la probabilité que la différence soit due au hasard est proche de 5 % dans les deux enquêtes. En premier cycle d'enseignement général et en formation technique, il n'y a pas de différence significative.

Bilan de l'orientation d'emploi selon la formation

La proportion de jeunes qui, à la date des interviews, se sont orientés hors de l'agriculture, soit par non-entrée soit par sortie, s'établit comme suit, selon la "catégorie de formation scolaire la plus élevée atteinte lors de l'enquête" (1) :

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
études supérieures.....	100 %	100 %		
enseignement technique long.....	96 %	100 %	{	97 % 100 %
formation technique courte.....	98 %	90 %		
formation secondaire de 2 ^e cycle.	97 %	92 %	{	85 % 82 %
formation secondaire de 1 ^{er} cycle	91 %	79 %		
formation primaire.....	64 %	68 %		67 % 62 %
formation agricole courte.....	44 %	53 %	{	49 % 55 %
formation agricole de cycle moyen et long.....	31 %	74 %		

L'examen des taux différentiels d'orientation d'emploi confirme l'existence d'un modèle spécifique aux filles du Finistère. Leurs taux d'entrée et leurs taux de maintien étant globalement bas, il y a peu de différence d'orientation professionnelle dans les diverses catégories de formations basses et courtes.

(1) filles inactives exclues.

Le cheminement scolaire et professionnel d'un groupe de générations, année par année

Les caractéristiques de ce cheminement sont déterminées en partie par l'influence qu'exerce la formation sur le départ hors de l'agriculture, spécialement sur la non-entrée. Ceux qui entrent dans la vie active après la scolarité obligatoire deviennent essentiellement des travailleurs agricoles. Ensuite, plus tard on commence à travailler, plus souvent le premier emploi se situe hors de l'agriculture ; au-delà d'un certain âge, qui reste assez bas, on n'entre presque plus dans l'agriculture. L'accroissement progressif du nombre des non-entrées est parallèle à la diminution progressive des effectifs d'enfants scolarisés à temps complet. Dans le même temps, les enfants entrés à un âge jeune dans l'agriculture en sortent en plus ou moins grande quantité selon leur formation. Quand l'âge s'élève, il y a ainsi essentiellement des sorties hors de l'école et hors de l'agriculture et des entrées dans les activités non agricoles.

Les figures 5 et 6 présentent, pour les générations 1945-1948, le cheminement de 15 à 21 ans. Ces données mettent bien en lumière l'ampleur des flux qui se produisent en début de vie active. Les recensements démographiques, qui décrivent l'état de la population à des dates données, ne peuvent pas faire apparaître tous ces flux. Il y a quatre mouvements progressifs, année d'âge par année d'âge : les sorties de l'appareil scolaire, les entrées directes dans les activités non agricoles, les entrées dans ces mêmes activités en provenance de l'agriculture, enfin, chez les filles, les sorties hors de l'appareil de production. Pour une cohorte donnée d'enfants, plus on avance en âge et plus les taux d'activité agricole sont bas, tout au moins à partir de 16 ans en Ille-et-Vilaine et de 18 ans dans le Finistère. L'opposition entre les départements quant à la prolongation des études et quant à l'ampleur et à la rapidité de l'exclusion de l'agriculture apparaît bien à l'examen des figures.

Figure n° 5 - FINISTERE - Jeunes nés de 1945 à 1948 : cheminement scolaire et professionnel, année d'âge par année d'âge, de 15 à 21 ans

Figure n° 6 - ILLE-ET-VILAINE - Jeunes nés de 1945 à 1948 :
cheminement scolaire et professionnel, année
d'âge par année d'âge, de 15 à 21 ans.

§ 2 - INFLUENCE CONJOINTE DE L'EDUCATION ET D'AUTRES FACTEURS SUR L'ORIENTATION D'EMPLOI

L'influence de la formation sur l'orientation d'emploi varie selon la dimension de l'exploitation des parents

L'entrée et le maintien dans l'agriculture supposent que ce secteur recrute. Toutes choses égales par ailleurs, le besoin de main-d'oeuvre agricole augmente avec la taille de l'exploitation des parents. Il est donc probable que les taux d'entrée et de maintien seront plus élevés lorsque la dimension des exploitations s'élèvera.

Ceci se vérifie en Bretagne. La tendance est significative pour chaque sexe, à une exception près : en Ille-et-Vilaine, les taux globaux d'entrée sont si élevés qu'ils ne sont pas très différents chez les garçons selon la surface des exploitations. Dans les autres cas, les taux varient du simple au double entre plus petites et plus grandes exploitations, exception faite cette fois des filles du Finistère qui ont un taux d'entrée relativement bas donc assez semblable selon les exploitations.

Ces variations selon la taille de l'exploitation des parents se retrouvent-elles dans toutes les catégories de formation ?

La réponse est négative pour les formations qui excluent de l'agriculture la grande majorité, sinon la totalité, de leurs titulaires. Dans ces cas, l'influence de la dimension de l'exploitation sur l'orientation d'emploi apparaît a posteriori nulle ou quasi-nulle. Lorsque les exploitations sont plus grandes, il y a non seulement des besoins accrus de main-d'oeuvre mais des perspectives plus élevées de revenu. Mais même sur les plus grandes exploitations bretonnes, les perspectives de revenu ne sont pas suffisantes pour attirer ou conserver les plus diplômés, sauf cas exceptionnels.

La situation est différente pour les titulaires des formations basses et courtes. Les vérifications suivantes ont été faites dans les enquêtes :
- dans chaque département et pour chaque sexe, le taux d'entrée augmente significativement avec la taille des exploitations chez ceux qui ont le niveau du C.E.P. Il en est de même dans le Finistère en formation agricole courte et en formation générale de premier cycle, pour l'ensemble groupé des garçons et filles.

Tableau 43 - Taux d'entrée et taux de maintien dans l'agriculture selon la taille de l'exploitation des parents

Ille-et-Vilaine

	taux d'entrée		taux de maintien	
	garçons	filles	garçons	filles
moins de 10 ha.....	63	56	28	30
10-20 ha.....	72	66	41	46
20 ha et plus.....	77	79	63	74

Finistère

exploitations légumières				
moins de 10 ha.....	58	52	60	46
10 ha et plus.....	65	62	71	38
exploitations non légumières				
. non spécialisées				
moins de 10 ha.....	30	33	29	13
10-20 ha.....	49	45	37	47
20 ha et plus.....	66	44	58	39
. spécialisées				
moins de 10 ha.....	29	34	-	-
10-20 ha.....	49	45	45	40
20 ha et plus.....	67	32	61	-

- le *maintien* est lié à la surface en Ille-et-Vilaine en formations primaire et agricole courte. Dans le Finistère, des variations identiques sont observées pour ces formations mais elles ne sont significatives qu'en niveau agricole court, pour l'ensemble groupé des garçons et filles. Pour cet ensemble groupé, la formation agricole courte retient significativement plus que la formation primaire :

- . au-delà de 20 ha en Ille-et-Vilaine,
- . dans les seules exploitations légumières de 10 ha et plus dans le Finistère.

C'est dans ces cas que les taux de maintien sont les plus importants en niveau B.A.A. Dans les autres exploitations, la formation agricole courte détourne autant de l'agriculture que les seules études primaires.

En résumé, l'influence a posteriori de la dimension de l'exploitation des parents sur l'orientation d'emploi des enfants :

- 1 - ne se manifeste en Bretagne qu'en formations basses ou courtes ; on l'a vérifié pour les niveaux C.E.P. et B.A.A. ;
- 2 - s'exerce proportionnellement plus lors du maintien que lors de l'entrée car la plupart de ceux qui entrent dans l'agriculture sont de formations basses ou courtes et les taux de sortie sont peu différents au sein de ces formations.

Autres facteurs

a - quand le nombre d'enfants par famille augmente, les chances de prendre la succession des parents diminuent. Si au moment du choix de l'emploi, il y a un succes-

seur probable dans la famille, les autres enfants se trouvent exclus de l'agriculture (1).

Chez les *garçons* du Finistère, il est remarquable qu'il y a une variation à peu près continue dans les pourcentages d'actifs agricoles selon à la fois la taille de l'exploitation et de la famille. Les pourcentages s'ordonnent de façon telle qu'une baisse donnée dans l'orientation vers l'agriculture correspond soit à une baisse de surface de l'exploitation des parents, soit à une diminution de l'intensité de la production, soit à un accroissement du nombre de frères et soeurs. Cette régularité n'a pu être testée du fait de la faiblesse des effectifs concernés.

Pour chaque dimension de l'exploitation familiale, l'orientation vers l'agriculture diminue avec le nombre d'enfants, sauf sur les plus petites exploitations où l'offre d'emploi est toujours faible.

L'influence conjointe que la taille de la famille et celle de l'exploitation exercent sur le taux d'entrée se manifeste dans les formations qui orientent le plus vers l'agriculture. Par exemple, dans chaque taille d'exploitation, la formation primaire fait entrer plus de garçons quand la famille a un ou deux enfants. Les taux sont les plus élevés dans les petites familles établies sur de grandes exploitations.

Chez les *filles*, on ne constate pas les mêmes régularités que chez les garçons. Mais le pourcentage d'actives agricoles est à peu près toujours plus élevé pour les familles d'un ou deux enfants dans chaque taille d'exploitation.

b - pour une formation donnée et une taille donnée de la famille, l'orientation d'emploi peut varier non seulement selon la taille de l'exploitation des parents mais selon son *mode de faire-valoir*. Si les parents sont propriétaires de la terre exploitée, l'hérédité de l'emploi est garantie par l'hérédité du capital foncier. Les opinions émises par certains parents montrent bien que la propriété est parfois un facteur de maintien des jeunes à la terre. Mais ce n'est qu'un facteur parmi d'autres et son influence n'apparaît pas quand on examine si toutes choses égales par ailleurs, les enfants de propriétaires sont plus souvent actifs agricoles que les enfants de fermiers, dans chaque dimension d'exploitation.

(1) Le problème de l'entrée dans l'enseignement agricole se pose aussi, en partie, dans ces termes.

c - une remarque du même ordre pourrait être faite à propos de *l'écart d'âge entre père et fils*, écart qui influence la perspective de succession dans l'exploitation familiale.

Tableau 44 - FINISTERE - Orientation vers l'agriculture selon la taille de la famille et de l'exploitation

	exploitations légumières		exploitations non légumières					
			, non spécialisées			, spécialisées		
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
<i>garçons</i>								
% d'actifs agricoles selon la taille de la famille								
1-2 enfants.....	39	50	3	30	55	-	30	52
3-4 enfants.....	39	47	5	22	43	17	22	39
5 et plus.....	20	44	15	7	19	22	19	35
taux d'entrée des titulaires de la formation primaire, se- lon la taille de la famille								
1-2 enfants.....	80	89	27	88	100	-	-	92
3-4 enfants.....	70	100	38	59	93	-	73	89
5 et plus.....	62	82	38	47	79	-	60	75
<i>filles</i>								
% d'actifs agricoles selon la taille de la famille								
1-2 enfants.....	33	30	6	36	20	-	38	27
3-4 enfants.....	27	32	4	13	13	8	7	39
5 et plus.....	13	14	4	15	22	6	12	-
taux d'entrée des titulaires de la formation primaire, se- lon la taille de la famille								
1-2 enfants.....	100	-	40	90	-			
3-4 enfants.....	86	88	47	62	-			
5 et plus.....	62	90	59	68	78			

d - la doctrine catholique étant plutôt favorable au maintien d'une importante population agricole (1), l'orientation vers l'agriculture pourrait être plus accentuée chez les anciens élèves des écoles catholiques, à éducation égale, tout au moins dans les catégories d'éducation qui ne détournent pas de l'agriculture. On a examiné s'il en est ainsi dans le Finistère pour ceux et celles qui ont fréquenté l'enseignement secondaire.

Le taux d'entrée dans l'agriculture est significativement plus élevé chez les anciens élèves, garçons ou filles, de *l'enseignement privé*, lorsque la formation la plus haute est de niveau C.E.P. Dans les autres cas, il n'y a pas de différence ou bien, comme pour le niveau B.E.P.C., les écarts ne sont pas significatifs.

(1) P. CLEMENT et P. VIEILLE, *L'exode rural, Etudes de comptabilité nationale*, avril 1960, pp. 57-130, p. 107.

Tableau 45 - FINISTERE - Enseignement secondaire privé et maintien à la terre

	anciens élèves de l'enseignement secondaire privé		anciens élèves de l'enseignement secondaire public	
	garçons	filles	garçons	filles
<i>taux d'entrée dans l'agriculture</i>				
des titulaires du niveau C.E.P.....	85	80	54	56
des titulaires du niveau B.E.P.C.....	75	50	48	36
<i>taux de maintien dans l'agriculture</i>				
des titulaires du niveau C.E.P.....	38	28	57	41
des titulaires de la formation agricole courte... de l'ensemble des jeunes entrés dans l'agriculture.	53	-	75	-
	51	38	51	46

On sait que l'entrée dans l'agriculture correspond en fait dans beaucoup de cas à une entrée dans l'enseignement agricole à temps partiel. Comme cet enseignement est assuré par des institutions privées (les unes catholiques, les autres non confessionnelles, les Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation dont l'idéologie est également plutôt favorable au maintien à la terre), elles recrutent plutôt des anciens élèves des C.E.G. privés. Ceci explique en grande partie pourquoi l'enseignement privé "favorise" l'entrée dans l'agriculture dans certaines catégories de formation. Mais cette orientation à la fois vers l'enseignement agricole et vers le métier agricole n'est souvent que provisoire. En cours de vie active, les jeunes issus de l'enseignement privé se détournent plus que les autres de l'agriculture ; le taux de maintien plus faible observé chez les garçons du cycle agricole court privé n'est significatif qu'à un niveau de probabilité proche de 5 %.

Concluons que le choix du métier agricole serait peut-être plus fréquent chez les jeunes qui ont fréquenté certains types d'enseignement secondaire privé (premier cycle général et cycle agricole court). Mais le résultat est sans doute imputable non pas à l'idéologie diffusée par cet enseignement mais à la dimension, en moyenne plus grande, des exploitations d'où sont issus les élèves de ces écoles. Si le taux de fréquentation des écoles secondaires privées est toujours très élevé dans les exploitations légumières, il augmente dans les autres cas avec la dimension des exploitations. Le fait que dans toutes les catégories d'exploitations les filles fréquentent davantage l'enseignement privé n'implique pas que globalement elles se maintiennent plus souvent à la terre.

Tableau 46 - FINISTERE - Cas des jeunes qui ont commencé à travailler à temps complet :
taux de fréquentation de l'enseignement privé chez ceux
qui ont fait des études secondaires

	exploitations légumières		exploitations non légumières				
			non spécialisées			spécialisées	
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
garçons.....	77	84	53	53	55	86	78
filles.....	95	92	62	70	71	91	85

Environ la moitié (48 %) des jeunes finis-
tériens restés à la terre sont d'anciens élèves des
Maisons Familiales et Instituts Ruraux d'Education
et d'Orientalion. C'est souligner l'importance de
ce système scolaire, et de son idéologie, pour l'é-
volution du nombre de paysans et de leur manière de
penser et d'agir.

Conclusion du chapitre 2

Les modèles d'orientation d'emploi varient
en Bretagne selon les départements. Le choix du mé-
tier agricole est plus fréquent en Ile-et-Vilaine
que dans le Finistère et dans le premier de ces
départements l'orientation hors de l'agriculture se
fait plus souvent en cours de vie active - par sortie
hors de l'agriculture - qu'à la sortie de l'école -
par non-entrée.

Surtout, et ceci explique en grande partie
cela, la façon dont les jeunes se répartissent entre
les secteurs d'activité dépend de la nature et du
niveau du savoir acquis à l'école. Les observations
faites pour l'agriculture bretonne peuvent être réca-
pitulées comme suit en tenant compte de variations
selon le sexe des enfants et selon la taille de
l'exploitation des parents.

1 - Formations qui font le plus entrer, ou rester,
dans l'agriculture bretonne

- formation primaire

1 - Elle fait entrer dans l'agriculture dans environ
4 cas sur 5 en Ile-et-Vilaine et 3 cas sur 4 dans
le Finistère.

2 - Elle fait entrer autant les filles que les garçons.

3 - Que ce soit pour les garçons ou les filles, elle
oriente d'autant plus vers l'agriculture que la sur-
face de l'exploitation des parents est plus grande
(environ 9 cas sur 10 au-delà de 20 ha en exploita-
tions non légumières et au-delà de 10 ha en exploi-
tations légumières).

4 - Dans plus de la moitié des cas, elle ne retient
pas dans l'agriculture ceux qui y sont entrés.

5 - Elle ne retient sans doute pas plus les garçons que les filles.

6 - Pour l'ensemble groupé des filles et des garçons, elle détourne le plus de l'agriculture sur les petites surfaces, elle retient dans au plus la moitié des cas au-delà de 20 ha.

- formation agricole courte (1)

. formation acquise en suivant un enseignement permanent :

1 - Elle fait entrer dans l'agriculture.

2 - Elle orienterait plus les garçons que les filles vers l'agriculture (proposition testée seulement dans le Finistère).

3 - Pour l'ensemble groupé des garçons et filles, l'orientation vers l'agriculture augmente avec la surface des exploitations (proposition testée seulement dans le Finistère, pour les exploitations non légumières).

. formation acquise en suivant tantôt un enseignement permanent, tantôt un enseignement alternant et tantôt des cours post-scolaires :

4 - Elle retient environ la moitié des enfants entrés dans l'agriculture.

5 - Elle retient autant de filles que de garçons en Ille-et-Vilaine, moins de filles que de garçons dans le Finistère.

6 - Pour l'ensemble groupé des filles et garçons (2), elle retient d'autant plus que la surface est grande. Elle n'empêche pas que plus de la moitié des enfants se détournent de l'agriculture au-dessous de 20 ha (cas des exploitations non légumières).

7 - La formation agricole ne retient plus que la formation primaire qu'au-delà de 20 ha en Ille-et-Vilaine et que dans les plus grandes exploitations légumières du Finistère.

2 - Formations qui font le moins entrer, ou rester, dans l'agriculture bretonne

Les propositions suivantes se fondent essentiellement sur les résultats du Finistère

- formation générale secondaire de premier cycle

1 - Elle fait entrer dans l'agriculture dans la moitié des cas.

(1) Il n'y a pas assez de cas de formation agricole moyenne et longue dans les enquêtes pour en traiter.

(2) La distinction selon les sexes n'a pas été testée pour chaque classe de surface en raison du faible nombre de cas.

- 2 - Le taux d'entrée est peu différent pour les garçons et les filles.
- 3 - Pour l'ensemble groupé des garçons et des filles, l'orientation vers l'agriculture augmente avec la surface, dans les exploitations non légumières.
- 4 - Elle ne retient dans l'agriculture qu'une petite minorité de ceux qui y sont entrés.
- 5 - Elle ne retient ni les garçons, ni les filles.

- formation générale secondaire de deuxième cycle

Quelle que soit la dimension de l'exploitation des parents, qu'il s'agisse de garçons ou de filles, elle fait peu entrer dans l'agriculture bretonne et n'y retient pas, sauf cas exceptionnels.

- formation technique courte

Elle exclut de l'agriculture, sauf une minorité de filles dont la formation technique est surtout une formation ménagère, minorité qui par ailleurs est peu différente selon la taille des exploitations.

- formation technique longue, études supérieures

C'est dans ces formations que l'exclusion de l'agriculture bretonne est la plus complète.

Exclusion retardée ou maintien définitif dans l'agriculture

L'analyse précédente éclaire le recrutement de main-d'oeuvre par l'agriculture. Elle en indique le volume global et précise les critères de sélection : sexe, nature et niveau du savoir, dimension de l'exploitation des parents, nombre d'enfants dans la famille. S'il y a un taux global de recrutement, il y a surtout des taux partiels qui varient selon ces critères.

Les données antérieures permettent aussi de distinguer entre recrutement provisoire et recrutement définitif. L'embauche provisoire revêt une grande ampleur (1). C'est que l'entrée dans l'agriculture est en principe libre, n'est pas subordonnée à la possession d'un quelconque diplôme. Si l'emploi agricole en début de vie active n'est pour beaucoup qu'un emploi d'attente, parmi les garçons qui sortent, certains déclarent qu'ils auraient souhaité rester. Ils sont les victimes de la sur-sélection lors de l'entrée dans l'agriculture (2). La sur-sélection se réalise surtout en fonction des perspectives de succession familiale : les héritiers sont ceux des grandes exploitations. Si dans l'opinion traditionnelle ne deviennent agriculteurs que ceux qui ne peuvent pas exercer un autre métier, maintenant la situation est souvent inversée, s'agissant des titulaires de formation basse et courte.

(1) On n'en trouve sans doute pas l'équivalent dans les autres secteurs d'activité économique. Mais par ailleurs, on sait que l'instabilité de l'emploi est toujours grande chez les jeunes.

(2) S'il y a sur-sélection dans l'optique des jeunes qui se font concurrence pour être agriculteur, il y aurait sous-sélection pour un observateur qui estimerait que la minorité des jeunes qui restent dans l'agriculture est encore trop nombreuse.

Le but de ce chapitre est de préciser davantage les caractéristiques des héritiers de l'agriculture. Sont considérés comme tels les jeunes qui sont entrés dans le secteur agricole après l'école et qui s'y trouvent encore lors des enquêtes. Auparavant, on présentera le recrutement provisoire de main-d'oeuvre agricole.

Qu'il soit temporaire ou durable, le recrutement se fait toujours à un âge très jeune. Un mode courant, surtout en Ille-et-Vilaine, d'insertion dans l'agriculture est le suivant. Après la scolarité obligatoire, il y a arrêt des études à temps complet et début de l'exercice du métier agricole. Pour que les parents puissent continuer à percevoir les allocations familiales jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge de 18 ans, celui-ci se trouve inscrit à des cours post-scolaires agricoles ou à un enseignement agricole par alternance. Ainsi, dans les générations 1945-1948 dont à peu près tous les membres ont commencé à travailler, l'essentiel des entrées dans l'agriculture s'est produit entre 14 et 17 ans.

Tableau 47 - FINISTERE - Age d'entrée dans l'agriculture (générations 1945-1948)

	13 ans	14	15	16	17	18	19	20	21	total
garçons.....	12	31	30	12	9	2	2	1	1	100 (n=200)
filles.....	8	20	10	30	20	7	4	1	-	100 (n=155)

SECTION I - L'EXCLUSION RETARDEE

La durée du retard dans l'exclusion

Le passage dans l'agriculture est souvent très court dans les générations étudiées, ce qui semble un fait relativement nouveau. Non seulement les taux de maintien définitif dans l'agriculture sont nettement plus bas que par le passé, mais la durée des maintiens provisoires est plus faible, ce qui est un second aspect de l'exclusion croissante des jeunes hors de l'agriculture.

En Ille-et-Vilaine, un peu plus du tiers sont restés moins de trois ans dans l'agriculture, un peu plus du tiers de trois à quatre ans, un peu moins du tiers ont été actifs agricoles pendant cinq ans et plus. La répartition est à peu près semblable pour les garçons du Finistère. Mais cette fois encore, il y a des différences de comportement

entre garçons et filles du Finistère. Non seulement les filles de Basse-Bretagne se détournent davantage de l'agriculture, mais elles y séjournent moins longtemps quand elles y entrent (moins de trois ans dans 41 % des cas contre 30 % pour les garçons).

Lorsque les entrées correspondent à un temps d'activité agricole très court, la distinction entre non-entrée et sortie peut paraître arbitraire. En fait, la durée du passage dans le secteur agricole a été d'au moins 1 an pour la quasi-totalité des jeunes entrés et sortis.

La durée d'activité agricole ne correspond qu'à la durée de fréquentation de l'enseignement agricole par alternance pour les jeunes qui prennent un emploi non agricole immédiatement après avoir terminé cet enseignement. Dans le Finistère, c'est le cas d'un tiers des filles contre 13 % seulement des garçons. Ceci renvoie à la question des diverses fonctions exercées par le cycle court agricole.

Tableau 48 - Jeunes qui sont entrés dans l'agriculture puis en sont sortis ; durée de passage dans le secteur agricole

	3 mois à 1 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans et plus	total
<i>Finistère</i>									
- total.....	4	15	16	16	18	13	9	9	100 (n=372)
% cumulés....		19	35	51	69	82	91	100	
- dont filles..	6	20	15	17	18	12	6	6	100 (n=189)
% cumulés ...		26	41	58	76	88	94	100	
<i>Ille-et-Vilaine</i>									
- total.....	7	12	16	20	16	12	11	6	100 (n=189)
% cumulés....		19	35	55	71	83	94	100	

La situation d'attente dure en moyenne moins longtemps pour les filles que pour les garçons parce qu'elles entrent plus tard dans l'agriculture et qu'elles en sortent plus tôt. Les changements d'emploi survenus jusqu'à la date des enquêtes (donc au plus tard avant 25 ans) ont plus souvent eu lieu avant 20 ans chez les filles que chez les garçons (93 % contre 60 % en Ille-et-Vilaine, 66 % contre 43 % dans le Finistère). Un nombre assez important de garçons restent encore dans l'agriculture en attendant le service militaire, que celui-ci soit ou non réellement effectué (1). En

(1) Dans le Finistère, parmi les garçons entrés dans l'agriculture, 232 ont accompli leur service militaire lors de l'enquête alors que 54 autres ont été ajournés ou réformés.

Ille-et-Vilaine, parmi les 85 garçons qui ont terminé leur service militaire depuis au moins un an, 36 ont pris un emploi non agricole après avoir été actifs agricoles : dans 21 cas, soit plus de la moitié, ils l'ont fait durant l'année qui a suivi le service. La proportion est peu différente dans le Finistère (61 sur 90).

Chez les garçons comme chez les filles, le retard dans l'exclusion de l'agriculture varie *selon la formation* comme le montre l'exemple du Finistère. Dans 6 cas sur 10 les garçons titulaires d'une formation générale secondaire ou technique sont restés moins de trois ans dans l'agriculture. Quant à la sortie avant 20 ans, elle survient dans environ 1 cas sur 3 (35 %) en formation agricole courte contre 1 cas sur 2 (49 %) en formation primaire. Toutes choses égales par ailleurs, le cycle agricole court maintiendrait plus longtemps dans l'agriculture que le seul niveau primaire (1). Par contre, chez les filles, non seulement le B.A.A. ne retient pas plus que le C.E.P., mais il retiendrait moins longtemps (74 % de sorties avant 20 ans contre 68 %). En fait, les différences entre formation primaire et formation agricole ne sont significatives ni pour les garçons, ni pour les filles.

Dans tous les cas, la question se pose de savoir pourquoi l'exclusion est retardée.

Pourquoi l'exclusion est-elle retardée ?

Ceux qui entrent dans l'agriculture peuvent être répartis en trois groupes.

Un *premier groupe* comprend ceux qui n'ont pas l'intention de rester. Ils ont été obligés d'entrer dans l'agriculture soit parce qu'ils ne trouvaient pas d'autre emploi soit parce qu'ils étaient trop jeunes pour accéder aux emplois non agricoles (avant le service militaire ; cf. supra) ou pour entrer dans les centres de formation pour adultes ou pour bénéficier des aides du F.A.S.A.S.A. à l'acquisition d'une qualification. Ils ont pu être accueillis temporairement dans l'exploitation de leurs parents car en agriculture artisanale, il y a toujours de quoi s'occuper, même sur les petites surfaces. Mais cette

(1) Ceci a été observé également en Ille-et-Vilaine dans la population particulière des "mutants" qui ont sollicité entre 1964 et 1969 les aides à la formation du F.A.S.A.S.A. (P. DAUCE, G. JEGOUZO et Y. LAMBERT, document cité de mai 1971, p. 12 de la 2^e partie).

solution est parfois refusée par des jeunes qui ayant acquis un C.A.P. ou un B.E.P.C. croient déchoir en devenant, même provisoirement, ce qu'ils appellent des "culs-terreux" ; ceci vaut surtout pour l'Ille-et-Vilaine où les diplômes étant plus rares en milieu agricole ont plus de prestige.

Hormis ces cas, le *secteur familial de l'agriculture contribue à réduire le taux de chômage dans les activités non agricoles*. On constate de fait qu'il est assez rare que les jeunes d'origine agricole soient chômeurs. Parmi ceux qui ont un emploi non agricole lors des enquêtes d'Ille-et-Vilaine et du Finistère, seulement 3 et 7 % des garçons, 6 et 8 % des filles ont connu une ou plusieurs périodes de chômage, c'est-à-dire d'inactivité accompagnée de recherche d'un emploi.

Un *second groupe*, assez proche du précédent, comprend ceux qui hésitent entre l'agriculture et les activités non agricoles. Ils viennent hésiter dans l'agriculture. Il faut souligner ici l'inorganisation de l'orientation professionnelle en milieu agricole. Cette carence est source de désarroi et suscite des réactions de repli. Certains parents pensent "qu'on veut enlever les enfants des agriculteurs et en faire des chômeurs".

Le *troisième groupe* des entrants est celui des jeunes qui souhaitent faire carrière dans l'agriculture (1). Si on peut entrer facilement dans l'agriculture, il est moins aisé de s'y maintenir. Car s'il y a toujours une certaine offre d'emploi, ce l'est souvent à un taux de revenu très faible, compte tenu en particulier de la dimension de l'exploitation familiale. Les jeunes en prennent conscience plus vite actuellement car la société de consommation les oblige à avoir plus rapidement un revenu à consommer (2).

Finalement, l'exclusion retardée de l'agriculture a en grande partie pour rôle de faciliter l'équilibre conjoncturel de l'emploi. Elle n'est pas retardée au-delà de ce qu'exige cet équilibre ; les enfants d'agriculteurs ne sont pas "enlevés" tant qu'ils risquent d'être des chômeurs.

(1) Les trois groupes apparaissent bien parmi les 26 garçons du Finistère qui sont actifs agricoles à temps partiel lors de l'enquête : 9 veulent rester, 8 veulent sortir, 7 hésitent ; il y a 2 cas non précisés.

(2) Une présentation plus détaillée des motifs qu'ont les jeunes de sortir de l'agriculture a été faite dans un autre document (n° 3928 de Notes et Etudes Documentaires, p. 14 sq.)

SECTION II - LE MAINTIEN DEFINITIF DANS L'AGRICULTURE ; LA CONDITION PAYSANNE COMME SOURCE D'EXCLUSION SOCIALE ET CULTURELLE

Le caractère définitif du maintien peut varier non seulement selon l'âge, le sexe, la formation, la dimension de l'exploitation des parents ou la taille de la famille comme l'ont montré les analyses antérieures, mais aussi selon l'état matrimonial, le statut dans l'emploi agricole. On retrouve là les caractéristiques habituelles de la mobilité. A la date des enquêtes, la probabilité de maintien définitif dans l'agriculture est la plus forte chez ceux qui sont nés de 1945 à 1948, chez ceux qui sont mariés et chefs d'exploitation, chez les jeunes aides familiaux héritiers des grandes exploitations. Aucun exploitant masculin n'envisage de changer d'emploi, ce qui est conforme au comportement traditionnel de cette catégorie de travailleurs agricoles.

Tableau 49 - Jeunes finistériens qui sont restés dans l'agriculture jusqu'à la date des enquêtes : % de ceux qui déclarent envisager de partir (a)

- selon le sexe.....	garçons.....	20					
	filles.....	27					
- selon l'âge.....		1945-1948	1949-1952				
	garçons.....	9	27				
	filles.....	11	36				
- selon l'état matrimonial.....		célibataires	mariés				
	garçons*	22	4				
	filles.....	41	6				
- selon le statut.....		chefs d'exploitation	aides familiaux	salariés			
	garçons..	0	21	35			
	filles...	5	40	-			
- selon la formation la plus élevée*		formation primaire	formation agricole courte				
	garçons.....	26	18				
	filles.....	42	37				
- selon la taille de l'exploitation des parents (cas des aides familiaux)							
		exploitations légumières	exploitations non légumières				
			. non spécialisées	. spécialisées			
		< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus			
				10-20 ha	20 ha et plus		
garçons...	14	19	67	29	20	20	4
filles....	42	27	67	37	36	25	

(a) quand il y a une astérisque, les différences ne sont pas significatives à un niveau de probabilité de 1 %. Pour le critère taille de l'exploitation, les conditions d'utilisation du test ne sont pas réunies.

Le maintien définitif, qui est le résultat d'une sur-sélection dans certaines catégories de formation, n'est pas exempt de certaines exclusions : du mariage pour certains, du savoir pour beaucoup.

1 - Maintien définitif et exclusion du mariage

Dans le *Finistère*, les filles ont déjà davantage quitté l'agriculture que les garçons. En outre, les plus jeunes qui y sont restées jusqu'à présent prévoient de partir plus souvent que les garçons.

Les projets déclarés de sortie sont deux fois plus fréquents chez les filles célibataires (41 %) aides familiales (40 %) que chez les garçons célibataires (22 %) aides familiaux (21 %). Le déséquilibre des sexes a ainsi tendance à s'accroître, ce qui accroît le risque de célibat définitif pour les garçons qui se maintiennent définitivement dans l'agriculture.

Lors de l'enquête, le taux de célibat à 21-26 ans est déjà plus élevé chez ceux qui sont restés à la terre que chez ceux qui ont pris un emploi non agricole (78 % contre 57 %). Les filles qui se sont mariées n'ont épousé un agriculteur que dans 14 % des cas (1).

En *Ille-et-Vilaine*, la situation diffère. L'enquête ne fait pas apparaître de différences significatives selon les sexes dans les taux d'orientation hors de l'agriculture. Parmi les filles qui se sont mariées, une sur quatre a épousé un agriculteur.

L'ampleur avec laquelle l'exclusion provisoire ou définitive du mariage atteint ceux qui restent définitivement dans l'agriculture bretonne, peut être mesurée, grâce au recensement démographique de 1968, pour des générations antérieures à celles étudiées : celles nées de 1924 à 1933 (2). Alors que le taux de célibat à 35-44 ans est, en Bretagne, de 13 % chez les travailleurs non agricoles, il s'élève à 22 % chez les exploitants agricoles et les aides familiaux. Il y a 68 % de plus de célibataires chez les paysans qu'en milieu non agricole.

(1) Sur 100 filles d'agriculteurs qui se sont mariées en France en 1969, 21 ont épousé un agriculteur ou un salarié agricole. G. JEGOUZO, L'ampleur du célibat chez les agriculteurs, *Economie et Statistique*, n° 34, mai 1972, pp. 13-22.

(2) Dépouillement particulier effectué par la Direction Régionale de Rennes de l'I.N.S.E.E. à la demande de l'I.N.R.A. Il s'agit d'un sondage au 3/4. Les salariés agricoles sont isolés des agriculteurs exploitants mais aucune distinction n'est faite au sein du groupe des actifs non agricoles.

C'est dans l'agriculture finistérienne que l'exclusion du mariage est la plus forte. Dans ce département, il y a 108 % de plus de célibataires en agriculture, contre 58 % dans le Morbihan, 55 % dans les Côtes-du-Nord et 37 % seulement en Ille-et-Vilaine. De ce point de vue encore, les deux départements étudiés se trouvent dans des situations extrêmes. A peu près un paysan finistérien sur trois est célibataire à 35-44 ans contre un sur quatre dans le Morbihan, un sur cinq dans les Côtes-du-Nord et un sur huit en Ille-et-Vilaine

Tableau 50 - Taux de célibat masculin à 35-44 ans, dans les générations 1924-1933

	Côtes-du-Nord	Finistère	Ille-et-Vilaine	Morbihan	Bretagne
chez les exploitants agricoles et les aides familiaux.....	21	31	13	24	22
chez les actifs non agricoles.....	14	15	9	15	13

Source : recensement de population de 1968.

Dans chaque département, l'exclusion du mariage atteint inégalement les paysans des diverses zones comme le montre la carte des taux de célibat par canton. La situation est la plus critique dans le Nord-Finistère, dans la région du Cap Sizun et du Pays Bigouden et dans les confins Finistère-Morbihan. Les paysans célibataires sont les moins nombreux dans le Bassin de Rennes et à l'est de l'Ille-et-Vilaine. Il y a à nouveau une *opposition d'ensemble entre la Basse-Bretagne et la Haute-Bretagne*, le pourcentage le plus fréquent de paysans célibataires étant de 20 à 30 % à l'Ouest et de 10 à 20 % à l'Est. A l'Ouest, la proportion de paysans célibataires est presque toujours supérieure au taux breton de célibat des actifs non agricoles, alors qu'elle lui est souvent inférieure à l'Est.

Un autre enseignement important du recensement démographique est que *le taux de célibat des paysans varie selon la surface des exploitations*. A 35-44 ans, il est de 49 % dans les exploitations de moins de 5 ha sans productions spécialisées et de 31 % entre 5 et 10 ha. Mais il s'abaisse à 20 % entre 10 et 15 ha, à 19 % entre 15 et 20 ha et n'est plus que de 15 % entre 20 et 50 ha. Malgré les erreurs aléatoires (1), la tendance ne fait pas de doute. Les paysans installés sur les plus grandes exploitations

(1) Il s'agit ici de résultats d'un sondage au 1/20^{ème}. Ce dépouillement particulier a été fait aussi à la demande de l'I.N.R.A.

Figure n° 7 - Taux cantonaux de célibat à 35-44 ans, chez les exploitants agricoles et les aides familiaux nés de 1924 à 1933.

ont autant de chances de se marier que la moyenne des actifs non agricoles, alors que les chances sont deux fois ou trois fois plus faibles en dessous de 10 ha. Le célibat agricole est essentiellement celui des petits paysans, ceux de moins de 10 ha dans les générations considérées.

Dans une précédente étude faite pour l'ensemble de la France (1), nous avons émis l'hypothèse qu'après s'être développé après les années 1950, le célibat en agriculture baisserait dans les générations nées après 1950, celles-ci prenant plus vite conscience du refus des filles d'épouser des paysans. Constate-t-on dans nos enquêtes bretonnes que l'écart entre garçons et filles dans les taux d'orientation non agricole tend à se réduire d'un groupe de générations à l'autre ? Dans le Finistère, sur 100 garçons et filles nés entre 1945-1948 (a) et 1949-1952 (b), le nombre à 18 ans d'actifs agricoles est de :

	garçons	filles	différence
(a)	44	35	9
(b)	27	21	6

Le déséquilibre est effectivement moins accentué dans les plus jeunes générations. Mais cette observation n'est pas suffisante pour vérifier l'hypothèse émise. Comme par ailleurs la situation sociale d'Ille-et-Vilaine tend à reproduire avec du retard celle du Finistère, il est très probable que le célibat agricole augmente à l'avenir en Haute-Bretagne.

2 - Maintien définitif et exclusion du savoir

L'une des caractéristiques moyennes de la population des agriculteurs français est d'être généralement dépourvue de formation professionnelle, contrairement aux exploitants allemands, anglais ou hollandais. Il y a sans doute là une cause fondamentale de moindre compétitivité de notre agriculture. La formation scolaire des chefs d'exploitation est encore plus faible en Bretagne que dans l'ensemble de la France. L'Ille-et-Vilaine se situe même à l'avant-dernier rang de tous les départements français (2).

La politique de développement de l'enseignement agricole secondaire conduite depuis 1960 vise à remédier à cette situation. "Un haut degré

(1) article cité de mai 1972.

(2) Cahiers de Statistique Agricole, n° 156, mai-juin 1970, pp. C 29 à C 35.

de priorité" est accordé à la poursuite de cette croissance par la Commission de l'Education du 6^e Plan. Le groupe de travail professionnel qui, lors de la préparation du 6^e Plan pour la Bretagne, a étudié l'enseignement et la formation professionnelle en agriculture, a estimé quant à lui que dorénavant il était souhaitable d'avoir au minimum le B.T.A. pour devenir agriculteur. Ce souhait est bien éloigné de la réalité.

On constate en effet que dans la mesure où les jeunes de l'agriculture ont reçu une formation agricole - ils ne sont pas tout à fait la moitié dans ce cas en Ille-et-Vilaine et chez les filles du Finistère - elle est généralement de niveau B.A.A. (1). Il a été établi précédemment que plus le savoir scolaire est élevé chez les enfants d'agriculteurs, plus la probabilité d'être agriculteur est faible. L'exclusion du savoir atteint plus souvent ceux qui se font paysans. Le tableau 51 fournit le détail des comparaisons.

Tableau 51 - Formations scolaires comparées, à la date des enquêtes, des actifs agricoles et des actifs non agricoles

	garçons		filles	
	actifs agricoles	actifs non agricoles	actives agricoles	actives non agricoles(1)
<i>Ille-et-Vilaine</i>				
niveau primaire.....	45	59	47	42
formation technique.....	1	9	1	10
formation agricole.....	49	22	45	29
études générales secondaires et supérieures.....	5	10	7	19
total.....	100	100	100	100
	(n=80)	(n=171)	(n=90)	(n=169)
<i>Finistère</i>				
niveau primaire.....	24	14	31	16
formation secondaire du 1 ^{er} cycle	4	11	9	10
formation secondaire du 2 ^e cycle	-	6	2	8
formation technique courte....	4	42	14	37
formation technique longue....	1	5	-	4
formation agricole longue.....	49	14	39	12
formation agricole moyenne et longue.....	18	3	5	4
études supérieures.....	-	5	-	9
total.....	100	100	100	100
	(n=193)	(n=533)	(n=125)	(n=423)

(1) inactives exclues

L'ampleur de l'exclusion varie selon les départements, elle est plus accentuée en Ille-et-Vilaine que dans le Finistère. Le détail de la situation à la date des enquêtes est présenté en annexe. La répartition des actifs agricoles selon la formation sco-

(1) Des informations précises seront fournies prochainement sur l'orientation d'emploi des titulaires du B.T.A.

laire changera peu ultérieurement car on a vérifié pour le Finistère que les projets de sortie ne sont pas significativement différents en niveau primaire et en formation agricole courte. Les différences entre les deux départements étudiés peuvent être résumées comme suit.

Il y a dans le Finistère :

- moins souvent le seul niveau primaire,
- plus souvent une formation agricole,
- plus souvent une formation agricole courte précédée d'un premier cycle d'enseignement général,
- moins rarement une formation agricole de cycle moyen et long.

Là où la scolarisation des enfants d'agriculteurs s'élève, la formation scolaire des jeunes actifs agricoles s'accroît, mais l'accroissement de la scolarisation profite encore plus aux secteurs non agricoles.

Quel que soit le département, le degré auquel les jeunes actifs agricoles sont exclus du savoir diminue lorsqu'augmente la taille des exploitations sur lesquelles ils travaillent ou dont ils sont issus, puisque l'influence de l'éducation sur le maintien dans l'agriculture varie selon ce facteur. D'une génération à l'autre, le processus tend à se reproduire ; les parents qui sont installés sur les plus grandes exploitations ont en moyenne une formation meilleure ; leurs fils qui se destinent à l'agriculture acquièrent plus souvent une formation professionnelle et s'installent à leur tour sur les plus grandes exploitations. Le pourcentage de jeunes actifs agricoles de niveau primaire diminue quand la surface augmente.

	exploitations légumières		exploitations non légumières		
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus
garçons.....	39	8	47	24	22
filles.....	27	22	50	33	23

L'exclusion du savoir qui atteint les travailleurs de la terre, selon une intensité variable, a-t-elle tendance à diminuer dans le temps ? Quand on compare la formation des pères et la formation des fils qui restent dans l'agriculture, on voit que les jeunes générations d'agriculteurs se sont beaucoup plus souvent préparé à exercer leur métier (tableau 42 pour le Finistère). Mais ceci ne suffit pas à donner une réponse complète à la question posée. Pour chaque niveau de réussite scolaire à l'école primaire, la probabilité d'accéder aux études longues est certainement moins faible aujourd'hui qu'elle ne l'était autrefois. Or, échapper davantage à l'élimination scolaire c'est aussi se détourner davantage de l'agriculture. Si écrémage

il y a, comme on le répète souvent, il se produit sans doute davantage maintenant qu'autrefois. On peut donc penser que la proportion des travailleurs de la terre qui ont un niveau culturel élevé est moins forte dans les jeunes générations. Le retard culturel des paysans aurait tendance à se perpétuer, tout au moins dans les régions de petite culture comme la Bretagne. Il y a là un facteur de maintien, à la génération suivante, des inégalités sociales face à l'école.

De nombreuses institutions de formation des adultes ont été créées en milieu agricole pour remédier à l'exclusion du savoir scolaire. Leur utilité sera encore grande dans l'avenir si ce qui vient d'être dit traduit bien la réalité.

Tableau 52 - FINISTERE - Formation des pères et formation des fils qui restent dans l'agriculture

formation des pères des fils qui restent dans l'agriculture	école primaire	1 ou 2 années après le primaire	3 ou 4 années après le primaire ou niveau brevet	seconde et au-delà	formation technique	formation agricole en école	total
niveau primaire...	45	1					46
formation générale secondaire du 1er et 2è cycles.....	4		1		1		6
formation technique courte.....	4	3					7
formation technique longue.....			1	1	1		3
formation agricole courte.....	81	6	3		2		92
formation agricole de cycle moyen....	11	3	5			2	21
formation agricole de cycle long.....	9	3					12
total.....	154	16	10	1	4	2	187

Comme cause ou conséquence des exclusions précédentes, *l'exclusion du bien-être* menace une partie de ceux qui restent dans l'agriculture. Si ces futurs actifs agricoles sont surtout les héritiers des "grandes" exploitations, il y a aussi des projets de maintien définitif sur les petites surfaces. Ces jeunes ne sont-ils pas déjà condamnés à la pauvreté ? La surface sur laquelle les aides familiaux travaillent lors des enquêtes n'est pas toujours celle sur laquelle ils s'établiront comme chefs d'exploitation. On peut cependant noter que dans le Finistère, 29 % des aides familiaux qui ne forment pas explicitement le projet de sortir de l'agriculture se trouvent sur des exploitations non légumières de moins de 20 ha. La proportion de futurs petits exploitants est encore plus élevée en Ille-et-Vilaine où la concentration des exploitations s'effectue plus lentement.

Conclusion du chapitre 3 - L'agriculture bretonne va connaître un déclin très rapide du nombre de ses jeunes travailleurs

Trois faits y concourent : dans les générations nées après la seconde guerre mondiale, les taux d'orientation vers l'agriculture sont devenus très bas ; ils continuent de s'abaisser de génération en génération ; enfin, il y a de moins en moins d'enfants à naître dans la population agricole.

1 - Dans les générations 1945-1955, le choix du métier agricole n'est le fait que d'une petite minorité, minorité particulièrement faible dans le Finistère. Dans ce département, si on tient compte des projets professionnels déclarés par ceux qui n'ont pas encore commencé à travailler et par ceux qui sont restés jusqu'à présent dans l'agriculture, il y aura au maximum 17 % de garçons et 10 % de filles qui choisiront définitivement le métier agricole.

On peut calculer, à titre d'hypothèse, quel est le taux de renouvellement des exploitants quand chez leurs enfants le taux d'activité agricole atteint les valeurs indiquées. La taille moyenne des familles étudiées est de 3,5 enfants. Le renouvellement est total quand il y a deux enfants à succéder, donc quand le taux d'activité est de $2/3,5$ soit 57 %. Si ce taux s'abaisse à 15-20 %, le taux moyen de renouvellement, toutes catégories de surface comprises, n'est plus que d'environ 25 à 30 %.

Un tel taux de renouvellement, déjà bas, s'abaissera davantage à l'avenir puisque la taille moyenne des familles agricoles diminue et que d'une génération à l'autre, le taux d'activité agricole des enfants décline.

2 - Aussi bien en Ille-et-Vilaine que dans le Finistère, les taux d'activité agricole sont plus bas dans les jeunes générations que dans les plus anciennes :

	garçons				filles			
	nés de 1945 à 1948		nés de 1949 à 1952		nés de 1945 à 1948		nés de 1949 à 1952	
	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)	(a)	(b)
à 15 ans.....	36	61	20	48	16	56	11	46
à 16 ans.....	42	60	25	50	25	56	18	50
à 17 ans.....	48	57	28	44	35	52	23	44
(a) : Finistère (b) : Ille-et-Vilaine								

3 - Quant à la chute des naissances dans la population agricole bretonne, elle peut être illustrée par la diminution, au cours des vingt dernières

années, du nombre des allocations prénatales - 3^e fraction-versées aux personnes non salariées qui relèvent des prestations familiales agricoles.

Comme il ne s'agit que d'une approximation du nombre des naissances, il ne faut considérer que l'allure générale des courbes de la figure 8. Le nombre annuel des naissances est passé d'environ 10 000 vers 1952-1955 à environ 9 000 vers 1961-1965. Il est maintenant inférieur à 5 000. La chute est devenue très rapide depuis quelques années. Le déclin se manifeste dans chaque département breton mais il a été plus précoce et plus important dans le Finistère.

Les naissances dans les familles paysannes représentent actuellement en Bretagne environ 15 % du total des naissances. En supposant que 20 % seulement de ces enfants d'agriculteurs travaillent dans l'agriculture à l'âge de 30 ans, c'est-à-dire en l'an 2000 (hypothèse de stabilité des comportements actuels mais les comportements futurs seront peut-être différents), à cette date 3 % seulement des générations 1970 auraient un emploi dans le secteur agricole. Lorsqu'il n'y a plus d'enfants à naître en milieu agricole, l'activité agricole traditionnelle tend à disparaître si elle ne recrute pas de main-d'oeuvre dans les autres milieux sociaux.

Figure n° 8 - La chute des naissances dans les familles paysannes entre 1952 et 1971

La relégation sociale hors de l'agriculture

La relégation scolaire est source de relégation sociale. Lorsque les jeunes d'origine agricole sont issus de régions sous-industrialisées, comme la Bretagne, ils risquent en plus d'être contraints d'aller grossir les rangs de la population ouvrière des grands pôles nationaux de développement.

Quelle est l'ampleur prise dans les générations étudiées par la relégation sociale ? Y a-t-il transplantation prolétarienne des jeunes issus de l'agriculture bretonne ?

On ne répondra à ces questions que pour une fraction d'existence professionnelle, celle qui s'est écoulée entre la sortie de l'école et la date des enquêtes. *Les situations décrites ne correspondent qu'à des débuts de carrière, entre 15 et 25 ans environ.* La distribution selon le nombre d'années d'activité non agricole est donnée par le tableau 53. La grande majorité (de 80 à 90 %) travaille hors de l'agriculture depuis au moins un an, sauf chez les filles d'Ille-et-Vilaine entrées et sorties. Mais peu dépasse 5 ans d'ancienneté, tout au moins parmi les jeunes entrés et sortis.

Tableau 53 - Ancienneté hors de l'agriculture

	Finistère				Ille-et-Vilaine			
	garçons non- entrés	garçons entrés- sortis	filles non- entrées	filles entrées- sorties	garçons non- entrés	garçons entrés- sortis	filles non- entrées	filles entrées- sorties
moins d'un an..	11	21	12	15	18	22	14	34
1 à 5 ans.....	61	66	71	74	57	70	64	59
au-delà de 5 ans	28	13	17	11	25	8	22	7

Dans ce chapitre, les jeunes qui sont en cours d'apprentissage non agricole lors des enquêtes sont pris en compte, sauf indication contraire.

SECTION I - MESURE DE L'AMPLEUR DE LA RELEGATION SOCIALE

Les jeunes passés dans les secteurs non agricoles ont été classés selon les "catégories socio-professionnelles" définies par l'I.N.S.E.E. On a convenu qu'il y avait relégation sociale lorsqu'ils étaient "ouvriers" (ouvriers qualifiés, ouvriers spécialisés, manoeuvres, apprentis, marins et pêcheurs) et "personnels de service" (femmes de ménage, bonnes à tout faire, filles de salle, agents hospitaliers, serveuses). Les vendeuses et auxiliaires de magasin sont des "employées de commerce" et à ce titre font partie des "classes moyennes" et non pas des "classes populaires", ce qui est une convention contestable.

La position sociale étant en grande partie liée au diplôme, présentons d'abord les formations possédées lors de l'accès aux activités non agricoles.

Le savoir scolaire lors de l'arrivée sur le marché du travail non agricole

Du fait de la sous-scolarisation de base des enfants d'agriculteurs, l'exclusion du savoir scolaire n'épargne pas les exclus de l'agriculture. Ceci est le plus manifeste chez les entrés-sortis. Environ 70 % d'entre eux dans le Finistère et 90 % en Ile-et-Vilaine n'ont qu'un niveau de C.E.P. ou de B.A.A., c'est-à-dire sont voués aux plus basses tâches d'exécution. Ces formations sont rares ou moins fréquentes chez les non-entrés (15 % des garçons et 21 % des filles dans le Finistère, 40 et 48 % en Ile-et-Vilaine). Mais les non-entrés sont également voués à des tâches subalternes puisque la plupart n'ont qu'une formation basse ou courte : 78 % des garçons et 71 % des filles du Finistère, 81 et 68 % en Ile-et-Vilaine.

Au-dessus, il y a la minorité des non-entrés qui possèdent les diplômes requis pour accéder aux postes de cadres moyens et, plus rarement, de cadres supérieurs. Au sein même des formations de niveau supérieur, les filières courtes prédominent, avec les filières longues interrompues.

Tableau 54 - Formations de niveau supérieur chez les non-entrés du Finistère

	garçons	filles
supérieur court terminé :		
- B. T. S.....	6	3
- études para-médicales.....	1	14
- formation pédagogique des instituteurs	2	7
- total.....	9	24
supérieur long commencé.....	12	8
supérieur long terminé.....	12	11
total général.....	33	43

Tableau 55 - Formation scolaire la plus élevée chez les jeunes qui se sont détournés de l'agriculture

	garçons		filles	
	non-entrés	entrés-sortis	non-entrées	entrées-sorties
<i>Ille-et-Vilaine</i>				
niveau primaire.....	38	57	36	50
formation technique.....	41	8	18	2
formation agricole.....	2	34	12	46
études générales secondaires et supérieures.....	19	1	34	2
total.....	100 (n=86)	100 (n=104)	100 (n=88)	100 (n=85)
<i>Finistère</i>				
niveau primaire.....	14	31	15	40
formation générale secondaire de 1 ^{er} cycle.....	9	15	10	8
formation générale secondaire de 2 ^e cycle.....	7	2	9	3
formation technique courte.....	54	7	40	18
formation technique longue.....	6	1	5	-
formation agricole courte.....	1	38	6	30
formation agricole de cycles II et III.....	2	5	5	1
études supérieures.....	7	1	10	-
total.....	100 (n=389)	100 (n=183)	100 (n=400)	100 (n=190)

Du fait de leur exclusion de l'école, les travailleurs d'origine agricole semblent constituer une clientèle privilégiée pour les centres de *promotion sociale*. Une politique particulière de promotion a été mise en oeuvre, au titre du F.A.S.A.S.A., en faveur des "mutants agricoles" c'est-à-dire des entrés-sortis (1). Les conditions d'octroi des aides sont même actuellement moins restrictives en Bretagne, celle-ci étant zone de rénovation rurale. Même là où la scolarité des enfants d'agriculteurs est un peu plus satisfaisante comme dans le Finistère, la grande majorité des mutants agricoles relève de la formation de conversion.

(1) A l'occasion de l'application de cette politique, une information est recueillie sur une catégorie de travailleurs issus de l'agriculture. Mais il n'existe pas en France d'information détaillée sur les non-entrés ni sur les entrés-sortis qui ne sollicitent pas l'aide du F.A.S.A.S.A.

Qu'il s'agisse des entrés-sortis ou des non-entrés, la formation la plus souvent acquise par la voie post-scolaire est du niveau le plus bas (niveau V, qualification équivalente à un C.A.P.). Les centres de F.P.A. de premier degré sont les centres les plus fréquentés, spécialement par les mutants (1).

Encore n'est-ce qu'une minorité qui accède à la formation post-scolaire, surtout chez les filles (2). On sait que la F.P.A., principale institution française de formation des adultes, est restée jusqu'à présent presque totalement fermée aux femmes.

Tableau 56 - % de ceux qui ont obtenu, ou qui suivent lors des enquêtes, une formation de promotion sociale

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
parmi les non-entrés.....	15	10	22	17
parmi les entrés-sortis...	44	22	26	9

L'accès à la promotion sociale est inégal à plusieurs égards. Il est d'abord moins fréquent chez les mutants agricoles d'Ille-et-Vilaine que chez ceux du Finistère. L'Ille-et-Vilaine se situe au dernier rang des départements bretons quant au nombre de dossiers d'aides acceptés à la mi-1970 : 1689 (1259 pour les garçons et 430 pour les filles) contre 1870 dans les Côtes-du-Nord (1596 et 274), 2079 dans le Morbihan (1775 et 304) et 2155 dans le Finistère (1649 et 506). On retrouve le classement déjà plusieurs fois rencontré.

Si la promotion sociale vise à faire échec à l'exclusion de l'école, les jeunes en bénéficient inégalement selon leur formation scolaire. La formation post-scolaire est moindre chez les titulaires du niveau C.E.P. que chez les titulaires du niveau B.E.P.C. (surtout dans le cas des filles) et du niveau B.A.A. (surtout dans le cas des garçons). L'intervention du F.A.S.A.S.A. en faveur des mutants

(1) Dans une étude antérieure, nous avons fourni une description plus complète de la formation de conversion reçue par les mutants agricoles d'Ille-et-Vilaine qui ont été candidats aux aides du F.A.S.A.S.A. entre 1964 et fin 1969 (document cité de mai 1971, 2^e partie).

(2) La fréquence de la formation post-scolaire apparaîtrait encore plus faible chez les filles si on tenait compte des inactives car elle est nulle, ou presque nulle, chez celles-ci.

agricoles témoigne des échecs d'une partie du système scolaire, agricole ou non agricole, du sur-développement de l'enseignement agricole court, du sous-développement de l'enseignement technique. Dans le même temps qu'on prépare plusieurs milliers de garçons et filles aux brevets agricoles, on finance les études post-scolaires d'une partie de ceux qui viennent d'obtenir ces diplômes (1).

Tableau 57 - Promotion sociale selon la formation scolaire la plus élevée

	jeunes non-entrés				jeunes entrés et sortis			
	Finistère		Ille-et-Vilaine		Finistère		Ille-et-Vilaine	
	total	avec promotion	total	avec promotion	total	avec promotion	total	avec promotion
garçons								
formation primaire.	21	9	20	5	57	19	53	13
formation agricole courte.....	-	-	2	-	70	40	35	13
formation technique courte.....	210	21	35	5	-	-	9	-
formation générale de 1er cycle.....	31	13	16	6	27	10	1	-
formation générale de 2è cycle.....	-	-			-	-		
filles								
formation primaire.	31	2	28	2	76	4	42	2
formation agricole courte.....	-	-	10	3	58	8	39	5
formation technique courte.....	139	12	16	1	-	-	2	-
formation générale de 1er cycle.....	32	6	30	8	21	7	2	1
formation générale de 2è cycle.....	33	7						

Contribution à la reproduction des classes populaires

Titulaires de formations basses ou courtes, les jeunes issus de l'agriculture accèdent dans leur majorité aux catégories situées au bas de l'échelle sociale, les garçons devenant ouvriers, les filles ouvrières et personnels de service, exception faite des non-entrés dont à peu près 50 % appartiennent aux classes moyennes des employées. A l'opposé, les chances d'accès aux catégories sociales les plus élevées (professions libérales et cadres supérieurs) sont toujours très faibles. Pour établir le degré auquel les jeunes d'origine agricole sont sur-représentés dans les classes populaires et sous-représentés dans les classes supérieures, il aurait fallu connaître le taux d'accès à ces classes des autres jeunes, dans les mêmes générations et aux mêmes âges; cette information fait défaut.

(1) Pour quelques développements, voir notre document de mai 1971.

Tableau 58 - L'accès majoritaire aux classes populaires

% d'ouvriers	% d'ouvrières et de personnels de service
Finistère	Finistère
76 des entrés-sortis lors du premier emploi	71 des entrées-sorties lors du premier emploi
72 des entrés-sortis lors de l'enquête	70 des entrées-sorties lors de l'enquête
72 des non-entrés lors du premier emploi	30 des non-entrées lors du premier emploi
67 des non-entrés lors de l'enquête	26 des non-entrées lors de l'enquête
Ille-et-Vilaine	Ille-et-Vilaine
92 des entrés-sortis lors du premier emploi	91 des entrées-sorties lors du premier emploi
86 des entrés-sortis lors de l'enquête	82 des entrées-sorties lors de l'enquête
79 des non-entrés lors du premier emploi	51 des non-entrées lors du premier emploi
74 des non-entrés lors de l'enquête	46 des non-entrées lors de l'enquête

La relégation dans les basses classes sociales, dans les emplois manuels, est bien en relation avec l'exclusion des formations longues. A peu près uniquement les titulaires des formations basses et courtes sont ouvriers et personnels de service. Les précédents taux d'accès aux classes populaires sont des moyennes qui sont largement dépassées quand il y a eu élimination et relégation scolaires (1).

Tableau 59 - FINISTERE - L'accès aux classes populaires dans les formations basses et courtes (situation à l'enquête)

		formation primaire	formation générale de 1er cycle	formation technique courte	formation agricole courte
% d'ouvriers chez les garçons	non-entrés... entrés-sortis.	91 91	78	83 69	70
% d'ouvrières et de personnels de service chez les filles	non-entrées... entrées-sorties	81 87	44	50	72 84

Ici encore, le destin se joue très tôt. Quand l'âge de sortie de l'école primaire s'élève, la probabilité d'accéder aux classes populaires ou d'être agriculteur augmente (tableau 60). La proportion de garçons ouvriers et paysans passe de 63 % à 91 % quand l'âge de fin d'études primaires passe de 11 ans et moins à 14 ans et plus. Il est frappant de constater que même lorsque la sortie de l'école primaire a lieu à l'âge normal ou en avance, les 2/3 des garçons deviennent des travailleurs manuels, appartiennent aux catégories populaires agricoles et non agricoles.

(1) Si on voulait comparer les taux dans les divers groupes de formation, il faudrait tenir compte des différences entre groupes dans l'ancienneté d'emploi non agricole et dans la fréquence de la promotion sociale.

Tableau 60 - FINISTERE - L'accès aux différentes catégories sociales en fonction de l'âge de sortie de l'école primaire (situation à l'enquête)

	cadres supérieurs et professions libérales	cadres moyens, patrons de l'industrie et du commerce	employés de bureau et de commerce	ouvriers	personnels de service	autres catégories non agricoles	travailleurs de l'agriculture	total
<i>garçons</i>								
11 ans et moins....	4	17	9	44	-	7	19	100 (n=192)
12 ans...	1	5	6	50	1	8	29	100 (n=186)
13 ans...	2	2	7	57	1	6	25	100 (n=97)
14 ans et plus.....	-	2	4	64	1	3	27	100 (n=290)
<i>filles</i>								
11 ans et moins....	7	33	36	6	8	-	10	100 (n=155)
12 ans...	-	9	41	10	20	-	20	100 (n=157)
13 ans...	-	6	27	11	29	-	27	100 (n=63)
14 ans et plus.....	-	2	19	12	32	-	35	100 (n=173)

Chez les filles, le destin social semble plus nettement différencié selon le degré de réussite scolaire précoce. Selon que l'âge de sortie de l'école primaire est de 11 ans et moins ou de 14 ans et plus, 69 % sont cadres moyens ou employées ou 67 % sont actives agricoles ou personnels de service.

Un rapprochement est à faire entre classes populaires agricoles et non agricoles puisque les ouvriers et les paysans, les personnels de service et les paysannes sont sortis à peu près aux mêmes âges de l'école primaire.

L'intensité de la relégation sociale varie-t-elle selon la taille de l'exploitation des parents ? On pourrait le supposer puisque l'élimination et la relégation scolaires diminuent quand la dimension des exploitations augmente (1). Or, la tendance ne s'observe pas à la date de l'enquête. Mais la situation lors de l'enquête ne permet pas de vérifier si la liaison supposée existe ou non car, à cette date, le pourcentage de jeunes ayant commencé à travailler à temps complet est trop variable selon les exploitations. Le fait que plus la taille est élevée moins grande est la fraction de jeunes en activité, incite à conserver l'hypothèse.

(1) Cette idée est émise (mais non démontrée) par G. HOYOIS, *Sociologie Rurale*, Paris, Ed. Universitaires, 1968, p. 151-152.

Tableau 61 - FINISTERE - Catégories sociales des enfants selon la taille de l'exploitation des parents

	exploitations légumières		exploitations non légumières non spécialisées				
	< 10 ha	10 ha et plus	< 10 ha	10-20 ha	20 ha et plus	10-20 ha	20 ha et plus
<i>garçons</i>							
% d'ouvriers.....	49	54	70	65	77	65	73
% de cadres moyens et supérieurs.....	12	20	9	16	8	20	18
% de jeunes qui ont commencé à travailler	68	67	86	75	65	70	61
<i>filles</i>							
% d'ouvrières et de personnels de service (1).....	27	44	53	32	42	17	16
% de cadres moyens et supérieurs.....	19	16	14	20	16	33	42
% de jeunes ayant commencé à travailler.....	75	67	80	75	64	60	49
(1) inactives exclues							

Tableau 62 - FINISTERE - Catégories socio-professionnelles des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture

	cadres supérieurs et professionnels libérales	cadres moyens patrons de l'industrie et du commerce	employés de bureau et de commerce	ouvriers apprentis marins et pêcheurs	personnels de service	autres catégories	total des cas précisés
<i>garçons non-entrés lors du premier emploi.....</i>	3	8	8	72	-	9	100 (n=389)
<i>lors de l'enquête.....</i>	3	11	9	67	-	10	100 (n=388)
<i>garçons entrés-sortis lors du premier emploi.....</i>	-	10	8	76	2	4	100 (n=183)
<i>lors de l'enquête.....</i>	-	15	6	72	2	5	100 (n=182)
<i>filles non-entrées lors du premier emploi.....</i>	3	20	47	8	22	-	100 (n=323)
<i>lors de l'enquête.....</i>	4	21	49	10	16	-	100 (n=323)
<i>filles entrées-sorties lors du premier emploi.....</i>	-	9	20	25	46	-	100 (n=100)
<i>lors de l'enquête.....</i>	-	9	21	27	43	-	100 (n=100)

Tableau 63 - ILLE-ET-VILAINE - Catégories socio-professionnelles des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture

	cadres supérieurs et professions libérales	cadres moyens patrons de l'industrie et du commerce	employés de bureau et de commerce	ouvriers et apprentis	personnels de service	autres catégories	total des cas précisés
<i>garçons non-entrés lors du premier emploi.....</i>	-	4	8	79	1	8	100 (n=86)
<i>lors de l'enquête.....</i>	1	7	6	74	4	8	100 (n=86)
<i>garçons entrés-sortis lors du premier emploi.....</i>	-	2	6	92	-	-	100 (n=104)
<i>lors de l'enquête.....</i>	-	5	8	86	1	-	100 (n=104)
<i>filles non-entrées lors du premier emploi.....</i>	-	7	41	20	31	1	100 (n=88)
<i>lors de l'enquête.....</i>	-	11	41	23	23	2	100 (n=88)
<i>filles entrées-sorties lors du premier emploi.....</i>	-	2	7	30	61	-	100 (n=85)
<i>lors de l'enquête.....</i>	-	5	13	31	51	-	100 (n=85)

Il eut été important de pouvoir préciser dans quelle mesure les jeunes d'origine agricole n'accédaient qu'aux *groupes les plus bas des classes inférieures*. Mais il est toujours très difficile dans une enquête par interviews de déterminer la qualification des ouvriers ou les échelons des personnels de service. La précision de nos données ne paraît pas suffisante pour avancer des résultats indiscutables. Il n'est pas possible de donner une réponse sûre à la question du rendement social comparé des diverses formations basses et courtes, ni à la question du rendement de la promotion sociale de niveau V.

Pour tenter de réduire l'incertitude des informations, on a constitué dans l'enquête du Finistère une catégorie d'"ouvriers à qualification indéterminée". Il apparaît que sur 100 ouvriers, le nombre des O.S. et des manoeuvres est au minimum

- lors du premier emploi : de 90 chez les entrés-sortis, de 74 chez les non-entrés ;
- lors de l'enquête : de 64 chez les entrés-sortis, de 37 chez les non-entrés.

La relégation sociale atteint sa plus grande ampleur chez les entrés-sortis. La fréquence des personnels domestiques parmi les filles qui ont travaillé dans

l'agriculture va dans le même sens. Elle est en relation avec le caractère ménager de leur formation agricole courte et parfois aussi de leur formation technique.

Reste le problème de savoir si la relégation sociale est ou non provisoire, si ceux qui sont d'abord O.S. et manoeuvres gravissent ensuite les échelons de la hiérarchie ouvrière. On a vu que la proportion d'ouvriers non qualifiés est bien plus faible au moment des enquêtes que lors des premiers emplois, ceux-ci étant assez souvent des emplois d'apprentis ou de stagiaires de F.P.A. En outre, parmi les garçons non entrés qui travaillent depuis au moins 5 ans et qui au début étaient ouvriers, 13 % appartiennent lors de l'enquête du Finistère aux classes moyennes des employés, petits patrons et fonctionnaires. Le pourcentage correspondant est de 14 pour les entrés-sortis qui travaillent hors de l'agriculture depuis au moins 3 ans.

Chez les filles, l'ascension sociale peut se réaliser à l'occasion du mariage. Ceci s'observe dans le Finistère chez les inactives. Celles qui étaient ouvrières dans le premier emploi se sont mariées dans à peu près un cas sur deux (47 %) avec des employés, petits patrons et fonctionnaires. Mais inversement, celles qui étaient employées de bureau ou de commerce, comme celles qui n'ont pas eu d'activité non agricole, ont épousé des ouvriers. Parmi les 90 entrées-sorties qui sont inactives à l'enquête, 33 ont été ouvrières, 58 ont épousé un ouvrier. Ceci montre la proximité de certains groupes sociaux classés dans des catégories différentes, les unes populaires, les autres moyennes.

Plusieurs indices laissent supposer que la relégation sociale n'est pas définitive pour tous. Mais une analyse complète des probabilités et des modes d'ascension sociale impliquerait d'autres enquêtes car ici on ne traite que des débuts de carrière (1) et on n'utilise que les nomenclatures traditionnelles de groupes sociaux.

Nos données permettent cependant de caractériser d'un autre point de vue la relégation sociale en montrant qu'elle s'accompagne très peu de trans-plantation.

(1) On n'a jamais étudié jusqu'à présent en France la totalité du cursus professionnel des travailleurs d'origine agricole.

SECTION II - UNE RELEGATION SANS TRANSPLANTATION

On considère traditionnellement que l'exode agricole s'accompagne d'"émigration". Dans des travaux antérieurs, nous avons pu montrer indirectement qu'aussi bien dans les régions sous-développées que dans les autres, les transferts de main-d'oeuvre hors de l'agriculture se réalisent le plus souvent avec maintien du domicile dans la région d'origine. Cette analyse reçoit une confirmation totale dans les deux enquêtes bretonnes. Dans le plus grand nombre de cas, l'exclusion de l'agriculture bretonne n'est pas une expulsion complète hors de l'ethnie d'origine.

Ni émigration, ni exode rural ?

Une très forte majorité continue à vivre dans leur département :

- dans 85 à 95 % des cas pour les jeunes d'Ille-et-Vilaine,
 - dans 80 à 90 % des cas pour ceux du Finistère, exception faite des garçons non-entrés, les proportions s'abaissant pour ceux-ci à 70-80 %.
- La proportion de jeunes résidant dans la Région Parisienne lors des enquêtes se situe entre 4 et 10 % selon les groupes.

Ces résultats surprennent dans le cas du Finistère. Ici, en effet, la tradition d'émigration est ancienne et la sous-industrialisation persiste ; la population étant plus instruite est plus apte aux déplacements lointains. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, la situation observée est en fait compatible avec un faible accroissement net de l'emploi non agricole. Il suffit, en effet, que les nouveaux travailleurs d'origine agricole contribuent proportionnellement plus que les travailleurs d'origine non agricole au renouvellement de la population employée dans les activités non agricoles du département, les nouveaux travailleurs d'origine non agricole contribuant, eux, proportionnellement davantage à alimenter la croissance des secteurs non agricoles des autres départements et régions, parce que plus mobiles géographiquement. Il faut ajouter qu'en raison du déclin de la population agricole, la quantité de main-d'oeuvre d'origine agricole à absorber par l'économie non agricole est de plus en plus faible.

Tableau 64 - Le maintien du domicile dans le département d'origine

garçons	filles
<i>Finistère</i>	<i>Finistère</i>
90 % pour les entrés-sortis lors du premier emploi et lors de l'enquête	88 % pour les entrées-sorties lors du premier emploi
79 % pour les non-entrés lors du premier emploi	86 % pour les entrées-sorties lors de l'enquête
75 % pour les non-entrés lors de l'enquête	86 % pour les non-entrées lors du premier emploi
	80 % pour les non-entrées lors de l'enquête
<i>Ille-et-Vilaine</i>	<i>Ille-et-Vilaine</i>
93 % pour les entrés-sortis lors du premier emploi	95 % pour les entrées-sorties lors du premier emploi
88 % pour les entrés-sortis lors de l'enquête	88 % pour les entrées-sorties lors de l'enquête
88 % pour les non-entrés lors du premier emploi	88 % pour les non-entrées lors du premier emploi
84 % pour les non-entrés lors de l'enquête	87 % pour les non-entrées lors de l'enquête

Une fraction importante des exclus de l'agriculture continue même à résider dans leur commune d'origine, sinon chez leurs parents :

- habitent lors des interviews dans leur commune d'origine : à peu près les 2/3 des garçons et un peu plus de la moitié des filles d'Ille-et-Vilaine, environ la moitié des garçons et le tiers des filles du Finistère ;
- vivent chez leurs parents au moment des enquêtes (cas des jeunes qui reviennent quotidiennement au domicile familial) : 58 % des garçons et 40 % des filles d'Ille-et-Vilaine, 48 % et 26 % dans le Finistère.

Le maintien au village natal est moins fréquent chez les filles que chez les garçons. C'est qu'il n'est le plus souvent possible que s'il y a migration de travail (1) soit à partir d'une autre commune du même canton, soit à partir d'un autre canton. Si le domicile est au village, l'emploi est ailleurs, à la ville proche. Or, les filles parcourent en moyenne de moindres distances que les garçons entre leur résidence et leur lieu de travail.

Mais par ailleurs les activités non agricoles locales fournissent un emploi à un nombre non négligeable de jeunes exclus de l'agriculture. 24 % des garçons et 29 % des filles en Ille-et-Vilaine, 32 et 34 % dans le Finistère travaillent et résident dans leur commune lors de leur premier emploi.

(1) définie comme le déplacement d'une commune à une autre entre domicile et lieu de travail.

Tableau 65 - FINISTERE - Mobilité géographique des jeunes qui se détournent de l'agriculture

	Finistère				Bretagne		hors région		total de cas précisés (9)	cas non précisés
	commune d'origine (1)	autre commune du canton d'origine (2)	autre canton du département (3)	total (4)	département breton autre que le Finistère (5)	total (4) + (5) = (6)	dont région parisienne (7)	total (8)		
<i>garçons non-entrés</i>										
domicile lors du premier emploi..	61	2	16	79	4	83	6	17	100 (n=384)	5
domicile à l'enquête.....	52	4	19	75	5	80	9	20	100 (n=384)	5
<i>garçons entrés-sortis</i>										
domicile lors du premier emploi..	70	3	17	90	2	92	3	8	100 (n=174)	9
domicile à l'enquête.....	53	7	29	89	2	91	4	9	100 (n=171)	12
<i>filles non-entrées</i>										
domicile lors du premier emploi..	47	4	34	85	5	90	5	10	100 (n=392)	1
domicile à l'enquête.....	34	7	39	80	5	85	8	15	100 (n=390)	3
<i>filles entrées-sorties</i>										
domicile lors du premier emploi..	38	10	39	87	5	92	3	8	100 (n=184)	6
domicile à l'enquête	32	10	44	86	6	92	4	8	100 (n=184)	6

Tableau 66 - ILLE-ET-VILAINE - Mobilité géographique des jeunes qui se détournent de l'agriculture

	Ille-et-Vilaine				Bretagne		hors région		total de cas précisés (9)	cas non précisés
	commune d'origine (1)	autre commune du canton d'origine (2)	autre canton du département (3)	total (4)	département bre- ton autre que l'Ille-et-Vilaine (5)	total (4)+(5) = (6)	dont région parisienne (7)	total (8)		
<i>garçons non-entrés</i>										
domicile lors du premier emploi...	74	2	12	88	-	88	2	10	100 (n=83)	3
domicile à l'enquête.....	65	2	17	84	1	85	9	6	100 (n=83)	3
<i>garçons entrés-sortis</i>										
domicile lors du premier emploi...	80	1	12	93	-	93	4	3	100 (n=100)	4
domicile à l'enquête.....	64	6	18	88	2	90	5	5	100 (n=100)	4
<i>filles non-entrées</i>										
domicile lors du premier emploi...	58	5	25	88	2	90	6	4	100 (n=86)	2
domicile à l'enquête.....	54	5	28	87	-	87	8	5	100 (n=85)	3
<i>filles entrées-sorties</i>										
domicile lors du premier emploi...	56	10	29	95	1	96	3	1	100 (n=83)	2
domicile à l'enquête.....	52	8	28	88	1	89	10	1	100 (n=83)	2

Il ne faut pas sous-estimer l'intérêt de la *cohabitation maintenue avec les parents*. C'est un fait nouveau dans l'histoire de la population agricole, surtout en Bretagne. Le phénomène s'est développé en relation avec l'intensification de l'exode agricole et des migrations de travail. Le dernier recensement de population permet de souligner son ampleur, les actifs vivant dans les "ménages agricoles" (ménages d'agriculteurs exploitants, de salariés agricoles, d'anciens agriculteurs), étant répartis entre "actifs agricoles" et "actifs non agricoles". Ces derniers sont le plus souvent des jeunes qui se sont détournés du métier de la terre mais sont restés au village. Or, à certains âges, ils sont plus nombreux que les premiers, dans les générations étudiées. On a alors une population agricole qui est surtout constituée d'actifs non agricoles ! Ceci tout au moins chez les garçons car, comme on le constate dans nos enquêtes, les filles qui se détournent du métier agricole cohabitent moins souvent avec leurs parents (1).

Tableau 67 - Sur 100 actifs qui vivent dans les ménages agricoles en 1968, combien ont un emploi hors de l'agriculture

générations	âge au 1.1.1969	Côtes-du- Nord	Finistère	Ille-et- Vilaine	Morbihan	Bretagne	France
<i>garçons</i>							
1949-1953.....	15-19	34	52	34	50	41	40
1944-1948.....	20-24	49	55	53	58	54	46
1939-1943.....	25-29	34	43	31	44	38	31
1934-1938.....	30-34	15	25	12	23	19	16
1929-1933.....	35-39	7	16	7	11	10	10
1928 et avant.	40 et plus	1	3	1	2	2	2
total des générations		12	15	13	17	14	13
<i>filles</i>							
1949-1953.....	15-19	29	45	26	32	31	51
1944-1948.....	20-24	39	48	35	44	41	57
1939-1943.....	25-29	14	21	13	16	16	31
1934-1938.....	30-34	4	6	5	8	6	16
1929-1933.....	35-39	4	4	3	7	4	12
1928 et avant.	40 et plus	3	3	2	2	3	8
total des générations		8	10	8	10	9	19

Source : recensement de population de 1968, sondage au 1/4.

La nature et l'intensité des migrations hors de la commune d'origine sont précisées dans le tableau 68.

Les filles quittent plus souvent que les garçons leur commune d'origine mais, dans le Finistère, elles restent plus souvent dans le département et la région. Dans tous les cas, les déplacements qui accompagnent le transfert hors de l'agriculture se

(1) Ceci implique que si on veut étudier le déséquilibre des sexes en agriculture avant 30 ou 35 ans, il faut le mesurer non pas pour la population vivant dans les ménages agricoles mais pour la population travaillant dans les exploitations agricoles.

font surtout à l'intérieur du département d'origine. Dans le Finistère, comme en Ille-et-Vilaine, les migrations géographiques des travailleurs issus de l'agriculture sont beaucoup plus souvent intercommunales et intercantionales qu'interdépartementales et interrégionales.

Tableau 68 - Où partent les jeunes qui quittent leur commune d'origine (effectifs en % ; situation à l'enquête)

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	garçons	filles	garçons	filles
(1) changements de commune à l'intérieur du département.....	57	73	61	73
(2) changements de canton à l'intérieur du département.....	46	62	49	60
(3) émigration hors du département.	43	27	39	27
(4) émigration hors de Bretagne....	35	19	34	25
(1) + (3) = 100 %				

Dans la mesure où les jeunes doivent quitter leur village, ce n'est pas nécessairement pour aller à la ville. Si l'émigration s'accompagne en général de transplantation en ville, rester dans le département c'est souvent continuer à vivre en milieu rural. Par exemple, parmi les jeunes du Finistère originaires d'une commune rurale, la proportion de ceux qui habitent encore à l'enquête une commune rurale finistérienne est de 78 % chez les garçons et 57 % chez les filles. Le taux d'exode rural est nettement plus élevé chez les filles que chez les garçons, dans chacun des départements étudiés.

Il y a là une cause de déséquilibre des sexes au sein de la population rurale non agricole. Selon les résultats du recensement de population de 1968, le célibat prolongé ou définitif frappe, dans plusieurs zones de Basse-Bretagne, une fraction anormalement élevée non seulement des paysans mais de travailleurs non agricoles. Dans la moitié des cantons du Finistère, cette proportion est égale ou supérieure à 20 à 35-44 ans, soit nettement plus que le taux moyen de célibat chez les femmes et les hommes (13 %) des milieux non agricoles bretons.

Notons enfin *qu'aller à la ville, ce n'est pas nécessairement se déplacer vers les plus grands centres urbains.* Les jeunes du Finistère se trouvent aussi souvent dans les petites et moyennes villes qu'ils ne résident à Quimper et Brest, les principales villes locales. De même, les jeunes d'Ille-et-Vilaine qui ont quitté leur commune d'origine ne sont pas venus souvent s'établir à Rennes, le principal pôle régional de développement (16 garçons sur 40, 28 filles sur 58).

Tableau 69 - Où résident, lors de l'enquête, les jeunes finistériens originaires d'une commune rurale ?

répartition entre commune rurale et ville

	commune rurale	ville	total
<i>ceux qui sont domiciliés dans le Finistère</i>			
garçons non-entrés	190	49	239
garçons entrés-sortis	102	32	134
filles non-entrées	154	120	274
filles entrées-sorties	85	58	143
	59	41	100
<i>ceux qui sont domiciliés dans un autre département breton</i>			
garçons non-entrés	-	18	18
garçons entrés-sortis	1	1	2
filles non-entrées	5	12	17
filles entrées-sorties	1	6	7
<i>ceux qui sont domiciliés hors de Bretagne</i>			
garçons non-entrés	1	43	44
garçons entrés-sortis	1	12	13
filles non-entrées	-	45	45
filles entrées-sorties	-	12	12

répartition entre les villes du Finistère

	Quimper	Brest	Lander-neau	Landi-visiau	Les-neven	Morlaix	Château-lin	Carhaix	autre	total
garçons	10	27	5	8	4	8	4	3	12	81
filles	19	64	13	9	11	18	4	7	29	174

Tableau 70 - Où résident, lors de l'enquête, les jeunes qui habitent hors de leur commune en Ille-et-Vilaine ?

	Rennes	autre ville	commune rurale	total
garçons	16	12	12	40
filles	28	15	15	58

La transplantation est-elle seulement retardée ?

La question se pose puisque beaucoup ne travaillent hors de l'agriculture que depuis peu. Mais par ailleurs, on a étudié une population dans ses âges jeunes, donc à une période où elle était la plus susceptible de se déplacer.

Sans doute, la cohabitation avec les parents n'est-elle le plus souvent que temporaire, cessant en général lors du mariage. La durée du phénomène observé est fonction de cette échéance. L'entrée dans l'agriculture était pour certains un moyen de ne pas avoir provisoirement à chercher un autre emploi. La résidence chez les parents est un moyen utilisé par beaucoup de ne pas avoir provisoirement à chercher un autre logement, ni à

payer de loyer (1). *La cohabitation cesse presque toujours avec le mariage*, aussi bien chez les garçons que chez les filles. Dans le Finistère, le taux est de 9 % pour les uns et de 6 % pour les autres après mariage contre 72 % et 49 % avant mariage. La résidence dans la demeure natale est faible après 25 ans, comme le montre le recensement démographique pour l'ensemble de la Bretagne (cf. supra).

Tableau 7 - FINISTERE - La durée du maintien du domicile chez les parents

	< 1 an	1-2 ans	3-4 ans	5-6 ans	7 ans et plus	total
jeunes qui ne résident plus chez leurs parents lors de l'enquête						
garçons.....	11	31	40	12	6	100 (n=90)
filles.....	14	44	25	12	5	100 (n=109)
jeunes qui résident encore chez leurs parents lors de l'enquête						
garçons.....	21	23	26	21	9	100 (n=254)
filles.....	23	40	22	9	6	100 (n=123)

En comparant le domicile lors du premier emploi et le domicile lors des enquêtes, on voit que le *maintien dans la commune natale est beaucoup moins souvent provisoire*. Il y a dans le Finistère un glissement progressif vers les villes locales mais le mouvement est peu important, surtout chez les garçons, les 3/4 de ceux-ci (78 %) restant habiter une commune rurale du département.

Quant à l'émigration hors du département elle est encore moins souvent seulement retardée. La stabilité entre l'emploi initial et l'emploi lors des enquêtes est très grande, surtout en Ille-et-Vilaine. Chez ceux qui ont commencé le plus tôt à travailler, le cheminement géographique est assez rare. Il y a un nombre suffisant de cas dans le Finistère pour fournir sur ce point une illustration valable (tableau 72 relatif aux générations 1945-1948). 14 % de ceux qui résidaient à 17 ans dans le

(1) De précédentes enquêtes faites en Bretagne sur des ouvriers d'usine venus de l'agriculture montrent que ceux-ci continuent à avoir une activité agricole tant qu'ils habitent chez leurs parents agriculteurs. Il y a là un phénomène de retard dans l'exclusion complète de l'agriculture. Les enquêtes de la Statistique Agricole fournissent une vue plus générale de la participation aux travaux agricoles des actifs non agricoles qui résident dans les exploitations.

Finistère ont émigré hors de Bretagne entre 17 et 22 ans (1). La thèse courante des migrations par étape rend peu compte de la réalité dans cet exemple. On peut mentionner qu'il y a aussi quelques cas de retour au pays.

Tableau 72 - FINISTÈRE - Jeunes nés de 1945 à 1948 qui ont commencé à travailler hors de l'agriculture avant 17 ans : domicile à 17 ans et à 22 ans

à 17 ans à 22 ans	même commune (1)	autre commune du canton (2)	autre canton du département (3)	autre département breton (4)	région littorale Bretagne (5)	région parisienne (6)	autre région et étranger (7)	total
(1)...	34	3	3	-	-	-	-	40
(2)...	3	1	1	-	-	-	-	5
(3)...	17	1	20	-	-	1	1	40
(4)...	-	-	-	1	1	-	-	2
(5)...	1	-	-	-	1	-	-	2
(6)...	3	1	3	-	-	1	-	8
(7)...	3	-	1	-	-	-	1	5
total...	61	6	28	1	2	2	2	102

La conclusion est que le flux de main-d'oeuvre issu de l'agriculture bretonne alimente davantage la population ouvrière rurale de Bretagne que les classes populaires urbaines des autres régions. On peut préciser davantage quelle est la structure sociale comparée de ceux qui se déplacent le plus ou le moins.

La population agricole bretonne n'est pas actuellement un réservoir de main-d'oeuvre pour la grande industrie nationale.

Si les jeunes d'origine agricole deviennent souvent ouvriers ils quittent peu leur département. De plus, les ouvriers sont proportionnellement moins représentés parmi ceux qui partent.

On admet que quand l'éducation augmente la mobilité géographique s'accroît (2). Les relations entre l'école et l'émigration reposent sur la même logique que les liaisons entre l'école et l'exode agricole. Le déplacement permet dans chaque cas de mieux rentabiliser le diplôme acquis.

(1) Quand l'émigration hors Bretagne est seulement retardée, la durée du maintien dans le département d'origine est variable comme il apparaît dans le cas des jeunes finistériens non-entrés qui ont quitté la région entre leur premier emploi et la date de l'enquête.

< 1 an	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans et plus	total des cas
9	8	7	11	6	5	3	4	53

(2) tout au moins la mobilité géographique "volontaire".

Ce n'est que pour le Finistère que l'on peut vérifier si chez les jeunes d'origine agricole la mobilité géographique augmente avec l'éducation. La question ne se pose que pour ceux qui ne sont pas entrés dans l'agriculture car les autres ont à peu près tous une formation basse ou courte. Chez les titulaires des formations longues et supérieures les taux d'émigration hors de Bretagne sont à peu près deux fois plus élevés que les taux moyens (1). Leur taux d'exode rural est également supérieur.

Tableau 73 - FINISTÈRE - Taux d'exode rural et taux d'émigration hors de Bretagne chez les jeunes qui ne sont pas entrés en agriculture

	lors du premier emploi		lors de l'enquête	
	taux moyens	taux dans les formations longues et supérieures	taux moyens	taux dans les formations longues et supérieures
taux d'émigration hors région				
garçons.....	17	37	20	33
filles.....	10	20	15	28
taux d'exode rural			36	68
garçons.....			52	59
filles.....				

Si écrémage il y a, il concerne non seulement la population agricole mais la population rurale et l'ensemble de la population indigène. Par ailleurs, si les jeunes d'origine agricole émigrent proportionnellement moins que les autres (cf. supra), c'est en partie parce que leur niveau d'éducation est souvent plus faible. Au sein même des jeunes d'origine agricole, les non-entrés qui ont un niveau plus élevé de formation quittent significativement plus souvent la Bretagne que les entrés-sortis.

Du fait encore de la liaison entre éducation et mobilité géographique, le taux d'émigration des jeunes issus de l'agriculture varie selon leur catégorie sociale. Chez les garçons du Finistère qui ne sont pas entrés dans l'agriculture, le taux moyen d'émigration est de 20 % mais s'élève à 27 % chez les cadres moyens et supérieurs, à 29 % chez les employés de bureau (agents de la fonction publique), à 45 % chez les membres de l'armée, de la police et du clergé ; il n'est que de 14 % chez les ouvriers. Seulement 39 % des émigrés du Finistère sont des ouvriers, seulement 30 % des émigrées sont des ouvrières et personnels de service. Seulement 1 % des filles qui se sont détournées de l'agriculture finistérienne

(1) On peut supposer que l'émigration est non seulement plus fréquente mais plus rapide et plus lointaine chez les plus diplômés.

sont femmes de ménage ou employées de maison dans la région parisienne. La population agricole bretonne exporte plutôt des petits fonctionnaires ou des enseignants et des militaires, soit, dans ces cas, des agents de maintien de l'ordre matériel et culturel.

La main-d'oeuvre ouvrière issue de l'agriculture est plus souvent employée dans les activités résidentielles locales que dans les industries

Les jeunes issus de l'agriculture se sont répartis entre les secteurs non agricoles selon leur savoir mais aussi selon l'importance relative des divers secteurs dans l'économie locale et selon l'évolution de ces secteurs entre 1960 et 1970, période durant laquelle ils se sont présentés sur le marché du travail. Leur distribution par secteurs a été comparée à celle existant en 1968 pour l'ensemble des actifs non agricoles de chaque département. La comparaison n'aurait dû être faite que pour les jeunes d'origine agricole restés dans leur département ; ces derniers n'ont pas été isolés en Ile-et-Vilaine où l'émigration est particulièrement faible.

Le fait essentiel est que la main-d'oeuvre issue de l'agriculture est :

- sous-représentée dans le secteur des administrations publiques et privées (rubrique "autres services") chez les garçons et chez les filles entrées-sorties,
- sur-représentée dans le bâtiment et les travaux publics s'agissant des garçons du Finistère, dans les industries s'agissant des garçons d'Ile-et-Vilaine, dans les commerces et services domestiques s'agissant des filles entrées-sorties.

Ceci encore est en relation avec la prédominance des formations basses et courtes dans la population étudiée. 95 % des garçons du Finistère qui travaillent dans le bâtiment n'ont que ces formations. Les distorsions signalées culminent chez les jeunes entrés-sortis qui n'ont pas émigré. Elles sont seulement moins accentuées lors de l'enquête que lors de l'emploi initial, spécialement chez les filles. Leur cause est telle qu'elles n'ont pas seulement un caractère transitoire.

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les ouvriers d'origine agricole ont assez peu souvent un emploi dans l'industrie proprement dite. Ainsi, sur 100 garçons du Finistère qui sont ouvriers lors de l'enquête, 48 travaillent dans le bâtiment et les travaux publics, 15 dans les commerces 8 dans les transports contre 29 dans les industries.

Tableau 74 - Répartition entre secteurs non agricoles, lors des enquêtes

	pêche	activités annexes de l'agriculture	bâtiment et travaux publics	industries	transports	commerces	services autres domes- tiques	ser- vices	total	cas non précisés
<i>Finistère</i>										
garçons non-entrés										
total.....	1	3	30	22	7	16	-	21	100 (n=384)	5
ceux qui sont domiciliés dans le Finistère.....	1	3	36	20	5	20	-	15	100 (n=287)	2
garçons entrés-sortis										
total.....	1	8	35	17	13	9	-	17	100 (n=170)	13
ceux qui sont domiciliés dans le Finistère.....	1	8	39	19	12	10	-	10	100 (n=153)	1
filles non-entrées										
total.....	1	5	3	17		31	4	39	100 (n=321)	2
celles qui sont domiciliées dans le Finistère.....	2	4	4	18		32	3	37	100 (n=265)	1
filles entrées-sorties										
total.....	1	-	1	26		29	12	31	100 (n=93)	7
celles qui sont domiciliées dans le Finistère.....	1	-	1	26		33	12	27	100 (n=82)	2
<i>Ille-et-Vilaine</i>										
garçons non-entrés.....	1	-	22	35	8	17	-	17	100 (n=82)	4
garçons entrés-sortis.....	1	1	29	42	13	9	1	4	100 (n=97)	7
filles non-entrées.....	-	-	5	29		20	10	36	100 (n=83)	5
filles entrées-sorties.....	-	-	-	33		22	26	19	100 (n=81)	4

Les ouvriers de l'industrie sont nettement plus nombreux en Ille-et-Vilaine. Mais, dans ce département, 12 % seulement des garçons travaillent début 1970 dans l'automobile, malgré l'implantation d'importantes usines à Rennes. Ceci est à rapprocher des difficultés de recrutement de main-d'oeuvre qu'ont rencontrées les usines nouvellement établies en Ille-et-Vilaine. Les jeunes d'origine agricole occupent moins les emplois créés directement du fait des nouvelles usines que les emplois créés par effet induit dans le bâtiment et les services. Certains modes de formation auxquels recourent nombre d'enfants d'agriculteurs (l'apprentissage sur le tas pour les non-entrés, la F.P.A. pour les entrés-sortis) favorisent le transfert dans le bâtiment.

Cette orientation privilégiée vers les activités résidentielles permet de mieux comprendre pourquoi les actifs d'origine agricole travaillent si souvent dans leur département d'origine.

Conclusion du chapitre 4 - Bilan de l'exclusion de l'agriculture et de la relégation sociale.

Quand on répartit les jeunes nés en agriculture entre les trois grands secteurs économiques (femmes inactives non comprises), on voit que le principal secteur d'emploi lors des enquêtes est le secondaire pour les garçons et le tertiaire pour les filles (1). Les filles du Finistère sont plus souvent employées dans les diverses administrations ou dans les activités commerciales (commerce et transports) qu'en agriculture. Il y a à peu près autant de garçons du Finistère dans le bâtiment (174 cas) qu'en agriculture (193 cas).

Figure 9 - Secteurs d'emploi, lors des enquêtes, des jeunes bretons d'origine agricole

(1) Les % de la figure 9 ont été calculés en excluant les cas de secteurs non précisés.

Cette exclusion de l'agriculture correspond-elle pour partie à un recrutement par les secteurs dits para-agricoles ? Du fait des diverses formes de progrès technique, un certain nombre d'opérations productives ne sont plus effectuées dans les exploitations agricoles mais en amont et en aval dans des "secteurs secondaire et tertiaire de l'agriculture". Une nouvelle division technique du travail provoque une nouvelle répartition sectorielle des travailleurs dont l'activité contribue à produire, à transformer, à distribuer les "biens agricoles". Aussi, lorsque l'enseignement agricole a été développé en France, les pouvoirs publics lui ont-ils assigné comme but de préparer aux métiers de l'agriculture et à ceux du para-agricole.

Lors des enquêtes, entre 10 et 20 % des exclus de l'agriculture sont employés dans les activités para-agricoles. La proportion est la plus élevée dans le Finistère où se trouvent implantés les deux pôles de la coopération agricole bretonne.

Quand on examine dans quels secteurs se répartissent les jeunes dont la formation scolaire la plus élevée est le cycle agricole court, on voit que 71 % et 66 % des garçons du Finistère et d'Ille-et-Vilaine se trouvent dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire de l'agriculture, de même que 55 % et 49 % des filles. Le cycle agricole court oriente ainsi la majorité de ses anciens élèves vers les activités agricoles et para-agricoles, sauf chez les filles d'Ille-et-Vilaine.

Tableau 75 - L'orientation des exclus du secteur agricole vers les secteurs para-agricoles (en %)

	Finistère		Ille-et-Vilaine	
	lors de l'em-ploi initial	lors de l'enquête	lors de l'em-ploi initial	lors de l'enquête
garçons				
non-entrés....	13	18	13	13
entrés-sortis.	30	17	18	18
filles				
non-entrées...	11	17	10	12
entrées-sorties	27	15	1	4

Tableau 76 - Secteurs d'emploi des jeunes dont l'éducation scolaire la plus élevée est la formation agricole courte (situation à la date des enquêtes)

	secteur agricole	secteurs para-agricoles	secteurs extra-agricoles	total
Finistère				
garçons.....	56	15	29	100 (n=169)
filles.....	48	6	45	100 (n=95)
Ille-et-Vilaine				
garçons.....	51	14	35	100 (n=76)
filles.....	46	3	51	100 (n=90)

Du fait de l'éviction conjuguée de l'école et de l'agriculture, la population agricole a pour rôle majeur de contribuer à reproduire les classes populaires non agricoles. Une répartition en quatre grandes classes sociales l'illustre bien. Les chances d'accès aux classes supérieures (cadres supérieurs et professions libérales) sont de l'ordre de quelques pourcent et l'accès aux classes moyennes (cadres moyens, patrons de l'industrie et du commerce, employés, "autres catégories") reste le fait d'une minorité de l'ordre de 10 à 20 %, sauf chez les filles du Finistère (1) dont une fraction importante sont employées de bureau.

Figure n° 10 - Classes sociales des jeunes d'origine agricole (effectifs en %)

L'examen des emplois tenus hors de l'agriculture permet de préciser que c'est une certaine classe populaire qui est reproduite à partir de la main-d'oeuvre d'origine agricole. Il s'agit de la classe populaire rurale de Bretagne, de la population ouvrière du bâtiment et des services plus souvent que celle des industries, des ouvriers des petites usines plutôt que des grandes usines.

(1) Pour les femmes inactives, il a été tenu compte de la catégorie sociale du mari lors de l'enquête.

CONCLUSION GENERALE

1 - La théorie de la croissance économique explique la disparition des petites exploitations agricoles qui ne procurent que de faibles revenus et fait comprendre pourquoi les jeunes sont exclus de cette catégorie d'agriculture. La théorie de la reproduction de l'ordre culturel s'efforce, quant à elle, de rendre compte de l'exclusion de l'école qui atteint les enfants des classes populaires, agricoles ou non agricoles. L'éducation des enfants d'agriculteurs et leur accès à la vie active se déroulent dans un système social et un contexte économique tels que la population agricole contribue essentiellement à reproduire certaines classes populaires non agricoles.

Nos enquêtes ont eu pour but d'examiner, d'une manière statistique, comment les résultats de ces déterminismes généraux, sources d'une double exclusion accompagnée de relégations, s'inscrivent dans l'histoire scolaire et professionnelle des générations 1945-1955 nées en Bretagne.

Cette analyse historique a d'abord permis de préciser *à quels enchaînements de causes et d'effets est soumis le destin des jeunes d'origine agricole*. Ce destin n'est pas uniforme ; il se diversifie selon les familles en fonction de deux facteurs fondamentaux : la situation économique familiale caractérisée en particulier par une certaine dimension de l'exploitation et une certaine taille de la famille, et le niveau culturel des parents. La réussite scolaire à l'école primaire en dépend et celle-ci exerce une influence essentielle sur le cursus ultérieur conjointement avec les perspectives d'emploi dans l'agriculture, perspectives qui varient selon la dimension des exploitations. Il y a ainsi des stratégies liées d'éducation et d'emploi, la demande d'éducation exprimant une demande d'emploi et de statut social.

Si la réussite scolaire à l'école primaire est bonne, l'enfant est presque automatiquement, et sauf exceptions de moins en moins fréquentes (1), destiné à une profession non agricole. La demande d'emploi est de niveau cadre moyen ou supérieur et oriente vers les enseignements longs. Un tel comportement se manifeste quelles que soient les possibilités de reprise de l'exploitation des parents, mais la bonne réussite scolaire est moins rare quand l'exploitation est plus grande.

Si la réussite scolaire à l'école primaire est mauvaise, la demande se porte sur des emplois modestes, emplois non agricoles si l'exploitation de la famille est appelée à disparaître, emploi agricole dans le cas contraire. Le diplôme professionnel préparé sera pour les premiers le C.A.P., pour les seconds le brevet agricole. En fait, comme la demande d'éducation subit des déterminismes multiples, le projet professionnel non agricole qui se forme lorsque l'exploitation est petite ou lorsque la famille est grande, n'implique pas nécessairement que le jeune poursuive ses études pour acquérir une formation technique, ou qu'il se détourne de l'enseignement agricole, celui-ci ayant pour intérêt de minimiser le coût de la prolongation des études obligatoires. De même le choix professionnel agricole n'entraîne pas dans tous les cas l'entrée dans l'enseignement agricole.

Cette analyse ne doit pas faire croire que parents et enfants définissent sans hésiter leur demande d'éducation et d'emploi. En fait, les familles agricoles sont désorientées par les problèmes d'orientation scolaire et professionnelle quand l'agriculture n'offre plus de possibilités de placement à leurs descendants.

Par ailleurs le projet professionnel et l'orientation scolaire sont rarement arrêtés de façon définitive, à partir d'une date donnée, par exemple après l'école primaire. Ils sont réajustés en fonction des performances scolaires ultérieures, de la modification dans les perspectives de reprise de l'exploitation, des changements dans la situation économique générale de l'agriculture. Même quand la scolarité s'est déroulée selon le projet initial, l'orientation professionnelle ne se trouve pas entièrement déterminée. De nombreuses formations n'ont pas de finalité professionnelle précise. L'in-

(1) La situation a été bien différente pour les générations nées avant la dernière guerre mondiale.

fluence de la dimension de l'exploitation des parents apparaît à nouveau pour les jeunes de formation primaire, agricole ou ménagère, dans leur décision de se détourner ou non de l'agriculture.

Il est frappant de constater à quel point de nombreux aspects du destin scolaire et social des jeunes d'origine agricole se trouvent, en permanence, liés à la dimension de l'exploitation des parents. Il y a une relation statistique entre cette dimension et :

- le niveau de réussite scolaire à l'école primaire,
- le taux de poursuite des études post-obligatoires et le taux d'accès aux études longues, pour une réussite scolaire donnée,
- la formation d'un projet professionnel agricole ou non agricole, quand la réussite scolaire est mauvaise,
- le type de formation professionnelle, agricole ou non agricole, et le mode de formation, en école ou sur le tas,
- le taux d'exclusion de l'agriculture dans les catégories de formation basse et courte,
- le retard dans l'exclusion de l'agriculture dans ces mêmes catégories d'éducation,
- le niveau du savoir dans un type donné d'emploi, agricole ou non agricole,
- le taux de célibat, prolongé ou définitif, de ceux qui restent dans l'agriculture,
- le taux, ou la durée, de la relégation sociale hors de l'agriculture.

Ce poids des structures économiques n'apparaît pas dans toute son ampleur quand on se contente d'étudier isolément le cursus scolaire ou le cursus professionnel ou chacune des phases de chaque cursus. L'analyse complète de l'histoire scolaire et professionnelle permet de détecter le système complet des déterminants, et révèle leur action continue. La formation des parents et la dimension de leur exploitation se déterminent et déterminent la formation des enfants. La formation acquise par les enfants et la dimension de l'exploitation des parents déterminent l'emploi, agricole ou non, des enfants ainsi que la condition sociale de ceux qui restent à la terre et de ceux qui se détournent de l'agriculture. Finalement, l'influence de la taille de l'exploitation des parents quant à l'orientation des enfants vers l'agriculture est ambivalente : une taille élevée les en détourne parce qu'elle favorise la formation mais elle favorise l'entrée dans l'agriculture quand la formation n'est pas favorisée.

La situation économique des familles agricoles, leur niveau de culture ou d'inculture, ne sont pas identiques selon les départements. Mais dans deux départements comme le Finistère et l'Ille-et-Vilaine, dont les situations moyennes diffèrent, il y a beaucoup de familles où le destin des enfants est semblable.

2 - En ce qui concerne les *relations entre éducation et mobilité* professionnelle ou sociale ou géographique, les enquêtes comportent un certain nombre d'enseignements. Elles éclairent spécialement le rôle du savoir dans la répartition des jeunes d'origine agricole entre l'agriculture et les secteurs non agricoles.

Au stade actuel de l'évolution de l'agriculture, ce n'est plus seulement l'école qui vide les campagnes puisqu'environ les 2/3 des jeunes de formation primaire se dirigent vers les activités non agricoles. Mais le taux de transfert hors de l'agriculture est encore plus élevé quand l'éducation est plus élevée. Un examen complet de la question exige de considérer chaque nature et chaque niveau de formation, d'étudier séparément garçons et filles, de distinguer la non-entrée dans l'agriculture après l'école et la sortie de l'agriculture en cours de vie active, de prendre en compte les variables qui déterminent les perspectives d'emploi et de revenu dans l'agriculture.

L'examen des liaisons statistiques entre catégorie d'éducation et catégorie d'emploi conduit à trois conclusions principales pour la Bretagne, donc pour un état donné de la dimension des exploitations agricoles :

a - c'est essentiellement lors du premier emploi que les taux d'orientation vers l'agriculture se différencient selon la nature et le niveau de l'éducation reçue. A ce stade, la grande majorité des jeunes qui ont suivi des études supérieures ou des études secondaires ou un enseignement technique, se détournent de l'agriculture, alors qu'inversement la majorité des jeunes de niveau primaire ou de formation agricole court entre dans l'agriculture, majoritairement d'autant plus forte que la dimension de l'exploitation des parents est plus élevée.

En cours de vie active, le choix entre rester ou sortir est beaucoup moins influencé par la catégorie d'éducation, surtout chez les filles. Les différences dans les taux de sortie selon les formations - il s'agit essentiellement des formations primaire et agricole courte - sont faibles. D'autres

facteurs que l'éducation jouent un rôle prépondérant dans le taux de mobilité. Il s'agit en particulier de la dimension de l'exploitation des parents et du nombre d'enfants dans la famille.

Finalement, si la nature et le niveau de l'éducation influencent le taux de transfert hors de l'agriculture, ils déterminent aussi le type du transfert. L'opposition entre le Finistère et l'Ille-et-Vilaine le montre bien. Or, il n'est pas indifférent que l'exclusion de l'agriculture se produise par non-entrée plutôt que par sortie.

b - Les enquêtes permettent de préciser que des formations primaire et agricole courte, c'est la seconde qui fait entrer et qui retient le plus dans l'agriculture. La formation agricole courte est la seule éducation pour laquelle plus de la moitié des jeunes, tout au moins des garçons, opte pour la condition paysanne (1).

Si la formation agricole est celle qui oriente le plus vers l'agriculture, c'est parce qu'elle est plus fréquente et plus rétentrice sur les plus grandes surfaces.

Notons que nos enquêtes sont les premières à fournir une information détaillée sur le cursus scolaire et professionnel des élèves du cycle agricole court, cycle qui a connu une forte expansion en France depuis 10 ans. On dispose ainsi de données chiffrées pour analyser les fonctions de ce type d'enseignement, en distinguant selon les sexes et selon les caractéristiques socio-économiques des familles et des exploitations.

c - Les règles de répartition entre secteurs agricoles et non agricoles sont telles en fonction du savoir, que les jeunes qui actuellement choisissent d'être agriculteurs en Bretagne ne possèdent que les degrés inférieurs de la formation scolaire (niveau C.E.P. ou niveau B.A.A.). Il faut en tenir compte quand on étudie l'avenir de l'agriculture bretonne.

3 - S'agissant de *l'extrapolation des résultats* d'enquêtes faites en Bretagne, il faut relever que l'exclusion de l'école des jeunes d'origine agricole et leur exclusion de l'agriculture sont des phénomènes nationaux. Mais leur ampleur et leurs modalités peuvent être différentes selon les régions ; au sein même de la Bretagne, on a relevé plusieurs

(1) Ceci fournit des arguments aux défenseurs de l'enseignement agricole court car on craint maintenant, dans certains milieux, qu'il n'y ait plus assez de jeunes à rester dans l'agriculture.

différences selon les zones. Les exploitations de plus de 50 ha étant à peu près totalement absentes des échantillons étudiés, on ignore ce qui se passe au-delà de cette surface.

Mais comme les niveaux culturel et économique moyens des agriculteurs bretons sont assez semblables aux moyennes nationales, on peut affirmer qu'un grand nombre de nos observations ne sont pas propres aux familles agricoles bretonnes (1). D'autre part, les enquêtes bretonnes permettent de proposer des voies d'analyse et éclairent des mécanismes. Enfin, comme le Finistère est l'un des départements français où le taux de prolongation des études post-obligatoires est le plus élevé, l'enquête qui y a été faite a un intérêt propre, celui de montrer ce qui se passe dans cette hypothèse, quand il y a par ailleurs prédominance de la petite production agricole.

Des travaux en cours vont permettre d'étudier pour l'ensemble de la France les problèmes traités dans le cas de la Bretagne, et d'analyser la diversité des situations régionales.

(1) En particulier, c'est partout que la plupart des aides familiaux n'ont qu'une "formation dérisoire", voir *Jeunes Agriculteurs*, n° 241, avril 1972, p. 25.

ANNEXES

I - La procédure d'enquête

II - Organisation de l'enseignement agricole secondaire et de l'apprentissage agricole

III - La formation des jeunes qui travaillent dans l'agriculture lors des enquêtes

IV - La formation des jeunes qui travaillent hors de l'agriculture lors des enquêtes

I - LA PROCEDURE D'ENQUETE

Généralités étudiées

La formation et l'entrée dans la vie active ne pouvant pas être bien étudiées en dehors de leur contexte historique, nous n'avons retenu qu'un groupe restreint de générations. Nous avons choisi les enfants d'exploitants agricoles nés entre le 1er janvier 1945 et le 31 décembre 1955 ; c'est en effet depuis la seconde guerre mondiale que l'agriculture a connu un accroissement du rythme de ses transformations. Les générations 1953, 1954 et 1955 ont été incluses dans l'observation pour déterminer les premières incidences de la prolongation de l'obligation scolaire jusqu'à 16 ans.

On n'a retenu que les enfants survivants lors des enquêtes, les décès étant considérés comme indépendants des variables étudiées.

Méthode d'observation

Pour chaque enfant de l'échantillon une fiche individuelle a été remplie qui retrace le cursus scolaire au-delà du primaire et le cheminement professionnel et géographique en début de vie active.

L'observation a été ainsi conduite selon la méthode longitudinale. Des biographies partielles ont été établies à l'aide d'informations fournies rétrospectivement. Dans ce type d'observation, qui fait appel à la mémoire des personnes interrogées, des erreurs de réponses peuvent résulter des imprécisions de souvenirs. Cette difficulté existe surtout lorsque, comme dans notre cas, on veut dater une suite d'événements et les saisir de façon très détaillée. En fait, la fréquence des oublis a pu être limitée pour deux raisons : nous avons interrogé non seulement les parents des enfants mais les enfants eux-mêmes ou leurs frères et soeurs présents dans les familles lors des entretiens ; par ailleurs, on remontait au plus à 15 ans en arrière.

Malgré ses limites, l'enquête longitudinale offre l'avantage de saisir des flux et pas seulement des variations nettes de stocks, de mesurer la durée des phénomènes, de connaître l'enchaînement des processus, tous aspects qui sont nécessaires pour comprendre la réalité sociale mais qui font si souvent défaut (1).

(1) Obtenir une telle information est un objectif à poursuivre dans l'avenir selon les recommandations de la Commission de l'Information Economique du 6^e Plan. Notons aussi qu'il faut de telles statistiques pour élaborer une comptabilité sociale (R. STONE, *Comptabilité démographique et construction de modèles*, Paris, O.C.D.E., 1971).

Base de sondage

En l'absence de liste nominative des enfants qui naissent chaque année de parents exploitants agricoles, on a été conduit à retrouver indirectement les enfants à observer. Le S.C.E.E.S. a réalisé en 1963 une enquête sur les exploitations agricoles dont l'un des buts était de fournir une base de sondage donnant la possibilité de tirer au sort des sous-échantillons pour effectuer des enquêtes spécifiques. La population vivant et travaillant dans les exploitations agricoles se trouvait saisie dans cette enquête "échantillon-maître". A l'aide d'investigations supplémentaires dans les registres d'état-civil des mairies, nous avons pu avoir les données nécessaires pour déterminer quelles étaient parmi les familles des chefs d'exploitation recensées en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère en 1963, celles dans lesquelles des enfants étaient nés entre 1945 et 1955. Dans ces familles, les chefs d'exploitation avaient le plus souvent de 35 à 59 ans en 1963, et étaient donc nés entre 1904 et 1928.

Parmi les familles d'exploitants formant l'échantillon-maître de 1963, n'ont été retenues que celles dont le chef avait comme activité principale l'activité agricole. Si l'enquête de 1963 classe les exploitants selon qu'ils exercent ou non des activités multiples, elle ne permet pas de déceler quel est parmi les divers emplois celui qui est le principal. Par convention, nous n'avons inclus dans notre base de sondage que les exploitations dont le chef :

- travaillait à temps complet sur l'exploitation,
- travaillait à temps partiel sur l'exploitation sans avoir d'activité extérieure,
- travaillait à temps partiel sur l'exploitation tout en ayant une activité extérieure agricole,

étant entendu qu'au moment des interviews, l'enquêteur s'assurait que le chef de famille était soit exploitant en activité selon l'une de ces trois formes, soit retraité mais ayant été exploitant selon l'une de ces trois formes.

Les familles dont le chef n'était agriculteur qu'à titre secondaire ont été exclues du champ d'observation pour deux raisons. D'abord, comme la durée des études post-obligatoires varie beaucoup selon les catégories sociales telles que ces catégories sont définies par l'I.N.S.E.E. en fonction des activités principales, l'étude de la nature et du niveau de formation des enfants d'un groupe appelé "chefs d'exploitation" et constitué

de catégories sociales aussi diverses que celles des agriculteurs, des ouvriers, des bouchers, des vétérinaires fournirait des résultats peu significatifs. En outre, quand un boucher exploite 2 ha d'herbages, il n'y a pas lieu de centrer l'analyse de l'entrée de ses enfants dans la vie active sous l'angle de l'orientation vers l'agriculture ou hors de l'agriculture.

Echantillon

Trois critères de stratification ont été utilisés pour le tirage au sort des familles à interroger ;

- la région agricole, le taux de scolarisation variant assez fortement dans l'espace, au moins avant 18 ans, comme le montrent certains résultats de recensement démographique,
- la classe de surface de l'exploitation (en 1963) compte tenu du rôle que la dimension de l'exploitation des parents peut jouer dans la formation et l'orientation d'emploi des enfants,
- la classe d'âge du chef d'exploitation, les diverses générations de parents ayant pu avoir des comportements différents dans l'orientation scolaire et professionnelle des enfants.

Le sous-échantillon ainsi constitué vise à saisir, à travers une certaine population des chefs d'exploitation observée dans un département donné (1963), la population des enfants nés dans ce département de parents exploitants agricoles au cours d'une période donnée (1945-1955). *Mais il ne peut prétendre représenter qu'une certaine population d'enfants nés de 1945-1955 : celle des enfants dont les parents*

- 1) étaient chefs d'exploitation "à titre principal" en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère en 1963 ;
- 2) se trouvaient encore exploitants agricoles "à titre principal" en Ille-et-Vilaine et dans le Finistère en 1970 et en 1971, ou étaient à cette date retraités.

Le montant des crédits d'enquête permettait d'établir 400 questionnaires familiaux en Ille-et-Vilaine et un millier dans le Finistère. Le tirage au sort a été effectué parmi 1 605 familles dans le premier cas et 1 259 dans le second. Le nombre de refus de répondre a été faible dans les deux départements (10 au total). Le nombre de fiches d'enfants exploitables s'élève à :

- 2 075 dans le Finistère : 1 062 garçons et 1 013 filles,
- 785 en Ille-et-Vilaine : 394 garçons et 391 filles.

On peut se poser la question de savoir quelle fraction des enfants nés de 1945 à 1955 dans les deux départements de parents exploitants agricoles représentent les enfants survivants observés dans les deux enquêtes. Il n'est possible d'en avoir qu'une très grossière approximation. La série du nombre de non-salariés qui ont bénéficié de la troisième fraction des allocations prénatales au titre du régime agricole ne remonte qu'à 1950 ; cet effectif ne donne lui-même qu'un ordre de grandeur du nombre d'enfants nés vivants. Il est d'environ 18 000 en Ille-et-Vilaine et 16 000 dans le Finistère pour les 6 années de la période 1950 à 1955. Si l'on suppose qu'il a été équivalent au cours des 5 années 1945 à 1949, notre taux de sondage, estimé par rapport au nombre total d'enfants d'exploitants nés de 1945 à 1955, est d'un peu plus d'1/50è en Ille-et-Vilaine et d'environ 3/50è dans le Finistère.

II - ORGANISATION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE SECONDAIRE ET DE L'APPRENTISSAGE AGRICOLE

Enseignement

L'enseignement agricole est l'enseignement qui dépend du Ministère de l'Agriculture.

Objectifs

L'enseignement agricole a pour but :

- de former les futurs agriculteurs, ouvriers qualifiés, techniciens et cadres de l'agriculture,
- de donner une formation professionnelle associée à une formation générale.

Cycles et diplômes

Il y a deux filières de formation : le cycle court auquel on accède à partir d'un niveau de 4è et le cycle long qui commence à partir d'un niveau de 4è ou d'un niveau de 2è.

Le cycle court conduit :

- en 3 années d'études au Brevet d'Apprentissage Agricole (B.A.A.),
- en 4 années d'études au Brevet d'Etudes Professionnelles Agricoles (B.E.P.A.).

Le cycle long conduit :

- soit au brevet de Technicien Agricole (B.T.A.),
- soit au Baccalauréat de Sciences Agronomiques (bac. D').

Enseignement court			Enseignement long	
	P.E.P.A. 2 ^e année	16-17 ans	Terminale E.T.A.	Terminale D'
P.A.A.	B.E.P.A. 1 ^{re} année		1 ^{re} P.T.A.	1 ^{re} D'
	3 ^e	13-14 ans	2 ^e	
	4 ^e		3 ^e	
			4 ^e	

Avant l'année scolaire 1969-1970 il y avait 3 cycles :

- le cycle I sanctionné par le B.A.A. ou le B.P.A.
- le cycle II conduisant, à partir de la 4^e, en trois ans à un Brevet d'Enseignement Agricole (P.F.A.) et en quatre ou cinq ans à un Brevet d'Agent Technique Agricole (E.A.T.A.),
- le cycle III sanctionné par le B.T.A.

Types d'établissements d'enseignement

- 1 - Enseignement public : collèges agricoles et centres de "formation professionnelle" agricole des jeunes (C.F.P.A.J.) en cycle court, lycées agricoles en cycle long.
- 2 - Enseignement privé diocésain :
 - cycle court. L'enseignement se donne tantôt à temps plein tantôt à temps partiel : l'élève est à l'école 1 semaine sur 2 ou sur 3 et passe le reste du temps dans une exploitation (régime de l'alternance),
 - cycle long, en "collèges", en principe à temps plein.
- 3 - Enseignement privé des Maisons Familiales Rurales d'Education et d'Orientation.

Il s'agit presque exclusivement de cycle court et le régime est toujours celui de l'alternance. Les trois premières années, dites d'orientation, se passent en "Maison Familiale". Durant une quatrième année passée en "Institut Rural", l'élève se prépare à l'orientation choisie.

Apprentissage agricole

Il permet d'acquérir le B.A.A. Une réglementation de 1941 obligeait les enfants d'agriculteurs qui ne fréquentaient pas d'autres enseignements après la scolarité obligatoire, à suivre des "cours post-scolaires agricoles" jusqu'à 17 ans. Actuellement, il y a obligation d'accomplir au moins une année de formation professionnelle après avoir satisfait à l'obligation scolaire.

Si l'on rattache, comme on l'a fait, la formation agricole par alternance à l'enseignement, l'apprentissage agricole sur le tas correspond seulement aux cours professionnels organisés, le plus souvent 2 jours par semaine, par le Ministère de l'Education Nationale sous le contrôle technique du Ministère de l'Agriculture. Ces cours sont actuellement de deux types :

- les "cours professionnels agricoles" (C.P.A.) qui préparent uniquement aux examens du cycle court agricole,
- les "cours professionnels polyvalents ruraux" (C.P.P.R.) qui dispensent aux jeunes ruraux une formation mixte comportant pour certains un enseignement agricole.

Ces cours qui sont donnés dans les écoles primaires et les C.E.G. publics ou privés, ont fait suite à ce qui était appelé précédemment "cours post-scolaires agricoles et ménagers". Aux cours oraux s'ajoutent des cours par correspondance.

III - LA FORMATION DES JEUNES QUI TRAVAILLENT DANS L'AGRICULTURE LORS DES ENQUETES

ET

IV - LA FORMATION DES JEUNES QUI TRAVAILLENT HORS DE L'AGRICULTURE LORS DES ENQUETES

- . Formation générale et agricole des actifs agricoles,
- . Formation générale et technique des actifs non agricoles.

Tableau 78 - ILLE-ET-VILAINE - Formation générale et formation agricole des jeunes qui travaillent dans l'agriculture lors des enquêtes

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation agricole	néant	études interrompues avant la dernière année du cycle court	études poursuivies jusqu'à la présentation du B.A.A. ou B.P.A.	études interrompues en cours du cycle long	études interrompues au niveau du brevet de technicien	promotion sociale en cours	total
<i>garçons</i>							
formation primaire seulement.....	30	6	36				72
études interrompues avant la 3è...			3				3
études interrompues en 3è.....	1		3	1			5
études interrompues en 2è ou 1re..							0
études interrompues en terminale..							0
total.....	31	6	42	1	0	0	80
<i>filles</i>							
formation primaire seulement.....	26	13	35	1			76
études interrompues avant la 3è...		2	5			1	7
études interrompues en 3è.....	5		1				6
études interrompues en 2è ou 1re..							0
études interrompues en terminale..	1						1
total.....	32	15	41	1	0	1	90

Tableau 79 - FINISTERE - Formation générale et formation technique des garçons non-entrés (a)

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation technique	néant	études interrompues avant la dernière année de cycle court	études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage artisanal	études interrompues en cours de cycle long	études interrompues au niveau du brevet de technicien	total
formation primaire seulement.....	8	6	98	1		113
études interrompues avant la 3è.....	6	5	66		2	79
études interrompues en 3è.....	30	7	45	2	11	95
études interrompues en 2è ou 1re.....	11	1	4			16
études interrompues en terminale.....	14					14
total.....	69	19	213	3	13	317

(a) à l'exclusion des jeunes qui ont suivi des études supérieures et non compris la formation de la promotion sociale.

Tableau 80 - FINISTERE - Formation générale et formation technique des garçons qui sont sortis de l'agriculture après y être entrés (a)

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation technique	néant	études interrompues avant la dernière année de cycle court	études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage artisanal	études interrompues en cours de cycle long	études interrompues au niveau du brevet de technicien	total
formation primaire seulement.....	78 (b)	2	8	1	-	89
études interrompues avant la 3è.....	38 (c)	1	6			45
études interrompues en 3è.....	40 (d)	1				41
études interrompues en 2è ou 1re.....	6					6
études interrompues en terminale.....	2					2
total.....	164	4	14	1	0	183

(a) à l'exclusion des jeunes qui ont suivi des études supérieures et non compris la formation de la promotion sociale.
 (b) dont 37 cas de niveau B.A.A. ou B.P.A.
 (c) dont 20 cas de niveau B.A.A. ou B.P.A.
 (d) dont 11 cas de niveau B.A.A. ou B.P.A.

Tableau 81 - FINISTERE - Formation générale et formation technique des filles non-entrées (a)

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation technique	néant	études interrompues avant la dernière année de cycle court	études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage artisanal	études interrompues en cours de cycle long	études interrompues au niveau du brevet de technicien	total
formation primaire seulement.....	23	7	33			63
études interrompues avant la 3è.....	14	5	29			48
études interrompues en 3è.....	29	13	74	2	10	128
études interrompues en 2è ou 1re.....	13		6		1	20
études interrompues en terminale.....	22					22
total.....	101	25	142	2	11	281

(a) à l'exclusion des filles qui ont suivi des études supérieures, à l'exclusion des filles inactives lors de l'enquête, non compris la formation de promotion sociale.

Tableau 82 - FINISTERE - Formation générale et formation technique des filles qui sont entrées dans l'agriculture puis en sont sorties (a)

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation technique	néant	études interrompues avant la dernière année de cycle court	études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage artisanal	études interrompues en cours de cycle long	études interrompues au niveau du brevet de technicien	total
formation primaire seulement.....	44 (b)	4	6			54
études interrompues avant la 3è.....	14 (c)	4	5			23
études interrompues en 3è.....	10	2	7			19
études interrompues en 2è ou 1re.....	2					2
études interrompues en terminale.....	2					2
total.....	72	10	18	0	0	100

(a) à l'exclusion des filles qui ont suivi des études supérieures, à l'exclusion des filles inactives lors de l'enquête, non compris la formation de promotion sociale.
 (b) dont 18 cas de niveau B.A.M.A. ou B.P.M.A.
 (c) dont 8 cas de niveau B.A.M.A. ou B.P.M.A.

Tableau 83 - ILLE-ET-VILAINE - Formation générale et formation technique des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture

niveau le plus élevé de formation générale / niveau le plus élevé de formation technique	néant	études interrompues avant la dernière année de cycle court	études jusqu'à la présentation du C.A.P. ou de l'examen de fin d'apprentissage artisanal	études interrompues en cours de technique long	études interrompues au niveau brevet technicien	études de B.T.S.	promotion sociale lors de l'enquête	total
<i>garçons</i>								
formation primaire seulement.....	82	8	49				6	145
études interrompues avant la 3è....	4		2			1		7
études interrompues en 3è.....	7		2		1			10
études interrompues en 2è ou 1re...	3		1					4
études interrompues en terminale...	3							3
études supérieures.....	2							2
total.....	101	8	54	0	1	1	6	171
<i>filles</i>								
formation primaire seulement.....	107	3	14				1	125
études interrompues avant la 3è....	4	2	2					8
études interrompues en 3è.....	10	2	10			2	3	27
études interrompues en 2è ou 1re...	6							6
études interrompues en terminale...	2							2
études supérieures.....	1							1
total.....	130	7	26	0	0	2	4	169

LISTE DES FIGURES

- 1 - Taux de scolarisation secondaire par canton à 15-16 ans en 1962. Enfants des ménages des communes rurales (sexe masculin) - Région programme Bretagne.
 - 2 - Localisation cantonale des établissements d'enseignement agricole en Bretagne (1971-1972)
 - 3 - Finistère - taux de scolarisation des générations 1945-1948 et 1949-1953.
 - 4 - Non-entrée, entrée et sortie, entrée et maintien.
 - 5 - Finistère - jeunes nés de 1945 à 1948 : cheminement scolaire et professionnel, année d'âge par année d'âge, de 15 à 21 ans.
 - 6 - Ille-et-Vilaine - jeunes nés de 1945 à 1948 : cheminement scolaire et professionnel, année d'âge par année d'âge, de 15 à 21 ans.
 - 7 - Taux cantonaux de célibat à 35-44 ans, chez les exploitants agricoles et les aides familiaux nés de 1924 à 1933.
 - 8 - La chute des naissances dans les familles payannes entre 1952 et 1971.
 - 9 - Secteurs d'emploi, lors des enquêtes, des jeunes bretons d'origine agricole.
 - 10 - Classes sociales des jeunes d'origine agricole (effectifs en %).
-

LISTE DES TABLEAUX

- 1 - Enfants appartenant aux ménages d'exploitants agricoles : taux de scolarisation à 17-18-19 ans des générations 1949-1950-1951.
- 2 - Indices comparatifs selon les départements du choix du métier agricole par les enfants d'agriculteurs.
- 3 - Age de sortie de l'école primaire.
- 4 - Le non-accès au premier cycle d'enseignement général secondaire, après l'école primaire (effectifs en %).
- 5 - Jeunes nés de 1945 à 1952 : taux de scolarisation à la fin de la 14^e année et de la 16^e année.
- 6 - Table de scolarité des enfants d'agriculteurs du Finistère.
- 7 - Table de scolarité des enfants d'agriculteurs d'Ille-et-Vilaine.
- 8 - Taux de scolarisation agricole.
- 9 - Enseignement agricole court en Bretagne : nombre de centres et effectifs des élèves de l'Enseignement Diocésain et des Maisons Familiales (fin 1970).
- 10 - Finistère - taux de scolarisation par type d'enseignement : variations selon l'âge de sortie de l'école primaire.
- 11 - Finistère - type de scolarité à 16 ans en fonction de l'âge de sortie de l'école primaire.
- 12 - Taux de fréquentation des C.E.G. en classe de 4^e (année scolaire 1967-1968, enseignement public).
- 13 - Finistère - exclusion au cours du premier cycle d'enseignement général secondaire : différences entre C.E.G. et lycées.
- 14 - Finistère - exclusion à la fin du premier cycle d'enseignement général secondaire : différences entre C.E.G. et lycées.

- 15 - Catégorie d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, au moment des enquêtes, ont terminé leur scolarité.
- 16 - Finistère - catégorie d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont commencé leur scolarité : générations 1945-1948.
- 17 - Confort de l'habitat selon la dimension des exploitations.
- 18 - Finistère - niveau culturel des parents selon la taille des exploitations.
- 19 - Finistère - âge de sortie de l'école primaire en fonction du niveau culturel du père.
- 20 - Finistère - catégorie d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont terminé leur scolarité : variations selon le niveau culturel du père.
- 21 - Finistère - âge de sortie de l'école primaire selon la taille de la famille.
- 22 - Finistère - situation scolaire à 16-18 ans selon la taille de la famille.
- 23 - Finistère - âge de sortie de l'école primaire en fonction de la taille de l'exploitation des parents.
- 24 - Ille-et-Vilaine - taux de scolarisation à temps complet selon la superficie de l'exploitation des parents.
- 25 - Finistère - taux de scolarisation par type d'enseignement : variations selon la taille de l'exploitation des parents.
- 26 - Finistère - le non-accès à l'enseignement général de premier cycle chez les jeunes sortis de l'école primaire à 13 ans et plus (en %).
- 27 - Finistère - taux de scolarisation longue à 16-18 ans, selon la taille de l'exploitation des parents (en %).
- 28 - Ille-et-Vilaine - type de formation courte selon la surface de l'exploitation des parents (générations 1945-1952).
- 29 - Finistère - type de formation courte suivie par les jeunes qui ont quitté l'école primaire à 13 ans et plus, selon la taille de l'exploitation des parents (en %).

- 30 - Finistère - formation agricole et formation technique à 16 ans, selon la taille de l'exploitation des parents (en %).
- 31 - Finistère - apprentissage et scolarisation agricoles à 16 ans selon la taille de l'exploitation des parents.
- 32 - Finistère - pour 100 garçons scolarisés ou apprentis à 16 ans (générations 1945-1952) combien sont apprentis non agricoles et combien sont scolarisés dans l'enseignement technique court ?
- 33 - Ille-et-Vilaine - catégories d'éducation la plus élevée : variations selon la surface de l'exploitation des parents.
- 34 - Finistère - catégories d'éducation scolaire la plus élevée reçue par ceux qui, lors de l'enquête, ont terminé leur scolarité : variations selon la taille de l'exploitation des parents.
- 35 - Finistère - âge de sortie de l'école primaire selon la taille de la famille et selon la dimension de l'exploitation des parents.
- 36 - Finistère - situation scolaire à 16 et 18 ans selon la taille de la famille et selon la dimension de l'exploitation des parents.
- 37 - Finistère - inégalités de réussite scolaire et de formation selon le niveau culturel des parents et selon la taille de l'exploitation des parents.
- 38 - Ille-et-Vilaine - situation scolaire des enfants d'exploitants agricoles en 1971-1972 (en %).
- 39 - Taux d'entrée et de non-entrée, à la date des enquêtes.
- 40 - Taux de maintien et de sortie, à la date des enquêtes.
- 41 - Taux d'entrée dans l'agriculture selon la catégorie d'éducation la plus élevée.
- 42 - Taux de maintien dans l'agriculture selon la catégorie d'éducation la plus élevée.
- 43 - Taux d'entrée et taux de maintien dans l'agriculture selon la taille de l'exploitation des parents.
- 44 - Finistère - orientation vers l'agriculture selon la taille de la famille et de l'exploitation.

- 45 - Finistère - enseignement secondaire privé et maintien à la terre.
- 46 - Finistère - cas des jeunes qui ont commencé à travailler à temps complet : taux de fréquentation de l'enseignement privé chez ceux qui ont fait des études secondaires.
- 47 - Finistère - âge d'entrée dans l'agriculture (générations 1945-1948).
- 48 - Jeunes qui sont entrés dans l'agriculture puis en sont sortis : durée de passage dans le secteur agricole.
- 49 - Jeunes finistériens qui sont restés dans l'agriculture jusqu'à la date des enquêtes : % de ceux qui déclarent envisager de partir.
- 50 - Taux de célibat masculin à 35-44 ans dans les générations 1924-1933.
- 51 - Formations scolaires comparées, à la date des enquêtes, des actifs agricoles et des actifs non agricoles.
- 52 - Finistère - formation des pères et formation des fils qui restent dans l'agriculture.
- 53 - Ancienneté hors de l'agriculture.
- 54 - Formation de niveau supérieur chez les non-entrés du Finistère.
- 55 - Formation scolaire la plus élevée des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture.
- 56 - % de ceux qui ont obtenu, ou qui suivent lors des enquêtes, une formation de promotion sociale.
- 57 - Promotion sociale selon la formation scolaire la plus élevée.
- 58 - L'accès majoritaire aux classes populaires.
- 59 - Finistère - l'accès aux classes populaires dans les formations basses et courtes (situation à l'enquête).
- 60 - Finistère - l'accès aux différentes catégories sociales en fonction de l'âge de sortie de l'école primaire (situation à l'enquête).
- 61 - Finistère - catégories sociales des enfants selon la taille de l'exploitation des parents.
- 62 - Finistère - catégories socio-professionnelles des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture.

- 63 - Ille-et-Vilaine - catégories socio-professionnelles des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture.
- 64 - Le maintien du domicile dans le département d'origine.
- 65 - Finistère - mobilité géographique des jeunes qui se détournent de l'agriculture.
- 66 - Ille-et-Vilaine - mobilité géographique des jeunes qui se détournent de l'agriculture.
- 67 - Sur 100 actifs qui vivent dans les ménages agricoles en 1968, combien ont un emploi hors de l'agriculture.
- 68 - Où partent les jeunes qui quittent leur commune d'origine (effectifs en %) ; situation à l'enquête.
- 69 - Où résident, lors de l'enquête, les jeunes finistériens originaires d'une commune rurale ?
- 70 - Où résident, lors de l'enquête, les jeunes qui habitent hors de leur commune en Ille-et-Vilaine ?
- 71 - Finistère - la durée du maintien du domicile chez les parents.
- 72 - Finistère - jeunes nés de 1945 à 1948 qui ont commencé à travailler hors de l'agriculture avant 17 ans : domicile à 17 ans et à 22 ans.
- 73 - Finistère - taux d'exode rural et taux d'émigration hors de Bretagne chez les jeunes qui ne sont pas entrés dans l'agriculture.
- 74 - Répartition entre secteurs non agricoles, lors des enquêtes (Finistère et Ille-et-Vilaine).
- 75 - L'orientation des exclus du secteur agricole vers les secteurs para-agricoles (en %).
- 76 - Secteurs d'emploi des jeunes dont l'éducation scolaire la plus élevée est la formation agricole courte (situation à la date des enquêtes).
- 77 - Finistère - formation générale et formation agricole des jeunes qui travaillent dans l'agriculture lors des enquêtes.
- 78 - Ille-et-Vilaine - formation générale et formation agricole des jeunes qui travaillent dans l'agriculture lors des enquêtes.
- 79 - Finistère - formation générale et formation technique des garçons non-entrés.

- 80 - Finistère - formation générale et formation technique des garçons qui sont sortis hors de l'agriculture après y être entrés.
- 81 - Finistère - formation générale et formation technique des filles non-entrées.
- 82 - Finistère - formation générale et formation technique des filles qui sont entrées dans l'agriculture puis en sont sorties.
- 83 - Ille-et-Vilaine - formation générale et formation technique des jeunes qui se sont détournés de l'agriculture.